

# LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في  
الصحافة الوطنية

17/09/2013

## Fosses communes au Sahara : Le Maroc réagit via le CNDH

Sahara | Brève | Publié le 16.09.2013 à 19h35 | Par La rédaction

Le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) a vivement réagit dans un communiqué repris par la MAP après la découverte de fosses communes au Sahara par une équipe de chercheurs espagnols. Selon le conseil, l'Instance équité et réconciliation (IER) a mené de 2004 et 2005 des investigations sur les huit victimes évoquées, après que leurs familles ou leurs proches l'ont saisie.

Des investigations dans trois des cas ont été menées suite à une propre initiative de l'instance, précise le CNDH, ajoutant que l'IER avait procédé à de nombreuses auditions et rassemblé ou reçu une documentation sur ces cas, toujours gardées dans ses archives.

Selon le CNDH, les huit cas évoqués n'ont pas été élucidés durant le mandat de l'IER et ont été confiés à un comité de suivi. Mais, ils ont fait l'objet d'échanges permanents entre le Maroc et les groupes concernés dans le cadre de leurs efforts d'établissement des faits.

Pour le CNDH, le Comité international de la Croix rouge (CICR) a effectué 8 voyages au Maroc, dont le plus récent date d'avril dernier. Cette collaboration a abouti à la lumière sur de nombreux cas et la prochaine séance de travail est programmée pour novembre 2013

## Le Maroc multiple

Publication: 17/09/2013 06h00 0

"Le Maroc est un cas exceptionnel dans la région" est la locution que vous entendrez le plus souvent de la part de nombreux marocains à travers le monde. Loin de tout chauvinisme, cette expression cache des explications historiques, ethniques ainsi que des décisions politiques courageuses.

Tout d'abord, l'arrêt de la conquête de l'empire Ottoman aux portes du Royaume forme une différence majeure avec ses voisins de l'est. Ce puissant état fondé par les turques a conquis l'Anatolie, les Balkans, le pourtour de la Mer Noire, la Syrie, la Palestine, la Mésopotamie, la péninsule arabique et l'Afrique du Nord à l'exception du Maroc. Son influence se ressent jusqu'à présent sur les groupes composants la région. Ensuite, l'identité plurielle composée par des influences venues divers horizons. De par sa position géographique, cette terre a toujours été un carrefour des caravanes venues d'Afrique subsaharienne par le Sud, du moyen orient par l'est et d'Europe par le nord. Avec une mondialisation des flux composés par 240 millions de migrants internationaux dans le monde, le Maroc ne fait pas l'exception de l'augmentation de ces chiffres ces dernières décennies. Cette densification bouleverse les sociétés qui bénéficient de la migration, dont le Maroc où il y a eu quelques dérapages soulignées dans le dernier rapport du Conseil national des droits de l'Homme.

Ce dernier souligne aussi la nouvelle donne de cette migration par la diversité des profils "le Maroc est devenu à son tour une terre d'asile et d'installation durable de migrants. Il accueille ainsi une immigration de travail régulière, un nombre relativement important d'étudiants étrangers, des migrants en situation irrégulière, "en transit" souvent depuis de longues années et enfin, des demandeurs d'asile et des réfugiés. A ces flux, s'ajoutent des groupes installés depuis longtemps (Algériens ou Syriens par exemple, diverses nationalités européennes) et une accélération des mobilités comme l'illustrent, par exemple, la circulation des élites professionnelles hautement qualifiées entre l'Europe et le Maroc ou les séjours prolongés de retraités européens, notamment français". Suite à la présentation au Roi Mohammed VI du rapport, celui-ci a décidé de régulariser la situation de tous les immigrants.

En tant que citoyen du monde, attaché à mon identité multiple que je définis de la manière suivante:

Qu'africain je me sens

Arabe par influence je le suis devenu

Amazigh est ce que je suis

Marocain avant tout

Mais humain, citoyen du monde surtout! J'interprète ce geste comme un message de bienvenu pour tous les migrants souhaitant trouver leur place dans le Royaume. Et aussi un gage de stabilité et d'intégration pour les enfants de ces migrants qui se sentiront, au moins, à moitié marocains.

Pendant que les autres pays arabes se déchirent entre extrémités (religieuses et laïques), la monarchie marocaine joue son rôle traditionnel de fédératrice entre les différentes composantes de la société marocaine.

Ce message est aussi fort que la réaction du défunt roi Mohammed V "qui avait refusé de promulguer au Maroc, sous protectorat français depuis 1912, les dispositions racistes édictées dès octobre 1940 par le régime de Vichy, et notamment le port de l'étoile jaune. "Il n'y a pas de juifs au Maroc, il y a seulement des sujets marocains", avait répondu le souverain au représentant de l'administration coloniale française". C'est cela aussi l'exception marocaine!

## To claim that the EU is keener to stop refugees than help them is wrong

EU funds for Morocco help to protect migrants' rights, not to undermine them

African immigrants queue for food in a refugee camp near the wired zone that divides Morocco and the Spanish enclave of Melilla. Photograph: Alvaro Barrientos/AP

Paul Mason writes about illegal immigration into Spain – based on a report he presented for BBC Newsnight – under the headline: "The EU is ignoring the human rights abuses behind Morocco's razor wire" (2 September). This is not correct. The allocation of EU funds to Morocco (roughly €140m) is primarily designed to support social and democratic reforms in the country. This money, and how it is used, is approved by all the member states, including the UK.

We are mystified by Mason's claim that a "European commission spokesperson refused to specify the current amounts". My spokesman, in an email exchange with Mason's TV producer in April, denied that the payments were related to preventing immigration – stating that we are financing projects (in co-operation with local and international NGOs) to help improve the situation for migrants and ensure the protection of their rights.

Furthermore, he told Mason's producer that, though we do assist Moroccan authorities in such things as border management, there are no fixed annual financial allocations for migration-related programmes, either for Morocco or any country. The exact amount depends on the quality and suitability of the proposals we receive.

Since June, the EU and Morocco have been working on projects to help the country improve its migration policy, through changes to its laws, and training of magistrates, border officers, police officers etc. In addition, in March and June of this year an EU delegation looked at human rights abuses suffered by migrants in Morocco to work on steps to end these.

Mason says: "Two specific practices demand an answer from the EU ... The first is the alleged return of boat people picked up in Spanish waters to Moroccan territory, which violates the right of asylum. The second is the dumping of migrants detained in Morocco in wasteland across the Algerian border, which is clearly illegal."

If the first claim proves to be accurate, it could amount to a violation of EU and international law, and the European commission will make sure member states fully respect their obligations in this regard.

On the "dumping of migrants", the commission is aware of reports of such events. In its dialogue with Morocco, it has urged the need to respect migrants' rights; the recently concluded mobility partnership will also help us to tackle this issue.

The EU has long supported human rights organisations that keep a close eye on the national police and military in Morocco. Our EU delegation in Morocco is in regular contact with civil society organisations that work with sub-Saharan migrants; and migrants' rights are debated on a regular basis with Moroccan authorities.

I am also encouraged by a recent [report from the National Human Rights Council](#) of Human Rights in Morocco on migration calling for significant changes in legislation and for a stronger national effort to tackle discrimination against migrants. I stand ready to support the implementation of this report's recommendations. The EU places great emphasis on human rights, especially those of refugees who are under such duress they are compelled to risk life and limb.



# نحو تأصيل حماية حقوق المهاجرين واللاجئين بالمغرب

إعداد: الدكتور يوسف البحيري



يوسف البحيري

بالبقاء في القلمية - دون أن تمنحه المهاج - لمدة معينة قبل انتهاء هذا الإجراء إلى دولة الإضطهاد فأن اللاجئ لم يعد مطروكا تحت رحمة شبيبة الدولة التي يوجد على القلمية ، إذ لم يعد يسوغ لها إبعاده إلا لأحد الأسباب المحددة قانونيا . بالرغم مما تقدم ، فإنه تجدر الإشارة إلى أن عبارة : « الأسباب المتعلقة بالنظام العام ، تتسم بغير من الغموض ، ذلك أن فكرة النظام العام نسبية تختلف من دولة لأخرى .

وقد أشارت اللجنة الخاصة The Ad Hoc Committee التي قامت بإعداد مشروع الاتفاقية إلى أن هذا النص يجيز إبعاد الأجانب الذين حكم عليهم بسبب إحدى الجرائم الخطيرة إذا كانت الدولة تعترضها بمغاية أعداء على نظامها العام ، وفي مؤتمر المفوضين الذي أقر الاتفاقية في 28/8/1951 ، كان الرأي هو أنه يجب أن يترك للمسئولة القضائية في الدولة أمر تحديد ما إذا كانت هناك أسباب تتعلق بالنظام العام في المادة 22 محل البحث من شأنه أن يسمح للدول المتعاقدة بغير كبير نسبيا من السلطة التقديرية فيما يتعلق بإبعاد اللاجئين .

ضحايا النزاعات المسلحة الدولية وغير الدولية ، وبالتالي تقع على عاتق الدول الأطراف التزامات دولية تكفل من خلالها حماية كل أصناف ضحايا النزاعات المسلحة ، بمن فيهم اللاجئون كاشخاص مدنيين نزحوا قسرا من بلادهم خوفا من الاضطهاد وكل أشكال العنف .

والمادة 73 من البروتوكول الإضافي الأول تذهب إلى أبعد من ذلك وتمنح اللاجئين وضعيا خاصة كاشخاص محميين ، وهو ما يعني أنهم يتمتعون بالحماية الإنسانية التي تضمنها مقتضيات القانون الدولي الإنساني من طرف الدولة المضيفة أو دولة

الدولية يمكنها استخلاص الخلاصات التالية

1- إن مبدأ عدم الإعادة إلى دولة الاضطهاد يعتبر من أهم العناصر الجوهرية التي تتكون منها فكرة الملجأ ، ويعد في ذات الوقت بمثابة حجر الزاوية في النظام القانوني لحماية اللاجئين .  
2- إن هذا المبدأ يفهم بمعنيين: الأول ضيق ومغاهة من التزام الدولة بعدم طرد اللاجئ أو إبعاده إلى دولة أخرى قد يتعرض فيها للاضطهاد . مقصور فقط على حالة اللاجئين الموجودين فعلا داخل إقليمها ، دون أولئك الموجودين خارج الإقليم عند الحدود . والمعنى الثاني واسع ومقتضاه عدم التمييز بين اللاجئين الموجودين داخل الإقليم وأولئك الموجودين خارجه عند الحدود ، فيما يتعلق بالترام الدولة بعدم إعادة اللاجئ إلى دولة الاضطهاد . ويعبارة أخرى : أن المقصود بالمبدأ بمعناه الضيق هو التزام الدولة بعدم طرد أو إبعاد اللاجئين الموجودين داخل إقليمها إلى دولة قد يتعرضون فيها للاضطهاد ، أما اللاجئين الموجودين خارج الإقليم عند حدودها ، فإن الدولة تظل حرة بالنسبة لهم ، لها أن تسمح لهم بالدخول ، كما لها أن ترفض ذلك حتى ولو كان من شأن هذا الرفض اضطرابهم إلى العودة إلى (أو البقاء في) دولة قد يتعرضون فيها للاضطهاد ، أما اللاجئين الموجودين عند حدودها من دخول الإقليم إذا كان من شأن هذا المنع اضطرابهم إلى العودة إلى (أو البقاء في) دولة قد يتعرضون فيها للاضطهاد .

3- إذا أخذت اتفاقية الأمم المتحدة سنة 1951 والوثائق الدولية السابقة عليها بالمعنى الضيق لمبدأ عدم الإعادة إلى دولة الاضطهاد ، تأخذ الاتفاقيات والوثائق الدولية اللاحقة لذلك التاريخ بصفة عامة بالمعنى الواسع لهذا المبدأ .

فإنه لا يجوز للدول الأطراف وضع أي تحفظات بالنسبة لها (المادة 42)

وفي ما يتعلق بتطبيق المادة 1/33 ، فقد دار التساؤل عما إذا كان التزام الدولة بعدم طرد اللاجئ أو إعادته الوارد بها ، مقصورا فقط على اللاجئين الموجودين فعلا على إقليمها ، أو أنه يمتد أيضا إلى اللاجئين الموجودين عند حدودها ويعبارة أخرى : هل تلتزم الدول طبقا للمادة 33 من اتفاقية الأمم المتحدة سنة 1951 ، بعدم طرد أو إعادة اللاجئين الموجودين في إقليمها فقط أو أنها ملتزمة كذلك بالسماح للاجئين بدخول الإقليم ، وتلاحظ أنه لا توجد لهذا التساؤل إجابة واحدة يتفق عليها الجميع ، فهناك من الفقهاء من يأخذون بالمعنى الواسع للمبدأ الذي لا يجيز طرد اللاجئين أو إعادتهم إلى دولة الاضطهاد ، سواء أكان هؤلاء اللاجئون موجودين داخل إقليم الدولة أو عند الحدود . بينما ذهب الرأي الغالب في الفقه والممارسة الحدودية إلى الأخذ بالمعنى الضيق الذي يفرض التزام الدول بعدم الطرد أو الإعادة على اللاجئين الموجودين فعلا داخل إقليمها ، ويعد هذا الرأي سنده في الأعمال التحضيرية لاتفاقية سنة 1951 ، حيث أن الدول المتعاقدة اتجهت إلى استبعاد حالة عدم قبول اللاجئين non-admission عند الحدود من نطاق حكم المادة 33 المتقدمة .

وليس يخفى أن صياغة النص بالمعنى الضيق يعد لغوة سيئة تعيب الاتفاقية ، ذلك أنها تؤدي إلى نتيجة غير عادلة وغير منطقية في أن واحد ، فطبقا لهذه الصياغة يستلزم اللاجئ الذي يتجح - ولو عن طريق أساليب أو وسائل غير مشروعة - في اجتياز حدود الدولة التي قصدتها من الحماية التي تقرها الاتفاقية ضد الطرد أو الإعادة إلى دولة الاضطهاد ، في حين لا يستلزم من هذه الحماية اللاجئ الذي أتى البيوت

عبر التاريخ ، شكل المغرب بلدا للهجرة واللجوء وتقديم المساعدات القانونية والإسكانية للأشخاص الذين يغادرون بلادهم خوفا من تعرضهم للاضطهاد أو بحثا عن الاستقرار ، وذلك بناء على ما التزم به في اتفاقيات القانون الدولي سواء اتفاقية جنيف لعام 1951 التي تحدد المعايير الدولية لمعاملة اللاجئين وتحدد المبادئ التي تدعو وتكفل حقوق حرية الحركة ، مجالات التشغيل والتعليم ، والإقامة وحرية الحركة ، والوصول للمحاكم والتجنس . وقبل كل شيء الأمان من العودة إلى بلد قد يواجهون فيه خطر الاضطهاد ، وكذلك باعتبار المغرب إحدى الدول الأطراف في الاتفاقية الدولية لعام 1993 المتعلقة بحماية حقوق جمع العمال المهاجرين وفراد أسرهم .  
ولقد أشاد الأمين العام للأمم المتحدة بان كي مون ، بتوجهيات الملك محمد السادس للحكومة من أجل الشروع في أقرب الأجال في وضع وتنفيذ استراتيجية ومخطط عمل في الفق صياغة سياسة شاملة بشأن الهجرة ودعوة الملك من أجل حماية واحترام حقوق المهاجرين .

وكرر بلاغ مشترك لوزارات الداخلية والشؤون الخارجية والتعاون ، والعمل والعمرة ، أن هذه التوجهيات ، تشكل بالفعل ، رؤية جديدة للسياسة الوطنية في مجال الهجرة ، إنسانية في فلسفتها ، وشاملة في مضمونها ، ومسؤولة في مفاصلها ، وراثة على المستوى الإقليمي ، وذلك في أعقاب جلسة العمل التي ترأسها يوم الثلاثاء المصفرم الملك محمد السادس بحضور رئيس الحكومة ووزراء الداخلية والشؤون الخارجية والتعاون ، والعمل والعمرة ، والوزير المنتدب في الداخلية ، والتي خصصت لندرس مختلف الجوانب المرتبطة بإشكالية الهجرة في المغرب ، عقد الوزراء المعنون اجتماعا لتنفيذ التوجهيات الملكية السامية بهذا الخصوص .

وتجيب الإشارة إلى أن المجلس الوطني لحقوق الإنسان رفع تقريرا حول وضعية المهاجرين واللاجئين بالمغرب ، خصوصا بعد الدور المحوري الجديد الذي أصبح يلعبه كارتض للهجرة واللجوء في سياق التحولات الاقتصادية وأثار السياسة الأمنية التي تعتمدتها أوروبا لمراقبة الحدود في الضفة الجنوبية للبحر الأبيض المتوسط حيث انتقل المغرب من وضع بلد مصدر للهجرة أو بلد لتعبور إلى بلد مستقبل للمهاجرين .

وتعد مشكلة اللاجئين صورة تعكس بوضوح انتهاكات حقوق الإنسان على المستوى العالمي ، فكرة

للدول المضيفة الحق في رفض الطلبات الخاصة بالحصول على اللجوء لجميع الأشخاص الذين لم تقتنع الجهات المسؤولة المختصة بعدم وجود ما يبرره

## اتفاقية جنيف لعام 1951 تشكل مرجعية قانونية للمعايير الدولية لمعاملة اللاجئين



المهاجرين.  
وذكر بلاغ مشترك لوزارات الداخلية، والشؤون الخارجية والتعاون، والعدل والحريات، ان هذه التوجيهات، تشكل بالفعل، رؤية جديدة للسياسة الوطنية في مجال الهجرة، إنسانية في فلسفتها، وشاملة في مضمونها، ومسؤولة في مقاربتها، ورادة على المستوى الإقليمي. وذلك في أعقاب جلسة العمل، التي ترأسها يوم الثلاثاء المنصرم الملك محمد السادس، بحضور رئيس الحكومة ووزراء الداخلية، والشؤون الخارجية والتعاون، والعدل والحريات، والوزير المنتدب في الداخلية، والتي خصصت لندارس مختلف الجوانب المرتبطة بإشكالية الهجرة في المغرب، عقد الوزراء المعنون اجتماعا لتنفيذ التوجيهات الملكية السامية بهذا الخصوص.

وتجيب الإشارة إلى ان المجلس الوطني لحقوق الإنسان رفع تقريراً حول وضعية المهاجرين واللاجئين بالمغرب، خصوصاً بعد الدور المحوري الجديد الذي أضفى عليه كارض للهجرة واللجوء في سياق التحولات الإقليمية وأثار السياسة الأمنية التي تعتمدها أوروبا لمراقبة الحدود في الضفة الجنوبية للبحر الأبيض المتوسط، حيث انتقل المغرب من وضع بلد مصدر للهجرة أو بلد للعبور إلى بلد مستقبل للمهاجرين.

وتعد مشكلة اللاجئين صورة تعكس بوضوح انتهاكات حقوق الإنسان على المستوى العالمي، ففكرة أعداد النازحين قسراً واللاجئين نتيجة تفاقم الحروب الأهلية بين الأنظمة السياسية القائمة وميليشيات المعارضة، أدت إلى عجز مفوضية الأمم المتحدة عن توفير الحماية والمساعدة للاجئين ضد ما يرتكب في حقهم من إبادة وتعذيب وقمع الأعضاء وممارسات وحشية يندى لها جبين الإنسانية، ومعاناة لغياب المستلزمات الضرورية للحياة كالأكل والماء والمأوى والملبس.

إن الاتفاقية جنيف لعام 1951 تشكل مرجعية قانونية للمعايير الدولية لمعاملة اللاجئين، فالمادة الأولى في فقرتها الثانية تنص على أن اللاجئ هو كل شخص يوجد بسبب خوفه له ما يبرره من التعرض للاضطهاد بسبب عرقه أو دينه أو جنسيته أو انتمائه إلى فئة اجتماعية معينة أو بسبب آرائه السياسية، خارج البلد الذي يحمل جنسيته ولا يستطيع أو لا يرغب في حماية ذلك البلد بسبب هذا الخوف، أو كل من لا جنسية له وهو خارج بلد إقامته السابق، ولا يستطيع أو لا يرغب بسبب ذلك الخوف في العودة إلى ذلك البلد....

والمادة الثالثة والثلاثون تؤكد على مبدأ حظر الطرد أو الردي في حق اللاجئين « يحظر على الدولة المتعاقدة طرد أو ردي اللاجئ بآية صورة إلى الحدود أو الإقليم حيث حياته أو حريته مهددتان بسبب عرقه أو دينه أو جنسيته أو انتمائه إلى فئة اجتماعية معينة أو بسبب آرائه السياسية... »

وتعتبر حماية اللاجئين أساساً مسؤولية الدول، إذ يقع على الدول الموقعة على اتفاقية 1951 التزام قانوني بحماية اللاجئين وفقاً للشروط المبينة في الاتفاقية، ومطلوب منها أن تطبق هذه الشروط دون تمييز بسبب العرق أو الدين أو بلد المنشأ، وأن تحترم مبادئ الحماية الأساسية، من قبيل عدم الرد وعدم الطرد ( والتي تلزم باحترامها أيضاً الدول غير الموقعة على الاتفاقية).

## أولاً- مبدأ عدم الإعادة إلى دولة

### الاضطهاد أو الاضطهاد Principe de non refoulement

يضمن احترام الدول لهذا المبدأ حماية اللاجئ ضد الوقوع في أيدي سلطات الدولة التي تضطهده أو تهديده بذلك، وهكذا فهو يحقق من الناحية العملية واحداً من أهم العناصر الجوهرية التي تتكون منها فكرة الملجأ، ومن ناحية أخرى، فإن تطبيق هذا المبدأ لا يشكل أي مساس بسيادة الدولة أو انتقاص من حريتها في قبول الأجانب داخل إقليمها أو عدمه، ذلك أنه يترك الدولة التي قصد إليها اللاجئ الحرية في أن تقبله فوق إقليمها أن ترفض ذلك، ولكن في حالة ما إذا قررت الدولة عدم السماح للاجئ بدخول إقليمها أو البقاء فيه، فإن عليها ألا تتخذ ضده إجراءات كالطرد أو الإبعاد- من شأنها إجباره على العودة إلى دولة قد تتعرض فيها حياته أو حريته للخطر بسبب الدين أو العنصر أو الجنسية أو الانتماء إلى فئة اجتماعية معينة أو رايه السياسي.

تؤكد الاتفاقية الأمم المتحدة بشأن حماية اللاجئين لسنة 1951 في مادتها 33/1 على أنه : « يحظر على الدولة المتعاقدة طرد اللاجئ أو إعادته بأي كيفية كانت إلى الحدود التي قد تتهدد فيها حياته أو حريته بسبب عنصريه أو دينه أو جنسيته أو انتمائه إلى فئة اجتماعية معينة أو بسبب آرائه السياسية، ولا جدال في أن هذه المادة تعتبر من أهم النصوص التي تضمنتها هذه الاتفاقية، ويرجع ذلك إلى الحماية الجوهرية التي تقدمها للاجئين ضد الوقوع في أيدي سلطات الدولة التي تلاحقهم أو تضطهدهم، ومن هنا:



## للدول المضيفة الحق في رفض الطلبات الخاصة بالحصول على اللجوء لجميع الأشخاص الذين لم تقنع الجهات المسؤولة المختصة بعدم ما يبرره

# اتفاقية جنيف لعام 1951 تشكل مرجعية قانونية للمعايير الدولية لمعاملة اللاجئين

## مواد اتفاقية 1951 لا تطبق على النازحين قسرا خوفا من الاضطهاد دون تمكنهم من مغادرة البلاد لطلب اللجوء في بلد آخر

الإقامة في كل الظروف وبدون أي تمييز. ومن هذا المنطلق، فأحكام القانون الدولي الإنساني تتجاوز محدودية الصكوك الدولية للاجئين في معالجة حالة الأشخاص المشردين داخليا، الذين اضطروا إلى مغادرة ديارهم أو أماكن إقامتهم المعتادة نتيجة نزاع مسلح أو صراع داخلي، خوفا من تعرضهم لانتهاكات جسيمة لحقوق الإنسان دون أن يستطيعوا عبور الحدود المعترف بها دوليا.

إن مواد اتفاقية 1951 لا تنطبق على النازحين قسرا خوفا من الاضطهاد دون تمكنهم من مغادرة البلاد لطلب اللجوء في بلد آخر، وهو ما يجعل ضمان حمايتهم القانونية والإنسانية أمرا معقلا في مقتضيات القانون الدولي للاجئين، حتى إعلان قرطاجنة لعام 1984 أغفل هذه الوضعية في التعريف الذي وضعته في «الأشخاص الذين فروا من بلدانهم نتيجة لتهديد تعرضت له حياتهم أو سلامتهم أو حريتهم من جراء عنف شامل، أو عوان اجنبي أو نزاعات داخلية، أو انتهاكات جماعية لحقوق الإنسان، أو ظروف أخرى أخلت بالنظام العام إخلال خطيرا».

ولبيان سبب هذا الإحفاء في إسقاط الأشخاص المشردين داخليا، من الحماية الدولية للاجئين، يتوضح أن صياغة المادة الرابعة عشرة من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان التي تعترف بحق اللجوء ضمن حقوق الإنسان، قد أغفلت أن منح هذا الحق مرتبط بشكل وثيق بالسلطان الداخلي للدولة، وبالتالي، فالإعلان العالمي لآلية لقيمة قانونية، فالأداة الرابعة عشرة تنص على أن: «لكل فرد الحق في أن يلجأ إلى بلاد أخرى أو يحاول الالتجاء إليها هربا من الاضطهاد»؛ ولكن ما تم إسقاطه هو أن الدول المضيفة للجوء الوحيدة التي يمكنها أن تقبل أو ترفض منح إطار ممارسة سيادتها فوق إقليمها الوطني.

وقد تجاوزت اللجنة الدولية للصليب الأحمر النزعات الخطيرة التي خلفتها الصكوك الدولية للاجئين بعدم شمولية مجال تطبيقها للنازحين والمشردين داخليا في القرار الحادي والعشرين الذي اعتمده المؤتمر الدولي الرابع والعشرون للصليب الأحمر في عام 1981 المتعلق بالعمل الإنساني للصليب الأحمر من أجل اللاجئين، ويقضي في مادته الأولى: «يجب أن يظل الصليب الأحمر مستعدا في جميع الأوقات لإغاثة وحماية اللاجئين والنازحين والعائدين إلى وطنهم، سواء بوصفهم أشخاصا محميين بمفهوم اتفاقية جنيف الرابعة، أو كلاجئين تشملهم المادة 73 من البروتوكول الإضافي لعام 1977 أو بمقتضى النظام الأساسي للصليب الأحمر أو مساعدة أخرى كما هو الحال في بعض حالات النازحين في بلدانهم الأم».

والمادة الثالثة تنص «يجب أن تراعى في المساعدة التي يقدمها الصليب الأحمر، الاحتياجات الماثلة للسكان المقيمين في مناطق استقبال اللاجئين والنازحين أو العائدين إلى بلدانهم».

(أستاذ القانون الدولي بكلية الحقوق بجامعة القاضي عياض بمراكش)

أمام الجهة المختصة أو أمام سلطة تعلقو على تلك التي أصدرته.

والضمانة الثالثة تتجسد عندما يصبح القرار الصادر بالإبعاد واجب التنفيذ (139)، ففي هذه الحالة تلزم الدولة بأن تمنح اللاجئ مهلة حتى يستطيع خلالها البحث عن بولة أخرى تقبل إيواؤه. وبعبارة أخرى: طبقا للمادة 32/3 من اتفاقية الأمم المتحدة سنة 1951 بشأن مركز اللاجئين، تلزم الدولة بعدم تنفيذ القرار النهائي بإبعاد أحد اللاجئين قبل أن تمنحه مهلة معقولة يبحث خلالها عن بولة أخرى يذهب إليها.

فاتفاقية سنة 1951 ولبرت عدة ضمانات هامة للاجئ فيما يتعلق بإبعاده من إقليم الدولة التي يوجد فيها. وهذه الضمانات تحد من سلطة الدولة بهذا الخصوص سواء من حيث الأسباب المبررة لإبعاد اللاجئ أو بالنسبة لإجراءات الطرد وتنفيذه، وكلها ترمي إلى حماية اللاجئ ضد تحكم الدولة التي يوجد على إقليمها، وتضمن له في نفس الوقت فرصة الذهاب إلى دولة أخرى قبله فوق إقليمها، وتحميه من العودة إلى الدولة التي تضطهده أو تهدده بذلك.

### ثانيا - مبدأ عدم طرد اللاجئين

#### Principe de non expulsion

الطرد expulsion هو إجراء قانوني تتخذه الدولة بالنسبة لأحد الأجانب الموجودين بصفة قانونية داخل إقليمها، وبموجبها تضع حدا لتواجده في ذلك الإقليم وتلزمه بمغادرته (132)، والأصل أن لكل دولة، استعمالا لسيادتها الإقليمية، حق إبعاد من ترى أن الأجانب مادام لا يوجد هناك نص اتفاقي يقضي بغير ذلك، كما أنها تتفرد بتقدير الأسباب التي تحددونها إلى إبعاد الأجنبي بشرط ألا تتعسف في هذا الشأن أن يكون اجنبيا، ومن ثم فهو من هذه الناحية عرضة للإبعاد من إقليم الدولة التي يوجد فيها، وحتى في حالة حصوله على اللجوء، فإن ذلك كقاعدة عامة لا يمنع من إبعاده في أي وقت تقر فيه تلك الدولة إنهاء اللجوء الذي سبق أن منحتة وإذا كان هذا هو الحال بالنسبة لمن حصل على اللجوء فعلا، فإنه بلا شك يكون وضع اللاجئ الذي لم يحصل على اللجوء أكثر حرجا، على الأقل من ناحية أن الدولة التي يوجد هذا الأخير على إقليمها لم تتسبب عليه حمايتها وتلقيد نفسها تجاهه في أي وقت من الأوقات بأي وعد بالنسبة لعدم إبعاده، ومن هنا: فقد نجت الجهود الدولية المبذولة في مجال حماية اللاجئين في التوصل إلى وضع بعض القيود التي تحد من سلطة الدولة في ما يتعلق بإبعاد اللاجئين وتطور هذه القيود بصفة عامة حول تحديد الأسباب التي تبرر للدولة إبعاد اللاجئ من أراضيها وتقرير عدد من الضمانات في ما يتعلق بصور إبعاد الإبعاد والظعن فيه وإجراءات تنفيذه.

وهكذا أكدت المادة 32 من اتفاقية الأمم المتحدة سنة 1951 على أن:

- 1- تتعهد الدول المتعاقدة بالامتناع عن إبعاد اللاجئين الموجودين على إقليمها بشكل غير قانوني، فعملية الإبعاد يجب أن تتعلق بالأمن القومي أو بالنظام العام.
- 2- وبشريطة أن يكون الإبعاد تنفيذا لقرار صادر طبقا للإجراءات التي حددها القانون، ويسمح للاجئ بتقديم ما يثبت براءته، والظعن في قرار الإبعاد وإثباته من يعقله بهذا الخصوص أمام سلطة مختصة بذلك.
- 3- تمنح الدول المتعاقدة للاجئ مهلة معقولة يسعى خلالها لتقديم الطلب من أجل القبول admission في بولة أخرى. ويبين من ذلك أن هذا النص يحقق للاجئ ثلاث ضمانات أساسية فيما يتعلق بمسألة الإبعاد من إقليم الدولة الذي يوجد فيه:

- وتمثل الضمانة الأولى في تقييد سلطة الدولة بالنسبة لإبعاد اللاجئ، وذلك عن طريق حظر هذا الإبعاد كقاعدة والسماح به على سبيل الاستثناء في حالة واحدة فقط أي عندما تقتضيه أسباب متعلقة بالأمن القومي أو النظام العام. ومقتضى هذا البند أن الدولة لم تعد حرة في ما يتعلق بالأسباب التي تبرر لها إبعاد اللاجئ من أراضيها، فإذا كانت قد منحت للاجئ لأحد اللاجئين فإنها لاتملك إنهاءه حسب هواها، بل يشترط أن يقوم هذا أحد الأسباب المنهية للملجأ، ومن بينها تلك التي تتعلق بالأمن القومي أو النظام العام لا تستطيع الدولة إبعاد اللاجئ الذي سمحت له

من أوبائها، أي اللاجئ الذي قدم نفسه إلى السلطات المختصة عند الحدود وطلب منها الإذن له بالدخول.

ومن هنا، فإن عددا كبيرا من الوثائق الدولية اللاحقة لاتفاقية الأمم المتحدة سنة 1951، قد اهتمت بسد الثغرة لاتفاقية الأمم المتحدة المادة 33 من الاتفاقية الأخيرة، ونصت صراحة على المعنى الواسع لمبدأ عدم طرد اللاجئ أو إعادته إلى بولة الاضطهاد، أي المعنى الذي يشمل اللاجئين الموجودين داخل إقليم الدولة وأولئك خارجة عند الحدود، وطبقا لهذه الوثائق لا يجوز للدولة أن تتخذ ضد اللاجئ الموجود في إقليمها أي إجراءات من شأنها إجباره على العودة إلى بولة قد تتهدد فيها حياته أو حريته بسبب عنفه أو غيره... كما أنه لا يجوز للدولة أيضا أن تتخذ ضد اللاجئ الموجود خارج إقليمها عند الحدود، إجراءات مثل المنع من الدخول والتي يكون من شأنها اضطرابه إلى العودة إلى (أو البقاء في) إقليم قد تتهدد فيه حياته أو حريته لأحد الأسباب السالفة. إعلان الأمم المتحدة بشأن الملجأ الإقليمي الذي أصدرته الجمعية العامة في 14 ديسمبر سنة 1976 يتضمن نصا يقضي بأنه «لا يجوز أن يتعرض أي شخص من المشار إليهم في المادة 1/1 لإجراءات المنع من الدخول عند الحدود، أو الإبعاد أو إعادة جبراً إلى أية بولة قد يتعرض فيها للاضطهاد، وعلى الرغم من أن هذا الإعلان في حد ذاته غير ملزم للدول على اعتبار أنه قد صدر في صورة توصية، إلا أنه لما كانت هذه التوصية قد وافقت عليها الجمعية العامة بالإجماع، فإن ذلك يقضي عليها طوعا أو نكرا».

كما يعبر من ناحية أخرى عن إيمان المجتمع الدولي بأهمية المبادئ التي تضمنتها هذه التوصية وبضرورة احترامها، هذا من ناحية الطبيعة القانونية، أما من حيث مضمون النص ذاته فإن الواضح أن صياغة المادة 1/3 من هذا الإعلان قد جاءت أفضل بكثير من صياغة المادة 1/33 من اتفاقية الأمم المتحدة سنة 1951 وذلك من ناحيتين:

- 1- أنها توفر حماية للاجئين بصفة عامة، أي الموجودين منهم داخل إقليم الدولة وأولئك الذين ما زالوا خارج عند الحدود، وبعبارة أخرى: إن إعلان الأمم المتحدة بشأن الملجأ الإقليمي قد أخذ بالمعنى الواسع لمبدأ عدم الإعادة إلى بولة الاضطهاد، أي حين اقتضت اتفاقية سنة 1951 على الأخذ بالمعنى الضيق لهذا المبدأ، ومن هنا فقد تجنب الإعلان الانتقادات التي وجهت إلى الاتفاقية الأخيرة في هذا الخصوص.
- ب - مبدأ عدم الإعادة إلى بولة الاضطهاد في اتفاقية الأمم المتحدة سنة 1951 بطريقة تعنى أنه التزام على عاتق الدول المتعاقدة، عبرت المادة 1/3 من ذلك الإعلان عن ذلك بصيغة أقرب ما تكون إلى اعتماده حقا للبلاد، وبهذه الصيغة: «... No Person... shall be subjected».

ج - وتعبيرا عن الارتباط بين مبدأ عدم الإعادة إلى بولة الاضطهاد وحماية حقوق الإنسان، فقد أكد الميثاق الختامي للمؤتمر الدولي لحقوق الإنسان الذي عقد في طهران سنة 1968، على ضرورة احترام هذا المبدأ كما نصت عليه اتفاقية الأمم المتحدة 1951 المتعلقة ببروتوكول سنة 1967 وإعلان الأمم المتحدة بشأن الملجأ الإقليمي سنة 1968.

ومن استقراء الأحكام التي تضمنتها الوثائق



# المجلس البلدي بالرباط يبحث سبل إحداث مقابر جديدة وتوسيع أخرى

المساء

217/16

تعتبر المقابر من المرافق العمومية ذات الأهمية الإنسانية، حيث تجسد احترام الإنسان الميت وصيانة كرامته وحقوقه، كما تشكل جزءاً من الفضاء العمومي، مما يستدعي تنظيمها على النحو الأمثل حتى تساهم في تعزيز جمالية المدن والوادي.

وامام حركة التمدن السريعة واتساع المجال الحضري الذي تشهده المدن المغربية، أصبحت المقابر تطرح مجموعة من الإشكاليات تتعلق بطرق تدبير شأنها والحفاظ عليها.

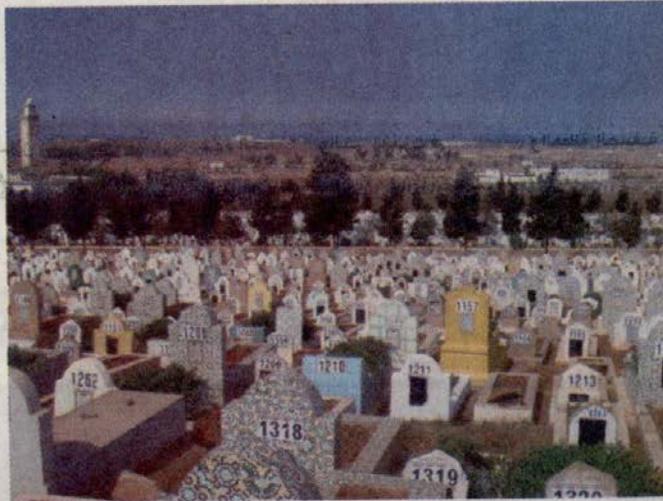
وإذا كان سوء حالة المقابر ظاهرة تتقاسمها غالبية المدن والوادي، فإن مدينة الرباط تعاني من ضيق مساحة المقابر، إذ من المتوقع أن تصل إلى حدها الأقصى في ما يتعلق بطاقتها الاستيعابية بعد سنة أو سنتين على الأكثر، بل إن بعض مقابر العاصمة قد أغلقت بسبب عدم قدرتها على استقبال مزيد من أموات المسلمين كمقبرة يعقوب المنصور.

ومن المنتظر أن تلقى مقابر أخرى المصير نفسه كمقبرة الشهداء، إذ أكد محافظها أنه لا يمكن لهذه المقبرة أن تصمد لأكثر من سنة أمام التدفق الكبير للأموات، إذ تستقبل خمسة عشر نعشاً يومياً.

هذه الوضعية تتطلب من المجلس البلدي والسلطات المحلية على الخصوص، البحث عن حلول عاجلة للاستجابة للطلب المتزايد على أماكن الدفن بالعاصمة.

ويقول بوجمعة الدرعي نائب رئيس المجلس البلدي لمدينة الرباط في تصريح مماثل « إن الجميع على وعي بإشكالية الطاقة الاستيعابية للمقابر التي تعاني منها مدينة الرباط، معتبراً أن « المشكل يكمن في ندرة الأراضي المخصصة لدفن أموات المسلمين».

وأكد الدرعي أن المجلس البلدي وولاية



الرباط سلا زمور زعير على قدم وساق للبحث عن مقابر جديدة وتمديد أخرى.

وقال في هذا الصدد، إن المجلس البلدي يسعى إلى ضم خمسة عشر هكتاراً مجاورة لمقبرة «الصديق»، توجد في ملكية وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية (الثلاث)، وعدد من الورثة (الثلثين)، مشيراً إلى أن المجلس شرع في التفاوض مع الورثة، وقد يلجا إلى مسطرة نزع الملكية لتمديد هذه المقبرة.

من جهة أخرى، أشار نائب رئيس المجلس البلدي للرباط إلى أن المجلس ناقش مع المندوبية السامية للمياه والغابات ومحاربة التصحر

إمكانية تمديد مقبرة حي الرياض، الكائنة أمام حديقة الحيوانات السابقة، مضيفاً أن الأمر يحتاج فقط إلى إجراءات قانونية وإدارية. وأشار أيضاً إلى مبادرة لأحد المحسنين بجماعة أم عزة الذي وهب قطعة أرضية تبلغ مساحتها 26 هكتاراً قصد تحويلها إلى مقبرة، غير أن المشكل الذي يحول دون استغلالها، حسب السيد الدرعي، هو بعد المسافة عن مدينة الرباط (20 كلم)، بالإضافة إلى أن القطعة الأرضية غير مجهزة.

مقترح آخر تقدم به رئيس مقاطعة أقاليم الرياض رضا بن خلدون يهم إمكانية استغلال

الحزام الأخضر الذي يفصل مدينتي الرباط ونصارة، بحيث أشار إلى أن العائق الأكبر لمواجهة ضيق المقابر بالرباط هو شيخ العقار، الذي يحول دون توسيع وإحداث مقابر جديدة. وقال إن « جمع المقابر وصلت طاقتها الاستيعابية إلى نهايتها باستثناء مقبرة الشهداء التي مازالت تتوفر على مساحات قليلة معدة للدفن».

وأضاف أن مجلس مقاطعة أقاليم الرياض طلب فتوى من المجلس العلمي الأعلى حول مسألة اقتراح طريقة جديدة للدفن في المقابر (الدفن الأفقي .. قبر فوق قبر) كوسيلة لمواجهة ضيق المساحات المخصصة للدفن بالعاصمة.

وبالفعل، فقد أصدر المجلس العلمي الأعلى في مارس 2011 فتوى ارتأت فيها الهيئة العلمية المكلفة بالإفتاء، أن تتأني في الأمر وتترؤى فيه، وألا تتعجل وتتسرع في الإفتاء بجواز الدفن على الطريقة الجديدة أفقياً .. قبراً فوق قبر، وأن يبقى الدفن على ما هو مقرر ومعروف شرعاً ومتعارف عليه اجتماعياً.

وفي انتظار إيجاد الحلول الكفيلة للاستجابة للطلب المتزايد على القبور، تبقى إشكالية المقابر بالرباط وفي المغرب عموماً تحتاج إلى مقاربة شمولية تهم، بالإضافة إلى توسيع مساحاتها وإحداث أخرى جديدة، تحديث طرق تدبيرها وتحسين مظهرها كجزء من الفضاء العام.

وقد أكدت دراسة للمجلس الوطني لحقوق الإنسان في سنة 2012 حول « حالة مقابر المسلمين بالمغرب ومقترحات عملية من أجل إصلاحها، » أنه لا يعقل بأي حال من الأحوال اعتبار المقابر مجالاً « ميتاً » لمجرد أنه يوازي « الموتى»، بل جزءاً « حياً»، من المشهد العام داخل الوادي والمدن، بما يمكن أن تخلق عليه اسم « المقابر المشاهدة » وهو مفهوم يدخل في إطار تدبير المقابر ضمن استراتيجيات محكمة ومتكاملة لإعداد التراب وتراث المجال.



# خير إسباني: المغرب يعد «رائدا في مجال تطوير سياسات حقوق الإنسان في إفريقيا والعالم العربي الإسلامي»

21/05/18

سأهمت في تعزيز صداقية المغرب على المستوى الدولي، خاصة مع الاتحاد الأوروبي، الذي يحظى بعلاقات متميزة معه.

وبخصوص جلسة العمل التي ترأسها، الثلاثاء المنصرم، في الدار البيضاء جلالة الملك، والتي خصصت لتدارس مختلف الجوانب المتعلقة بإشكالية الهجرة في المغرب، أشار الخبير الإسباني إلى أن جلالة الملك، بعد اطلاعه على تقرير مفصل للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، الذي يعد مؤسسة تحظى "باهمية كبيرة" في البلاد، ومنصوصا عليها في دستور 2011، دعا إلى صياغة سياسة جديدة وشاملة للهجرة، مع إيلاء أهمية خاصة للمهاجرين المتحدرين من بلدان إفريقيا جنوب الصحراء الكبرى، الذين "تضاعف عددهم أربع مرات". وشدد الخبير الإسباني في هذا السياق على ضرورة "إشراك أكبر لبلدان الاتحاد الأوروبي خاصة في مجال المساعدات والتعاون المرتبط بتشجيع سياسات الهجرة، على غرار ما يعترزم المغرب بلورته

■ مدريد (و م ع) - أكد الخبير والصحافي الإسباني، تشيما خيل، أن المغرب أصبح رائدا في مجال تطوير سياسات حقوق الإنسان في إفريقيا والعالم العربي الإسلامي.

وأبرز الخبير الإسباني، في مقال نشر على موقع (كلوبيديا.كوم) مختلف الإصلاحات التي تمت مباشرتها، منذ اعتلاء صاحب الجلالة الملك محمد السادس العرش، في ما يتعلق بالنهوض بحقوق الإنسان واحترامها، مؤكدا أن المملكة أصبحت "رائدة" في هذا المجال على مستوى القارة الإفريقية والعالم العربي والإسلامي.

وأضاف أن ملاءمة التشريعات المغربية مع الاتحاد الأوروبي، خصوصا تلك المرتبطة بحقوق الإنسان، تعد، أيضا، ورشا ميز عهد صاحب الجلالة الملك محمد السادس.

وقال الخبير والصحافي الإسباني إن قائمة القوانين والمعايير التي خضعت للتعديل مثيرة للإعجاب، بدءا من الدستور الجديد، مشيرا في السياق ذاته إلى أن "دينامية التغيير هذه

# المغرب يفتقر إلى إستراتيجية حقيقية للهجرة

بلكندوز قال إن الاهتمام الملكي بالملف يهدف إلى بلورة سياسة حقيقية تعطي الأولوية للبعد الإنساني

قال عبد الكريم بلكندوز، الخبير في شؤون الهجرة، إن اهتمام جلالة الملك محمد السادس بموضوع المهاجرين الأجانب، يؤشر إلى أن القضية بدأت تؤخذ مأخذ الجد، وتعني، كذلك، وهذا هو الأهم، أن هناك إرادة قوية في بلورة سياسة حقيقية للهجرة تراعي الأبعاد الحقوقية، سياسية ومدججة ومتكاملة تعطي الأولوية للبعد الإنساني. وسلط الخبير في حوار مع "الصباح" الضوء على عدد من الإشكاليات المطروحة في مجال الهجرة، خاصة في ما يتعلق بالحقوق السياسية للمواطنين المغاربة في المهجر.



عبد الكريم بلكندوز (خاص)

كيف تفسرون الاهتمام المتزايد بقضايا الهجرة بالمغرب، خاصة من قبل جلالة الملك الذي أولى غاية خاصة بالمرحوم بعد الترتير الموضوعات التي أعده المجلس الوطني لحقوق الإنسان في موضوع المهاجرين الأجانب والأجانب بالمغرب.

● اهتمام أعلى سلطة في البلد بموضوع المهاجرين الأجانب يؤشر إلى أن القضية بدأت تؤخذ مأخذ الجد، وتعني، كذلك، وهذا هو الأهم، أن هناك إرادة قوية في بلورة سياسة حقيقية للهجرة تراعي الأبعاد الحقوقية، سياسية ومدججة ومتكاملة تعطي الأولوية للبعد الإنساني. المبادرة الملكية إيجابية جدا، وهي تندرج في سياق تكريس دولة الحق والقانون، وتكريس الانفتاح الذي انخرط فيه المغرب عبر الإصلاح الدستوري، والتحول في موقف المغرب من الهجرة، خاصة من خلال اعتماد المغاربة الحقوقية. الملف، بدأ بذلك بعدا وطنيا ومجتمعيا يهم عدة أطراف عليها أن تتدخل إيجابيا في الموضوع.

● كيف تفسرون الاهتمام المتزايد بقضايا الهجرة بالمغرب، خاصة من قبل جلالة الملك الذي أولى غاية خاصة بالمرحوم بعد الترتير الموضوعات التي أعده المجلس الوطني لحقوق الإنسان في موضوع المهاجرين الأجانب والأجانب بالمغرب.

● اهتمام أعلى سلطة في البلد بموضوع المهاجرين الأجانب يؤشر إلى أن القضية بدأت تؤخذ مأخذ الجد، وتعني، كذلك، وهذا هو الأهم، أن هناك إرادة قوية في بلورة سياسة حقيقية للهجرة تراعي الأبعاد الحقوقية، سياسية ومدججة ومتكاملة تعطي الأولوية للبعد الإنساني. المبادرة الملكية إيجابية جدا، وهي تندرج في سياق تكريس دولة الحق والقانون، وتكريس الانفتاح الذي انخرط فيه المغرب عبر الإصلاح الدستوري، والتحول في موقف المغرب من الهجرة، خاصة من خلال اعتماد المغاربة الحقوقية. الملف، بدأ بذلك بعدا وطنيا ومجتمعيا يهم عدة أطراف عليها أن تتدخل إيجابيا في الموضوع.

● كيف تفسرون الاهتمام المتزايد بقضايا الهجرة بالمغرب، خاصة من قبل جلالة الملك الذي أولى غاية خاصة بالمرحوم بعد الترتير الموضوعات التي أعده المجلس الوطني لحقوق الإنسان في موضوع المهاجرين الأجانب والأجانب بالمغرب.

● اهتمام أعلى سلطة في البلد بموضوع المهاجرين الأجانب يؤشر إلى أن القضية بدأت تؤخذ مأخذ الجد، وتعني، كذلك، وهذا هو الأهم، أن هناك إرادة قوية في بلورة سياسة حقيقية للهجرة تراعي الأبعاد الحقوقية، سياسية ومدججة ومتكاملة تعطي الأولوية للبعد الإنساني. المبادرة الملكية إيجابية جدا، وهي تندرج في سياق تكريس دولة الحق والقانون، وتكريس الانفتاح الذي انخرط فيه المغرب عبر الإصلاح الدستوري، والتحول في موقف المغرب من الهجرة، خاصة من خلال اعتماد المغاربة الحقوقية. الملف، بدأ بذلك بعدا وطنيا ومجتمعيا يهم عدة أطراف عليها أن تتدخل إيجابيا في الموضوع.

● كيف تفسرون الاهتمام المتزايد بقضايا الهجرة بالمغرب، خاصة من قبل جلالة الملك الذي أولى غاية خاصة بالمرحوم بعد الترتير الموضوعات التي أعده المجلس الوطني لحقوق الإنسان في موضوع المهاجرين الأجانب والأجانب بالمغرب.

● اهتمام أعلى سلطة في البلد بموضوع المهاجرين الأجانب يؤشر إلى أن القضية بدأت تؤخذ مأخذ الجد، وتعني، كذلك، وهذا هو الأهم، أن هناك إرادة قوية في بلورة سياسة حقيقية للهجرة تراعي الأبعاد الحقوقية، سياسية ومدججة ومتكاملة تعطي الأولوية للبعد الإنساني. المبادرة الملكية إيجابية جدا، وهي تندرج في سياق تكريس دولة الحق والقانون، وتكريس الانفتاح الذي انخرط فيه المغرب عبر الإصلاح الدستوري، والتحول في موقف المغرب من الهجرة، خاصة من خلال اعتماد المغاربة الحقوقية. الملف، بدأ بذلك بعدا وطنيا ومجتمعيا يهم عدة أطراف عليها أن تتدخل إيجابيا في الموضوع.

**في سطور**

- استاذ جامعي بالرباط
- باحث متخصص في قضايا الهجرة
- نشر عدة أعمال تتناول هذه الإشكالية، ومنها على الخصوص مغاربة الخارج، مواطنون وشركاء بين المغرب وأوروبا وأفريقيا جنوب الصحراء: نظرة من الجنوب، وتدبير الهجرة في المغرب ومشروع الإصلاح الدستوري.

● هذا ما يُفسر استمرار التحفظ على منح حق المشاركة في الانتخابات التشريعية ترشيحا وتصويتا بالنسبة إلى المهاجرين في بلدان الإقامة، ليس كذلك؟

● إذا أخذنا مجلس الجالية الذي كان من المفروض أن يقدم رايه الاستشاري في ما يخص الكيفية والمكانيزم وليس من حيث المبدأ لأنه حتى الدستور القديم يمنح للمهاجرين هذا الحق، لكنه لم يحمى ذلك مجلس الجالية له مهمتان، الأولى مكتوبة منصوص عليها في الظاهر المؤسس، تتعلق بتقديم آراء استشارية في ما يتعلق بموضوع الهجرة والمهاجرين، وتقديم تقرير إستراتيجي كل سنتين، فإنه يمكن القول إن المجلس فشل في هذه المهمة فشلا

● هذا ما يُفسر استمرار التحفظ على منح حق المشاركة في الانتخابات التشريعية ترشيحا وتصويتا بالنسبة إلى المهاجرين في بلدان الإقامة، ليس كذلك؟

● إذا أخذنا مجلس الجالية الذي كان من المفروض أن يقدم رايه الاستشاري في ما يخص الكيفية والمكانيزم وليس من حيث المبدأ لأنه حتى الدستور القديم يمنح للمهاجرين هذا الحق، لكنه لم يحمى ذلك مجلس الجالية له مهمتان، الأولى مكتوبة منصوص عليها في الظاهر المؤسس، تتعلق بتقديم آراء استشارية في ما يتعلق بموضوع الهجرة والمهاجرين، وتقديم تقرير إستراتيجي كل سنتين، فإنه يمكن القول إن المجلس فشل في هذه المهمة فشلا

● هذا ما يُفسر استمرار التحفظ على منح حق المشاركة في الانتخابات التشريعية ترشيحا وتصويتا بالنسبة إلى المهاجرين في بلدان الإقامة، ليس كذلك؟

● إذا أخذنا مجلس الجالية الذي كان من المفروض أن يقدم رايه الاستشاري في ما يخص الكيفية والمكانيزم وليس من حيث المبدأ لأنه حتى الدستور القديم يمنح للمهاجرين هذا الحق، لكنه لم يحمى ذلك مجلس الجالية له مهمتان، الأولى مكتوبة منصوص عليها في الظاهر المؤسس، تتعلق بتقديم آراء استشارية في ما يتعلق بموضوع الهجرة والمهاجرين، وتقديم تقرير إستراتيجي كل سنتين، فإنه يمكن القول إن المجلس فشل في هذه المهمة فشلا

● هذا ما يُفسر استمرار التحفظ على منح حق المشاركة في الانتخابات التشريعية ترشيحا وتصويتا بالنسبة إلى المهاجرين في بلدان الإقامة، ليس كذلك؟

● إذا أخذنا مجلس الجالية الذي كان من المفروض أن يقدم رايه الاستشاري في ما يخص الكيفية والمكانيزم وليس من حيث المبدأ لأنه حتى الدستور القديم يمنح للمهاجرين هذا الحق، لكنه لم يحمى ذلك مجلس الجالية له مهمتان، الأولى مكتوبة منصوص عليها في الظاهر المؤسس، تتعلق بتقديم آراء استشارية في ما يتعلق بموضوع الهجرة والمهاجرين، وتقديم تقرير إستراتيجي كل سنتين، فإنه يمكن القول إن المجلس فشل في هذه المهمة فشلا

## مقترح قانون لـ"اليوم" لتأسيس مجلس الجالية

وما يلاحظ في هذا الصدد أن المشروع ينص على أن ترقية المجلس تشكل من 41 عضواً، من بينهم 18 عضواً تعينهم، و11 عضواً هي مؤسسات رسمية، أضف إليها عضوية رئيس لجنة العلاقات الخارجية في مجلس النواب، ورئيس لجنة الفلاحة بمجلس المستشارين، و10 ممثلين فقط عن الجمعيات فقليلة التعيينات ما تزال هي الطاغية وهو ما يثير الانتقاد، إذ لا يمكن الحديث عن مجلس مفتوح وفاعل في ظل غياب التمثيلية الديمقراطية في العضوية في الوقت الذي يتحدث الخطاب الملكي لـ6 نونبر 2005، و6 نونبر 2007، عن مجلس تعطي ديمقراطي. هناك خوف من متطرف الحكم وهو ما يثير اللقلق المقترح يتخلل تعديلات جوهرية تهم فلسفة القانون المقترح، وهو ما يستلزم حواراً وطنياً.

● هناك مقترح قانون قدم المجلس النواب بهدف تأسيس مجلس الجالية، انطلاقاً من المادة 163 من الدستور، ما رأيكم؟

● إن تقديم فريق "اليوم" للمقترح المذكور، لتفعيل المادة 163 من الدستور، الخاصة بدسترة مجلس الجالية، أمر إيجابي جداً يفتح النقاش المؤسساتي في الموضوع، فالمبادرة محمودة في حد ذاتها، خاصة أن الحكومة تأخرت في إعداد نص قانوني في الموضوع، وهو خطأ نابع أيضاً من أن مجلس الجالية لم يعرض أي رأي استشاري في الموضوع كان يمكن أن يساعده الحكومة في إعداد نص قانوني، لكن ينبغي أن نشير إلى أن المقترح ربما هين من قبل بعض المسؤولين في مجلس الجالية لأغراض محددة، لتعريف أمور تدنو في الظاهر إيجابية، ولكنها تؤلف بصيغة ما تخدم مصلحة هذا الطرف دون الطرف الثاني.

● هناك مقترح قانون قدم المجلس النواب بهدف تأسيس مجلس الجالية، انطلاقاً من المادة 163 من الدستور، ما رأيكم؟

● إن تقديم فريق "اليوم" للمقترح المذكور، لتفعيل المادة 163 من الدستور، الخاصة بدسترة مجلس الجالية، أمر إيجابي جداً يفتح النقاش المؤسساتي في الموضوع، فالمبادرة محمودة في حد ذاتها، خاصة أن الحكومة تأخرت في إعداد نص قانوني في الموضوع، وهو خطأ نابع أيضاً من أن مجلس الجالية لم يعرض أي رأي استشاري في الموضوع كان يمكن أن يساعده الحكومة في إعداد نص قانوني، لكن ينبغي أن نشير إلى أن المقترح ربما هين من قبل بعض المسؤولين في مجلس الجالية لأغراض محددة، لتعريف أمور تدنو في الظاهر إيجابية، ولكنها تؤلف بصيغة ما تخدم مصلحة هذا الطرف دون الطرف الثاني.

● هناك مقترح قانون قدم المجلس النواب بهدف تأسيس مجلس الجالية، انطلاقاً من المادة 163 من الدستور، ما رأيكم؟

● إن تقديم فريق "اليوم" للمقترح المذكور، لتفعيل المادة 163 من الدستور، الخاصة بدسترة مجلس الجالية، أمر إيجابي جداً يفتح النقاش المؤسساتي في الموضوع، فالمبادرة محمودة في حد ذاتها، خاصة أن الحكومة تأخرت في إعداد نص قانوني في الموضوع، وهو خطأ نابع أيضاً من أن مجلس الجالية لم يعرض أي رأي استشاري في الموضوع كان يمكن أن يساعده الحكومة في إعداد نص قانوني، لكن ينبغي أن نشير إلى أن المقترح ربما هين من قبل بعض المسؤولين في مجلس الجالية لأغراض محددة، لتعريف أمور تدنو في الظاهر إيجابية، ولكنها تؤلف بصيغة ما تخدم مصلحة هذا الطرف دون الطرف الثاني.

تجاوزها؛ لا يمكن أن نتحدث عن صعوبات مادية وتقنية كل مرة يُطرح فيه ملف المشاركة السياسية للمهاجرين.

ومن بين ما قبل حول الموضوع التكلفة المالية الباهظة للمشاركة السياسية للمهاجرين، رغم أننا نعرف قيمة التحويلات المالية التي يعيها هؤلاء نحو بلدهم، والديمقراطية لها ثمن، ثم لماذا لا يقال للمغرب التي تكلف اعتمادات مالية كبيرة. إن الواقع يؤكد أن الخوف من نتائج الانتخابات في الخارج هو الذي يشكل إحدى العقبات الأساسية التي تحول انطلاقة من بلدان الإقامة.

أجرى الحوار: جمال بورفيسي



# ندوة بمراكش حول موضوع "حقوق الإنسان والشباب في ظل الدستور الجديد" يوم 20 شتنبر الجاري

يشكل موضوع "حقوق الإنسان والشباب في ظل الدستور الجديد" محور ندوة ستتنظم يوم الجمعة المقبل بمراكش، بمشاركة ثلة من القضاة وممثلين عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان وأساتذة جامعيين وباحثين مختصين. وتنظم هذه الندوة، التي ستحتضنها الجامعة الخاصة بمراكش، بتعاون مع مجلة سلسلة الاجتهاد القضائي والودادية الحسنية للقضاة وماستر التوثيق والعقار بكلية الحقوق التابعة لجامعة القاضي عياض وجمعية مغرب-شباب.

وينعقد هذا اللقاء العلمي، حسب المنظمين، تفعيلا للخطاب الملكي السامي بمناسبة الذكرى الستين لثورة الملك والشعب الذي يتزامن مع الذكرى الثانية للمصادقة على الدستور الجديد الذي يعتبر تنويجا لإرادة المغرب الجادة في بناء دولة المؤسسات والقانون، عبر مسار خاص ومتميز وبوتيرة تأخذ بعين الاعتبار الثوابت والاختيارات الإستراتيجية وخصوصيات المجتمع المغربي.

كما تعكس هذه الوتيرة، يضيف المنظمون، نضج المغاربة ووعيهم بحقوقهم وواجباتهم تجاه وطنهم وتطلعهم إلى مؤسسات دستورية تعتمد آليات المقاربة التشاركية وأدوات الحكامة الجيدة لاستشراف غد أفضل من حيث احترام حقوق الإنسان في كونيتها، والرقى بها من التنظير إلى الممارسة، وربط المسؤولية بالمحاسبة، وتحديد المنظور الشامل للديمقراطية الذي يضمن مشاركة الأحزاب السياسية والنقابات المهنية وكافة مكونات المجتمع المدني.

ويتضمن برنامج هذه الندوة العلمية مناقشة عدد من المواضيع تهم بالخصوص "مكانة الأسرة في الدستور الجديد" و"الشباب والمجلس الوطني لحقوق الإنسان"، و"ضمانات المحاكمة العادلة من خلال الدستور الجديد"، و"الحقوق الدستورية من خلال قضاء محكمة النقض".

3/16 48



# المجلس الوطني لحقوق الإنسان ينقد ماء وجه موسم طانطان

■ محمد وعلي

عميدة فنانى أنطولوجيا  
الموسيقى الحسانية  
21:00 قاعة البلدية - عرض  
شريطين قصيرين يحضرون  
مخرجهما حسن خير  
قافلة الدموع  
عيون بدوية  
الجمعة 6 شتنبر  
من 9:30 إلى 12:00 ارواق  
المجلس الوطني لحقوق  
الإنسان - محترفات الفن  
التشكيلي لفائدة أطفال  
المدينة  
- 17:00 ارواق المجلس  
الوطني لحقوق الإنسان - تقديم  
وفتح نقاش حول :  
مؤلفات السيد ابراهيم  
الحسين  
- 19:00 قاعة البلدية : عرض  
شريط بحضور مخرجه داوود  
أولاد السيد  
طرفاية، باب لبحر  
السبت 7 شتنبر  
- 10:00 ساحة السلام  
والتسامح : المشاركة في  
الأنشطة الرسمية للموسم.  
- 18:00 برواق المجلس  
الوطني لحقوق الإنسان - تقديم  
وفتح نقاش حول :  
مؤلفات السيد رحال بويريك  
سلسلة دراسات صحراوية  
- 20:00 وراق المجلس  
الوطني لحقوق الإنسان -  
عرض شريط بحضور مخرجه  
اندرومان... من دم وفقم، عز  
العرب العلوي  
الأحد 8 شتنبر  
- 10:00 قاعة البلدية - ندوة  
: أي سياسة ثقافية بالأقاليم  
الجنوبية؟

الصحراء بفضاء الطفل بساحة  
بئر انزران  
لتستمر الأنشطة وفق  
البرنامج التالي:  
الأربعاء 4 شتنبر  
- 16:00 افتتاح رواق المجلس  
الوطني لحقوق الإنسان  
معرض كتب  
100 كتاب حول الصحراء  
إصدارات المجلس الوطني  
لحقوق الإنسان  
حلقات نقاش وتوقيع كتب  
أنطولوجيا الموسيقي  
الحسانية  
ورشات  
- 20:00 مقر البلدية - عرض  
شريط وثائقي "الموسم"  
لسهيل بن بركة، Ceux (1972  
du mousssem)  
الخميس 5 شتنبر  
- 10:00 افندق الكونوية  
طانطان؟ لوطية - مائدة  
مستديرة: التراث الثقافي  
غير المادي الصحراوي :  
مفاهيم ورهانات الحفاظ عليه  
- 15:00 المتحف الاقليمي  
للمقاومة وجيش التحرير  
بطانطان - ورشة عمل :  
تحسيس المجتمع المدني  
بأهمية الحفاظ على التراث  
- 8:00 ارواق المجلس  
الوطني لحقوق الإنسان - تقديم  
وفتح نقاش حول:  
« مشاريع » إصدارات مركز  
الدراسيات والأبحاث  
- 20:00 المنصة الرئيسية -  
تكريم الموسيقي الحسانية:  
تقديم أنطولوجيا الموسيقي  
الحسانية  
تكريم السيدة خوسيفا

على هامش موسم طانطان ،  
نظمت اللجنة الجهوية لحقوق  
الإنسان التابعة للمجلس  
الوطني لحقوق الإنسان  
مجموعة من الأنشطة الثقافية و  
الحقوقية و الفنية في إطار  
برنامج متكامل تحت شعار  
الحق في الثقافة. و إذا كان  
الجميع متفق بأن ما اصطلح  
على تسميته برائعة الثرات  
اللامادي للإنسانية جاء في  
نسخة باهتة رغم نجاحها  
جماهريا هذه السنة نتيجة  
للإقصاء الممنهج للمجتمع  
المدني و الفعاليات الإعلامية و  
الحقوقية و اعتماد مقاربة أمنية  
لا تعرفها حتى الزيارات الملكية ،  
فإن المساهمة المتواضعة و  
القيمة للمجلس الوطني قد  
أنقذت ماء وجه الموسم ، حيث  
وجدت الفعاليات الثقافية و  
الجموعية الحقيقية ملاذا في  
الندوات و العروض و الورشات  
المنظمة في أحد الفضاءات التي  
خصصت لأطفال المدينة و لم  
تفتح إلا على يد اللجنة الجهوية  
التي خصصتها لاحتضان  
أنشطتها.

فيوم الاثنين و قبل افتتاح  
فعاليات الموسم نظمت اللجنة  
الجهوية ندوة صحفية لعرض  
برنامجها بأحد فنادق المدينة  
حضرتها كل المنابر الإعلامية  
المتواجدة بالإقليم و وجوه  
ثقافية و حقوقية معروفة  
بالمدينة.

و في يوم الأربعاء تم افتتاح  
معرض 100 كتاب حول



## المجلس الوطني لحقوق الإنسان يقدم توضيحاته بشأن « اكتشاف رفات ثمانية أشخاص ب «فدرت الكويج»

982875

■ على إثر إثارة عدد من المنابر الإعلامية، في الأيام الأخيرة، العنور على رفات ثمانية أشخاص قد يكون تم دفنهم جماعيا في الموقع المعروف ب «فدرت الكويج» ، يقدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان العناصر الاختيارية التالية :

لقد قامت هيئة الإنصاف والمصالحة، خلال ولايتها (2004-2005)، بإبحاث حول الضحايا الثمانية المتحدث عنهم، وذلك عقب طلب تقدمت به أسرهم أو أقربائهم أو أطراف أخرى بالنسبة لخمسة منهم، أو بمبادرة ذاتية من الهيئة بالنسبة لثلاث حالات. وكانت هيئة الإنصاف والمصالحة قد أجرت، آنذاك عدة جلسات استماع وجمعت أو تسلمت مجموعة من الوثائق حول هذه الحالات، التي ما تزال مفرجة ضمن أرشيفها.

واعتبارا للمضي، وبالنظر لكون سنة 1976 تميزت بدواجهات مسلحة بين القوات المسلحة الملكية والجيش الجزائري و عناصر من البوليساريو، فإنه لم يتم التمكن من استيضاح الحالات الثمانية خلال ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، التي لم تتمكن من الولوج، إلى غاية اليوم، إلا إلى أرشيف السلطات المغربية. ولينتم تكليف لجنة المتابعة من قبل هيئة الإنصاف والمصالحة بهذه الحالات الثمانية من ضمن حالات أخرى لم يتم توضيح ملبساتها، وقد تم تنصيب اللجنة المذكورة في مارس 2006 من قبل المجلس الاستشاري لحقوق

الإنسان في نهاية ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، وكلفت بإنهاء مسلسل جبر الضرر والتحقيق، عند الانتضاء، في حال ظهور عناصر جديدة.

وعلى غرار حالات أخرى لم يتم كشف الملبساتها، فإن الحالات الثمانية كانت موضوع مراسلات دائمة بين الحكومة المغربية ومجموعة العمل التابعة للأمم المتحدة حول الاختفاءات القسرية وغير الإزديية، وبين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، ثم المجلس الوطني لحقوق الإنسان واللجنة الدولية للصليب الأحمر، في إطار مجهوداتهما المشتركة للكشف عن الوقائع.

وفي هذا الإطار، قامت اللجنة الدولية للصليب الأحمر بشانتي زيارات للمغرب، تعود آخرها إلى شهر أبريل 2013، ويمكن هذا التعاون من الكشف بشكل نهائي على الملبسات العديد من الحالات، ومن المقرر أن تعقد جلسة العمل المقبلة في نوفمبر 2013.

وبعد التحقيقات التي قامت بها هيئة الإنصاف والمصالحة جميع أنواع الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان (اختفاء، قسري، اعتقال تعسفي، إعدامات جماعية، تعذيب، المس بالحق في الحياة بسبب الاستعمال المفرط للقوة، إبعاد قسري، الخ) وقد تم إنجاز هذه التحقيقات بناء على طلبات الضحايا السابقين أو ذوي حقوقهم، ولكن أيضا انطلاقا من جميع الوثائق المتوفرة للضحايا، التي أعدتها منظمات حقوق الإنسان غير

الحكومية، سواء الوطنية منها أو الدولية.

وقد قامت هيئة الإنصاف والمصالحة في العديد من الحالات، وضمنها حالات ذات صلة بالأقاليم الجنوبية، و بمبادرة ذاتية منها، بالتحقيق في حالات لم تطالب بها العائلات ولم تكن مدرجة في تلك الوثائق وإجمالا، فقد فاق عدد حالات الاختفاء القسري التي قامت هيئة الإنصاف والمصالحة بالتحقيق بشأنها، عدد الطلبات والأسماء الواردة في لوائح الجمعيات وخلال هذا العمل، مكنت أماكن الدفن التي تم تحميدها، من معاينة أن الضحايا قد تم دفنهم في قبور منفصلة.

وفي حالتين اثنتين، تم العثور على مقبرتين جماعيتين، الأولى في الدار البيضاء، خلال ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، والثانية في الناظور بعد نهاية ولاية الهيئة. وقد تم الإعلان عن هذه الوقائع، وتم دفن الجثامين في مقابر فردية وفق تعاليم الديانة الإسلامية.

ويحرص المجلس الوطني لحقوق الإنسان على التأكيد عن استعداده لتلقي أي عنصر من شأنه للمساعدة في التقدم في إقرار الحقيقة، كما سيتيسل بعائلات الأشخاص الثمانية المتحدث عنهم، من أجل الحصول على أية معلومة جديدة، علما بأنهم يمكن باستمرار اللجوء، إلى العدالة المغربية، طبقا للقانون المغربي والقانون الدولي.

## المغرب والمهاجرون.. والملك التقدمي

خير الله خير الله

لم يكن الحدث عادياً بأي مقياس من المقياس، خصوصاً بالمقاييس العربية والإفريقية، الدليل أن ذلك نظر الأمين العام للأمم المتحدة بان كي مون الذي لم يتردد في الإشادة بما يقوم به المغرب في مجال حقوق الإنسان، خصوصاً في مجال رعاية الأجنبي المقيمين على أرضه، فمن ذلك الذين يعيشون مهاجرين غير شرعيين.

فقد اختار المغرب المغاربة الشاملة، ذات الطابع الإنساني المستندة إلى القانون الدولي بمبادئه المعروفة، من أجل التعاطي مع الهجرة والمهاجرين وهو يعبر عن موقفه من منطلق أنه «كان دائماً أرضاً للهجرة استقبالاً وعبوراً»، كما يذكر الملك محمد السادس.

إنها مغاربة عصرية لموضوع بشكل العالم، تعكس هذه المغاربة وجود ملك تقدمي بكل معنى الكلمة في المغرب، ملك مهتم قبل كل شيء بالإنسان بشكل العام وبقراءة المواطن المغربي أولاً وكل مقيم في المملكة بشكل خاص.

لا يختلف اثنان على أهمية الموضوع المطروح الذي يعنى مئات آلاف البشر، بل الملايين منهم، كما يعنى المغرب لذلك، وضع المجلس الوطني لحقوق الإنسان، نظرياً طويلاً عن الأجنبي وحقوق الإنسان في المغرب من أجل سياسة جديدة في مجال اللجوء والهجرة، وما لبثت العامل المغربي أن أطلع على التقرير معنياً بإشارة الانطلاق لمباشرة اعتماد سياسة جديدة تلتق بالإنسان المغربي وتلتق أيضاً بالذين يأتون إلى المغرب كلاجئين معنويي الحال أحياناً أو كعمال مهرة أو كمتقاعين من هذا البلد الأوروبي أو ذلك.

ولو الملك محمد السادس الأظن العام الذي يفترض أن يحدده أي سياسة جديدة تخص الهجرة والمهاجرين مؤكداً اقتناعه الراسخ بأنه يجب التعاطي مع إشكالات المهاجرين والوافدين على المغرب، وهي إشكالية موضع اشتغال مشروع، كما هي أحياناً موضع نقاش وجدال واسعين، بطريقة إنسانية وشاملة مع الالتزام بمقتضيات القانون الدولي ووفق مقاربة متجددة متعددة الأطراف.

من يقرا بعضن التقرير الصادر عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان وما سطر عن الملك محمد السادس بعد اطلاعه عليه يفاجأ أول ما يفاجأ بأن الإصلاحات في المغرب لم تعد تقتصر على الداخل، ما يفاجئ في التقرير أن الإصلاحات، التي يباشر العامل المغربي في تطبيقها والتي

تؤتج دستور جديد وانتخابات عامة على أساس هذا الدستور ثم تشكيل حكومة برئاسة زعيم الحزب الذي لديه أكبر عدد من المقاعد في مجلس النواب الجديد، تستهدف أيضاً حماية كل مقيم على أرض المغرب... حتى من كان في وضع غير قانوني.

من هذا المنطلق، جاء في بيان صادر عن الديوان الملكي أن التقرير أبرز الصعيد العريق لبلادنا كأرض لاستقبال المهاجرين بفعل العلاقات التاريخية التي تجمع المغرب بالبلدان الإفريقية جنوب الصحراء، كما تناول الأظن القانوني والدولي الذي ينظم إقامة الأجنبي في المغرب، لا سيما منه دستور المملكة الذي يضمن مبدأ عدم التمييز وحق اللجوء والمساواة في الحقوق بين المواطنين المغاربة والأجانب، نعم، إن التقرير يتحدث عن «حق اللجوء» والمساواة في الحقوق بين المواطنين المغاربة والأجانب.

مثل هذا الكلام عن احترام حقوق المقيمين على الأرض المغربية ليس غريباً، خصوصاً إذا وضعناه في سياق الإصلاحات التي تشهدها المملكة، وهي إصلاحات تجعلها تعتمد الشفافية في كل المجالات، فالترقرير يقول صراحة للمغاربة ما هي المشاكل التي يعاني منها بلدهم في مجال الهجرة والمهاجرين، وعلى سبيل المثال وليس الحصر، جاء في التقرير: «لا يمكن للمغرب، كبلد يفتني إلى الفقرة الإفريقية التي تواجه تحديات التنمية وتعيش بانتظام على وقع أزمات سياسية وترزاعات مسلحة، أن يظل بعيداً عن عواقب هذا الوضع المضطرب والمرشح للاستمرار، إضافة إلى ذلك، ورد في التقرير أن المغرب يعاني، بما لا يدع مجالاً للشك من آثار السياسة الصارمة التي تعتمدها أوروبا لمرافقة حدودها الخارجية».

في النهاية، لا مجال للهرب من الواقع الجغرافي، إن المغرب جسر بين أوروبا وإفريقيا وهذا ما جعله «حالة الدول المعنية بعمولة التكتلات البشرية، فالمغرب أصبح ملتقى لديمقراطيات متنوعة للهجرة، ما يجعل المملكة تتحول بشكل تدريجي لا رجعة فيه إلى بلد متعدد الأجناس».

لم يجرع التقرير جانبا من الجوانب المتعلقة بالهجرة والمهاجرين إلا وعالج بقية جديدة متناسب والتطورات التي يمر فيها العالم غلب الجانب الإنساني على المعالجة، خصوصاً عندما يتعلق الأمر بحماية المهاجر غير الشرعي من العنف وضمان احترام مبدأ عدم الترحيل بصفة كونه حجر الزاوية في القانون المتعلق بالأجانبين كما تنص على ذلك المادة 33 من اتفاق جنيف للسنة 1951».



تعبى التقرير إلى أبعد من ذلك، تطرق إلى معالجة الاتجار بالأشخاص ودعا إلى فتح الأجناس المقيمين في المغرب إمكان المشاركة في الانتخابات المحلية إما بمقتضى القانون أو تطبيقاً لاتفاقيات دولية أو ممارسات المعاملة بالمثل، وفقاً لما ورد في الدستور المغربي، كذلك دعا إلى إعطاء العمال المهاجرين حقوقاً نقابية بما في ذلك «لوج المناصب الإدارية ومواقع التسيير في النقابات التي ينضون تحت لوائها».

لا شك أن تطبيق هذه التوصيات ليس ممكناً من دون حملة توعوية في الداخل المغربي، ولذلك، دعا ذلك المجلس الوطني لحقوق الإنسان وسائل الإعلام والمصاحبيين المغاربة إلى الانتماء عن ممارسات معينة من بينها «الانتماء عن نشر أي خطاب يحث على عدم التسامح والعنف والحقد وكراهية الأجنبي والتمييزية وعبادات السامية والتمييز إزاء الأجنبي».

ما يطرحه المجلس الوطني لحقوق الإنسان في المغرب يتلامح والأفارقة عموماً؟

مع ضوحات المملكة التي استطاعت بالفعل أن تكون استثناءً عربياً وإفريقياً وأن تعد نفسها لمواجهة تحديات القرن الواحد والعشرين من دون عذر، كل ما في الأمر أن هناك قرراً بالانتماء إلى العصر وليس العيش على هامشه، والواضح أن التقرير ذا المواضيع المتعددة الذي وضعه المجلس الوطني لحقوق الإنسان جزء لا يتجزأ من هذا القرار الجريء الذي لا يتخذ إلا أولئك الحكام الذين ينظرون إلى المستقبل البعيد ويرفضون البقاء في أسر الماضي.

إن السؤال المطروح في نهاية المطاف هل المغرب جزء من هذا العالم الذي يخل الثورة التكنولوجية أم أنه في موقع المتفرجين الذين يملسون في أماكنهم لا يدرون ماذا يفعلون، كما حال بعض العرب والأفارقة عموماً؟

## ناشطون مغاربة تظاهروا بالرباط احتجاجا على الممارسات العنصرية بحق المهاجرين الافارقة

محمود معروف

SEPTEMBER 15, 2013

الرباط . 'القدس العربي': خرج مئات من الناشطين المغاربة والمهاجرين الافارقة من دول جنوب الصحراء في الشارع الرئيسي بالعاصمة المغربية الرباط مساء اول امس للدعوة لوقف الممارسات العنصرية على المهاجرين في وقت تسعى الدولة المغربية لسن قوانين واتخاذ اجراءات تحترم حقوق وانسانية هؤلاء المهاجرين.

خاطب المشاركون في الوقفة الحكومة والمسؤولين والمواطنين المغاربة بالكف عن ممارسات عنصرية والعمل على إقرار مبدأ المساواة بينهم وبين المواطنين المغاربة، ومحاربة التمييز في حقهم، وتسوية أوضاع المقيمين منهم فيالمغرب بشكل غير قانوني.

ورددوا شعارات 'باركا (يكفي) من العنصرية..احترموا حقوق المهاجرين!' و'كفى كفى من العنصرية!'; 'نحن جميعا أفارقة، نحن جميعا بشر!'; لكي نعيش على الأرض لا بدّ من الحرية، ولا بدّ من ضمان حقّ العمل!..و'المهاجرين قهروهم ومن الحقوق سلبتوهم'.

وحسب موقع هسبرس فان الوقفة الاحتجاجية تأتي بعد تصاعد وتيرة الحديث عن تنامي العنصرية ضدّ المهاجرين من جنوب الصحراء المقيمين في المغرب، خصوصا بعد مقتل المهاجر السنغالي إسماعيل فاي قبل حوالي شهرين بمحطة الحافلات القامة بالرباط، على يد مواطن مغربي، بعد نزاع حول مقعد داخل الحافلة، إضافة إلى إجراء اعتقال عدد من المهاجرين من جنوب الصحراء غير الشرعيين من طرف السلطات المغربية، وترحيلهم نحو بلدانهم الأصلية، وهو ما تعتبره المنظمات الحقوقية خرقا لحقوق الإنسان التي تنصّ عليها المواثيق والاتفاقيات الدولية التي صادق عليها المغرب.

وقال احمد الهايج رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان احدى الهيئات المنظمة للوقفة إنّ الانتهاكات التي يتعرض لها المهاجرون القادمون من جنوب الصحراء، والمتمثلة في المطاردات، والاعتقالات الجماعية والترحيل الجماعي دون خضوع للاجراءات والقوانين المعمول بها في مجال الهجرة، يؤكّدها التقرير الصادر عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان، والذي يؤكّد وجود هذه الخروقات التي تعمد الدولة، عبر بيانات وزارة الداخلية إلى نفي حدوثها. وأضاف الهايج أن سعي الدولة إلى نفي وقوع أيّ انتهاكات في حق المهاجرين القادمين من جنوب الصحراء، في الوقت الذي تؤكّد الملزمات الحقوقية، وتقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان وجود هذه الانتهاكات 'موقف يتسم بعدم المصدقية وعدم المسؤولية، وهذا لا يمكن أن يشكل أي مدخل نحو التقدم الذي ننشده في مجال حقوق الإنسان'.

وعمّا إن كانت هذه الانتهاكات ترقى إلى العنصرية، قال الهايج إنّ ما يحرك الممارسات العنصرية التي بدأت تبرز ضد المهاجرين من جنوب الصحراء، ويشجع بروز مظاهر العنصرية في سلوك المواطنين ضدهم، هو الأسلوب الذي تتعامل به الدولة مع المهاجرين، 'والذين تعاملهم معاملة بشر من درجة دونية، علما أنّ المغرب هو بلد مصدر للهجرة، ولطالما طالب الدفاع عن المهاجرين المغاربة في بلاد المهجر، لذلك من المخجل أن نرى مثل هذه السلوكات التي ترعاها الدولة'.

ودعا الهايج الدولة المغربية إلى احترام حقوق المهاجرين من جنوب الصحراء 'المطلوب من الدولة أن تتقيد بالمعايير والمبادئ الدولية في مجال معاملة المهاجرين وطالبي اللجوء، وأن تحترم حقوقهم الإنسانية، وأن تعاملهم وفق ما تنصّ عليه القوانين التي يفترض في الدولة المغربية، حسب التزاماتها الدستورية أن تعمل على جعلها قوانين تتلاءم وتتسجم مع المعايير الدولية في مجال احترام حقوق المهاجرين'.

من جهة اخرى قالت جمعية الريف لحقوق الإنسان، إن الخلاصات والتوصيات الصادرة ضمن التقرير الموضوعاتي حول الهجرة واللجوء، الذي أنجزه المجلس الوطني لحقوق الإنسان، 'رغم أهميتها إلا أن بعضها قد بدا متناقضا مع المرجعية الدولية التي اعتمدت في التأسيس لهذه المقاربة'.

واعتربت الجمعية أنّ 'دعوة المجلس عن الامتناع عن تشغيل الأشخاص الموجودين في وضعية غير قانونية، والعمل على تسوية وضع المستخدمين الموجودين في نفس الوضعية، يعني الدعوة إلى تشجيع المقاولات وأرباب العمل في المغرب على استدامة حرمان فئة من المهاجرين من موارد أرزاق بإمكانها إعانتهم على توفير حاجياتهم الأساسية والضرورية، والتمتع بحقوقهم الأساسية دون أي تمييز من أي نوع'.

واضافت أنّ 'هذه الدعوة فيها ما يخالف المقاربة الحقوقية التي تفرض إعمال الحقوق المتعلقة بالمهاجرين بغض النظر عن وضعهم الإداري، ومن ضمنها الحق في شروط عادلة و موالية للعمل، وفقا لما تنص عليه الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم، من خلال المادة 25

المثيرة للحقوق المتصلة بظروف العمل و شروطه، وأيضا المادة 26 المتكلمة عن الحق في الانضمام و الاشتراك في النقابات، وأيضا المادة الموالية وما تفره من حق في الضمان الاجتماعي، إلى جانب مبدأ المساواة وعدم التمييز بموجب معاهدات الأمم المتحدة الأساسية لحقوق الإنسان.

ووفقا لجمعية الريف لحقوق الإنسان فإنّ المهاجرين غير النظاميين المقيمين بالمغرب اهم جزء لا يتجزأ من المجتمع المحلي، ويعانون كثيرا جراء وضعهم كقفة هشة، خاصة النساء و الأطفال، وتدعو الـARDH إلى العمل من أجل حماية حقوقهم و كرامتهم الإنسانية، بعيدا عن المقاربات الأمنية والاستعمالات السياسية، خاصة تجاه القادمين من بلدان تعاني نزاعات مسلحة أو أمراضا خطيرة، رافضة الاستعمال هؤلاء ضمن خطابات إعلامية وسياسية تحويرية أو الترويح بكون تدفقهم قد يدفع سوق الشغل للاختيار.

وقالت 'ان هناك أفكارا خاطئة يتم ترويحها عن المهاجرين غير النظاميين القادمين من جنوب الصحراء الكبرى صوب المغرب ما يساهم في تعزيز الصورة النمطية لدى العموم حول الهجرة، خاصة وان المغاربة المقيمين بالخارج كانوا وما زالوا يعانون في دول المهجر من ذات المعاملات، ولو بمستويات حدّة أقل'.

واضافت الجمعية أنّ 'جميع المتدخلين مستعدون للعمل من أجل صياغة وتنزيل سياسة وطنية للهجرة، تنبني على أسس حقوق الإنسان كما تم التعارف عليها دوليا، بعيدا عن المقاربات الأمنية، مع الأخذ بعين الاعتبار كافة حقوق المهاجرين بما فيهم من هم في وضعية غير نظامية'.

## ال CNDH يوضح بخصوص "مقبرة" أمغالة

سبريس - محمد الراجحي

الاثنين 16 شتنبر 2013 - 20:09

ثلاثة أيام بعد الندوة الصحافية التي كشف فيها نشطاء صحراويين عن اكتشاف "مقبرة جماعية"، بأمغالة خلال شهر يونيو الماضي، موجهين انتقادات إلى تقارير هيئة الإنصاف والمصالحة، التي وصفوها بـ"تسويق الوهم بدل الحقيقة"، أصدر المجلس الوطني لحقوق الإنسان بلاغا، أكد فيه أنّ هيئة الإنصاف والمصالحة، قامت بأبحاث حول الضحايا الثمانية المتحدث عنهم، وذلك عقب طلب تقدمت به أسرهم أو أقرباؤهم أو أطراف أخرى بالنسبة لخمسة منهم، أو بمبادرة ذاتية من الهيئة بالنسبة لثلاث حالات، كما عقدت عدة جلسات استماع وجمعت مجموعة من الوثائق ما تزال مدرجة ضمن أرشيفها.

البيان أنّ هيئة الإنصاف والمصالحة لم تتمكن من استيضاح الحالات الثماني التي تحدّث عنها النشطاء الصحراويون، خلال ولايتها، نظرا لكون سنة 1976، وهي السنة التي يعود إليها زفات الحالات، تميّزت بمواجهات مسلّحة بين الجيش المغربي والجيش الجزائري، وعناصر من البوليزاريو، كما أنّ هيئة الإنصاف والمصالحة لم تتمكن من الولوج، إلى غاية اليوم، إلا إلى أرشيف السلطات المغربية.

الحالات الثماني، يوضح البيان، كانت موضوع مراسلات دائمة بين الحكومة المغربية ومجموعة العمل التابعة للأمم المتحدة حول الاختفاءات القسرية وغير الإرادية، وبين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، ثم المجلس الوطني لحقوق الإنسان واللجنة الدولية للصليب الأحمر، في إطار مجهوداتهما المشتركة للكشف عن الوقائع.

كما قامت اللجنة الدولية للصليب الأحمر، حسب البيان ذاته، بثماني زيارات للمغرب، يعود آخرها إلى شهر أبريل 2013، ويمكن هذا التعاون من الكشف بشكل نهائي على ملابسات العديد من الحالات، التي تم إنجاز تحقيقات بشأنها، بناء على طلبات الضحايا السابقين أو ذوي حقوقهم، وانطلاقا من جميع اللوائح المتوفرة للضحايا، التي أعدتها منظمات حقوق الإنسان غير الحكومية، سواء الوطنية منها أو الدولية، ومن المقرر أن تعقد جلسة العمل المقبلة في نوفمبر 2013. حسب ما ورد في البيان.

المجلس الوطني لحقوق الإنسان عبّر من خلال بيانه عن استعداده "لتلقي أي عنصر من شأنه المساهمة في التقدم في إقرار الحقيقة"، مردفا أنه سيتصل بعائلات الأشخاص الثمانية المتحدث عنهم، "من أجل الحصول على أية معلومة جديدة، علما بأنه يمكن باستمرار اللجوء إلى العدالة المغربية، طبقا للقانون المغربي والقانون الدولي"، يقول بيان ال CNDH.

## توضيحات اليزمي عن 'المقبرة الجماعية' بـ 'أمكالة' تتناقض مع ما وصل إليه تقرير 'هيئة الإنصاف والمصالحة'

الإثنين, 16 أيلول/سبتمبر 2013 19:30 عبيد أعبيد

رفات ستة من الضحايا الذين قال التقرير الإسباني بأنهم توفوا رميا بالرصاص وعثر عليهم في مقبرة جماعية عبيد أعبيد - قدم "المجلس الوطني لحقوق الإنسان" (رسمي)، بالمغرب توضيحات بخصوص "المقبرة الجماعية" التي تتهم جبهة "البوليساريو" الجيش المغربي بـ"التورط فيها"، وهي المقبرة التي تحوي ثمانية جثامين، تم العثور عليها من قبل فريق طبي إسباني من إقليم "الباسك"، وسبق لـ"لكم.كوم" أن نشر خبر الحادث.

وجاء في خضم التوضيحات المقدمة من قبل "المجلس الوطني لحقوق الإنسان" الذي يرأسه إدريس اليزمي، بأن "هيئة الإنصاف والمصالحة"، خلال ولايتها 2004-2005، قامت بـ"أبحاث حول الضحايا الثمانية المتحدث عنهم، وذلك عقب طلب تقدمت به أسرهم أو أطراف أخرى بالنسبة لخمسة منهم، أو بمبادرة ذاتية من الهيئة بالنسبة لثلاث حالات"، موضحة بأن "هيئة الإنصاف والمصالحة" سبق لها أن أجرت آنذاك عدة جلسات استماع، و تسلمت مجموعة من الوثائق حول هذه الحالات، التي ما تزال مدرجة ضمن أرشيفها، حسب نص التوضيحات.

وأشار المجلس الوطني لحقوق الإنسان، بأن الحالات الثمانية كانت موضوع "مراسلات دائمة بين الحكومة المغربية ومجموعة العمل التابعة للأمم المتحدة حول الاختفاءات القسرية وغير الإرادية، وكذا بين "المجلس الوطني لحقوق الإنسان" و"اللجنة الدولية للصليب الأحمر"، في إطار مجهوداتهما المشتركة للكشف عن الوقائع، حسب التوضيحات الرسمية للمجلس.

وأكد المجلس الوطني، اتصالاته مع منظمات دولية وأمية بخصوص ملفات "الاختفاء القسري" و"الاعتقالات التعسفية"، و"الإعدامات الجماعية"، كان آخرها الزيارات الثمانية التي قامت "اللجنة الدولية للصليب الأحمر"، تعود آخرها إلى شهر أبريل 2013. ويمكن هذا التعاون -حسب المجلس- من الكشف بشكل نهائي على ملابسات العديد من الحالات.

وحسب التوضيحات ذاتها، فقد قامت "هيئة الإنصاف والمصالحة" في العديد من الحالات، وضمنها حالات ذات صلة بالصحراء، و بمبادرة ذاتية منها، بالتحقيق في حالات لم تطالب بها العائلات ولم تكن مدرجة في تلك اللوائح.

أربع من الضحايا الذين قال التقرير الإسباني بأنه عثر على رفاتهم في مقابر جماعية، يقر تقرير هيئة الإنصاف والمصالحة بأنهم توفوا في ثكنة عسكرية بينما يقول توضيح الأزمي بأن مصيرهم مجهول (صورة مركبة مأخوذة من تقرير هيئة الإنصاف والمصالحة) تناقضات البيان مع تقرير "هيئة الإنصاف والمصالحة"

أسماء الضحايا الذين قال تقرير الإسبان بأنه عثر على رفاتهم بمقابر جماعية

لكن من خلال الرجوع إلى تقرير "هيئة الإنصاف والمصالحة"، الذي أجر ما بين عامي 2004 و 2005، يتضح تناقض توضيحات بيان المجلس مع ما جاء في هذا التقرير، الذي يؤكد بأن أربعة من المفقودين، توفوا أثناء اعتقالهم في ثكنة للجيش المغربي بمدينة السمارة دون أن يوضح أسباب وفاتهم. ففي التقرير النهائي الخاص بـ "متابعة تطبيق توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة" (ص 45) وفي الملحق الأول حول حالات الاختفاء القسري، نجد أسماء أربعة من الضحايا الذين كشف التقرير الإسباني هويتهم ضمن لائحة الأشخاص الذين كشف تقرير "هيئة الإنصاف والمصالحة" عن مصيرهم، حيث يؤكد أنهم توفوا أثناء اعتقالهم في ثكنة عسكرية بالسمارة في تواريخ متفرقة، في حين أن التقرير الإسباني كشف عن وفاتهم رميا بالرصاص حيث دفنوا بمقابر جماعية.

## خبير: الاستراتيجية التي يعتمزم المغرب اعتمادها لتدبير ملف الهجرة "شاملة"

و م ع

الجمعة 13 سبتمبر 2013 - 09:28

الرباط - قال مدير مركز الدراسات الإفريقية بالرباط يحيى أبو الفراح إن الاستراتيجية التي يتوخاها المغرب لتدبير ملف الهجرة شاملة ومتكاملة وذات أبعاد حقوقية وإنسانية وتنموية.

أوضح أبو الفراح ، في تصريح لوكالة المغرب العربي للأنباء معلقا على التقرير الموضوعاتي حول وضعية المهاجرين واللاجئين بالمغرب الذي أعده المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن هذه الاستراتيجية تتضمن مقارنة حقوقية وقانونية وإنسانية بالنظر إلى التزامات المغرب الدولية، وذلك بفضل التراكم الذي سجلته المملكة في مجال تعزيز منظومة حقوق الانسان وإقرار مبدأ المساواة.

وأشار مدير مركز الدراسات الإفريقية بالرباط في هذا السياق إلى أن البعد التنموي لهذه الاستراتيجية يتمثل في استثمار الجهود الذي بذله المغرب لتعزيز الشراكة والتعاون مع البلدان الافريقية.

وأضاف أن الاشكالات التي يطرحها ملف الهجرة جعلت الحكومة المغربية تشرع ، بتوجيهات ملكية سامية، وتنسيق مع المجلس الوطني لحقوق الانسان بوضع سياسة شاملة ومتكاملة تعطي للمغرب بعدا جديدا في محيطه الاقليمي والدولي.

ووصف أبو الفراح التقرير الذي رفعه المجلس الوطني لحقوق الانسان إلى صاحب الجلالة الملك محمد السادس بشأن الهجرة بكونه يعد ثمرة دراسات ميدانية وتحليل عميقة للمجلس في دراسة وضعية الجاليات الأجنبية بالمغرب بصفة عامة، والتواجد الإفريقي على وجه التحديد.

وأبرز في السياق ذاته أهمية التوصيات التي تضمنها التقرير، والتي ستمكن مختلف الفاعلين في مجال الهجرة على تحسين وضعية واستقرار المهاجرين والجاليات الأجنبية بالمملكة.

وكان صاحب الجلالة الملك محمد السادس قد ترأس، يوم الثلاثاء الماضي بالقصر الملكي بالدار البيضاء، جلسة عمل مخصصة لدراسة مختلف الجوانب المتعلقة بإشكالية الهجرة، وذلك في أفق إرساء سياسة جديدة شاملة للهجرة في المملكة، بتنسيق مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومختلف الفاعلين المعنيين.

ويأتي هذا الاجتماع غداة تقديم التقرير الموضوعاتي للمجلس حول وضعية المهاجرين واللاجئين في المغرب أمام جلالة الملك، وهي مبادرة حظيت باحتفاء كبير على الصعيدين الوطني والدولي.

## المغرب ومسألة الهجرة واللجوء: اهتمام وقرارات

حسن السوسي

جاء في قصاصة لوكالة رويترز للأنباء ما يلي: "مشكلة المهاجرين الأفارقة تترك المسؤولين في المغرب". فإذا كان هذا القول يعني أن المسؤولين المغربية وفي مقدمتهم الملك محمد السادس يولون الأهمية القصوى لهذا الملف ذي الأبعاد الإقليمية والدولية الكثيرة، وهو أمر ليس وليد الساعة، فهذا صحيح إلى حد كبير. وإذا كانت الغاية منه دعم بعض الدعاوى والإشاعات حول موقف المغرب السليبي المزعوم من المهاجرين في مطلق الأحوال، فهذا لا يمت إلى الحقيقة بأي صلة. علاوة على أن إطلاق العنان لمسلسل الأكاذيب لتشويه سمعة المغرب لخدمة أغراض من لهم مصلحة سياسية أو استراتيجية في ذلك، تكذيبها الوقائع الصلبة.

وبالفعل، فإن مسألة الهجرة وتنظيم إقامة المهاجرين في المغرب تعتبر من المسائل ذات الأهمية والحساسية الخاصة في هذا البلد الذي أصبح منذ عدة سنوات قبلة أساسية بالنسبة لموجات من المهاجرين وخاصة من بلدان جنوب الصحراء الأفريقية، ولعدد من الأوروبيين تحت ضغط الأزمة الاقتصادية العالمية التي ضربت بقوة بعض اقتصاديات دول الجوار الأوروبية. يتساوى في ذلك من حاولوا الاستقرار بمختلف الطرق الشرعية وغير الشرعية في البلاد أو من حاولوا اعتبارها نقطة وسطى وممرًا إجباريًا في رحلتهم إلى غيرها من بلدان الشمال.

وبطبيعة الحال، فإن هذه الظاهرة قد استفحلت واتخذت أبعادا خطيرة خلال السنوات الأخيرة ونجمت عنها مشكلات اجتماعية واقتصادية وسياسية إلى حد ما استوجبت الانكباب عليها من قبل مختلف المنظمات الحقوقية والإنسانية علاوة على مؤسسات الدولة المختصة بحثا عن الحلول الكفيلة بمعالجتها في ظل احترام القانون الجاري به العمل والأعراف والقوانين والمواثيق الدولية ذات الصلة بمسألة الهجرة وإقامة المهاجرين وحقوق الإنسان الأساسية في مختلف أنحاء العالم. وفي سياق هذا الاهتمام والتعاطي الجدي مع هذه الظاهرة التي تقض مضاجع مختلف دول العالم والمنظمات الإقليمية والدولية انكب المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالمغرب على دراسة الموضوع وصادر تقريرا شاملا تحت عنوان: "الأجانب وحقوق الإنسان بالمغرب: من أجل سياسة جديدة في مجال اللجوء والهجرة" يتضمن توصيفا لظاهرة الهجرة وموجاتها المتلاحقة، إلى جانب توصيات برسم مختلف مؤسسات الدولة وال نقابات والمجتمع المدني يرى المجلس أنها كفيلة بوضع الجهود المبذولة من قبل الدولة المغربية على سكتها الصحيحة على مختلف المستويات الدستورية والتشريعية والاجتماعية والإنسانية وذلك تحت ذلك العنوان الشامل الذي يحمل في حد ذاته دلالات معبرة عن الاهتمام الذي يوليئه المجلس الوطني لحقوق الإنسان لهذه الظاهرة والجهود الذي قامت بها السلطات العمومية في البحث عن الحلول الناجعة لها في ظل المسعى المغربي العام إلى تكريس بناء الدولة الديمقراطية الحديثة.

وقد جاء تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول الهجرة وقوانين الإقامة في المغرب ليفند عددا من الدعاوى حول أوضاع حقوق الإنسان في المغرب وليؤكد في المقابل على عدد من الإنجازات التي أصبحت مكتسبات الدولة الحديثة يمكن البناء عليها لتشييد صرح المغرب الجديد، وبذلك يكرس منهجية أصبحت السمة الرئيسية في مقارنة مختلف المؤسسات الوطنية ذات الطابع الحقوقي والمدني التي تقوم على دعائم أساسية أهمها: أولا، وصف الحالة السائدة في المجال المعروض على أنظار المؤسسة المعنية وإبراز مختلف جوانبها بغض النظر عن الموقف الإيجابي أو السليبي منها ثانيا، محاولة الفرز بين تلك الجوانب في ضوء السياق الموضوعي والذاتي للظاهرة التي تتم معالجتها وذلك وفق عدد من المقاييس الموضوعية بدءا من القوانين الجاري بها العمل في البلاد والتي يؤطرها الدستور الوطني مرورًا بالاتفاقات والعهود الدولية ذات الصلة وصولًا إلى أهداف وغايات يؤطرها الطموح الوطني المتجدد في بناء مجتمع حديثي ديمقراطي يوفر لأبنائه الحياة الكريمة والعدالة والإنصاف في مختلف المجالات.

ثالثا، النظر في مختلف القضايا على المدى المتوسط والبعيد حرصا على ان تكون الحالة السائدة منطلقا للمستقبل حتى لا يتحول الحاضر إلى سجن يمنع صانع القرار السياسي من رؤية الأفق الواسع الذي ينبغي ان يتحكم في مختلف المعالجات.

يذكر تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان قبل بلورة خلاصاته وتوصياته بالوثيقة المشتركة التي تم نشرها في يوليو/ تموز 2013، حيث "رسم المجلس الوطني لحقوق الإنسان والندوبية الوزارية المكلفة بحقوق الإنسان ومكتب المنظمة الدولية للهجرات بالمغرب صورة، لم تفقد بعد راهنتها، حول واقع الهجرة، التي أضحت تشكل، في جميع دول العالم تقريبا، موضوع انشغال ونقاش مستمرين، بل ومصدرا لكثير من الجدل، يسائل السلطات العمومية والمجتمع المدني والباحثين والآليات الدولية لحقوق الإنسان، خاصة أن عدد المهاجرين عبر العالم وصل، إلى حدود 2012، إلى 240 مليون مهاجر ومهاجرة (بالإضافة إلى 740 مليون مهاجر ومهاجرة داخليا)، ورغم أن تقريرا لبرنامج الأمم المتحدة للتنمية ( PNUD صدر سنة 2009 قد سلط الضوء على الدور المحوري الذي يلعبه التنقل البشري في التنمية البشرية، فإن المقاربات السجالية لا زالت قائمة"

وقد أصبح المغرب بدوره "أرضا للجوء والاستقرار الدائم للمهاجرين، وبات يستضيف عددا من المهاجرين النظاميين الذي يقصدون المغرب للعمل وعددا كبيرا نسبيا من الطلبة الأجانب ومهاجرين في وضعية غير نظامية، بالإضافة إلى طالبي اللجوء واللاجئين."

وفي مواجهة هذه الوضعية غير المسبوقة، صدر سنة 2003 قانون بشأن "دخول وإقامة الأجانب والمهجرة غير المشروعة"، كما تم في سنة 2007 توقيع اتفاق لاحتضان مقر المفوضية السامية للأمم المتحدة لشؤون اللاجئين بالمغرب يمنح المفوضية تفويض البت في طلبات اللجوء.

بموازاة مع ذلك، وبدعم من الاتحاد الأوروبي، تم وضع سياسة لمراقبة محاولات العبور بشكل غير قانوني للحدود، مكنت من تحقيق نتائج مهمة كما تبين ذلك الأرقام المرتبطة بإجهاض مثل هذه العمليات والتصريحات التي تعبر عن ارتياح دول أوروبية مختلفة.

وعلى هذا الأساس "يدعو المجلس الوطني لحقوق الإنسان السلطات العمومية ومجموع الفاعلين الاجتماعيين والبلدان الشريكة للمغرب إلى أخذ الواقع والمستجدات التي يشهدها العالم بعين الاعتبار والعمل بشكل مشترك من أجل بلورة وتنفيذ سياسة عمومية فعلية في مجال الهجرة، ضامنة لحماية الحقوق ومرتكزة على التعاون الدولي وقائمة على إدماج المجتمع المدني. فمن خلال رفع هذا التحدي، يمكن للمغرب أن يشكل نموذجا يحتذى به من لدن العديد من بلدان الجنوب التي تواجه إشكاليات مماثلة.

:

وكانت قصاصة لوكالة انباء المغرب العربي للأبناء قد اشارت الى صدور بلاغ من الديوان الملكي بشأن جلسة عمل برئاسة الملك محمد السادس في العاشر من الشهر الجاري بالقصر الملكي بالدار البيضاء، حضرها رئيس الحكومة وعدد من الوزراء وكبار المسؤولين، خصصت لتدارس مختلف الجوانب المرتبطة بإشكالية الهجرة، في أفق بلورة سياسة شاملة جديدة لقضايا الهجرة في البلاد، مؤكدا على أن المغرب أصبح أرضا لاستقبال المهاجرين، حيث تضاعف عدد المهاجرين من دول جنوب الصحراء أربع مرات.

كما أن المغرب بدأ يعرف مؤخرا نوعا جديدا من المهاجرين، بسبب تداعيات الأزمة الاقتصادية العالمية، معظمهم من إسبانيا، ثم من فرنسا وبلدان أوروبية أخرى. وفي هذا الصدد، ذكر جلالة الملك، يقول البلاغ، بضرورة تسوية وضعيتهم، من خلال القيام لدى السلطات المعنية، بالإجراءات المتعلقة بإقامتهم والمهن التي يزاولونها، شأنهم في ذلك شأن المهاجرين الشرعيين من جنسيات أخرى بمن فيهم مهاجري جنوب الصحراء.

غير أن عدد المهاجرين غير الشرعيين، يضيف البلاغ، "يعرف تزايدا ملحوظا، أغلبهم يدخلون المغرب من شرق وجنوب البلاد. كما أن بعض المجموعات منهم تقوم بمحاولات اقتحام عنيفة، مما يتسبب في العديد من الإصابات بين عناصر القوات العمومية والمهاجرين."



وأشار البلاغ " إلى أنه إذا كان تدبير قضايا المهاجرين غير الشرعيين، يعرف أحيانا بعض التجاوزات التي تبقى معزولة، فإنه ليس هناك أي استعمال ممنهج للعنف من قبل القوات العمومية. لذا، فإن المغرب يرفض رفضا قاطعا الادعاءات التي تحاول ربط تدبير مشاكل المهاجرين غير الشرعيين بالعنف وخرق حقوق الإنسان المهاجر، في محاولة يائسة للمس بسمعة المغرب".

كما أشار البلاغ إلى أن الملك اصدر "توجيهاته للحكومة للإسراع بوضع وتفعيل استراتيجية ومخطط عمل ملائمين، والتنسيق في هذا الشأن مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومختلف الفاعلين المعنيين، بهدف بلورة سياسة شاملة ومتعددة الأبعاد لقضايا الهجرة، بما من شأنه أن يوفر للمغرب قوة اقتراحية حقيقية في هذا المجال ويمكنه من القيام بدور ريادي وفعال على الصعيدين الجهوي والدولي". وقد جاء هذا الاجتماع في الوقت الذي تسلم فيه عاهل البلاد تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول موضوع الهجرة ومسألة اللاجئين المشار إلى فقرات منه ضمن هذه المعالجة

## جمعية الريف لحقوق الإنسان تُحذّر من المقاربة الأمنية ضد المهاجرين الأفارقة

الجزيرة ريف : متابعة حذرت جمعية الريف لحقوق الإنسان من المقاربة الأمنية والإعلامية التي تطال المهاجرين غير النظاميين وكذلك طالبي اللجوء، بالمغرب، مُطالبة بمقاربة إنسانية بعيدا عن التوظيف السياسي وتوافق القوانين والتشريعات الدولية، وذلك في بيان أصدرت بُعيد التقرير الموضوعاتي حول الهجرة و اللجوء الذي أنجزه المجلس الوطني لحقوق الإنسان.

وقالت الجمعية في بيانها أنها إطلعت على الخلاصات و التوصيات الصادرة في التقرير الموضوعاتي حول الهجرة و اللجوء الذي أنجزه المجلس الوطني لحقوق الإنسان تحت عنوان "الأجانب وحقوق الإنسان بالمغرب: من أجل سياسة جديدة في مجال اللجوء والهجرة"، و الذي جاء في مرحلة قالت عنها الجمعية انها مُتسمة بـ "إرتفاع وتيرة الحملات التمشيطية لإيقاف المهاجرين غير النظاميين المتحدرين من بلدان جنوب الصحراء، و التي تشهدها العديد من المدن و الغابات المحيطة بكل من سبتة و مليلية و وجدة، بما يرافق ذلك من خروقات سبق للجمعيات الحقوقية على المستوى الوطني و الدولي أن رصدتها عبر بلاغاتها و تقاريرها".

وسجّلت جمعية الخياري في البيان نفسه "إستمرار حالات الوفيات في صفوف هذه الفئة من المهاجرين، سواء غرقا في البحر إثر محاولات المرور إلى الضفة الجنوبية لأوروبا أو أثناء محاولات اجتياز السياج السلكي المحيط بكل من مدينتي سبتة و مليلية المختلتان، إلى جانب وضعيتهم المعيشية التي تنعدم فيها الشروط الدنيا، في ظل مقاربة محض أمنية لا تراعي حقوق المهاجرين بغض النظر عن وضعهم و التي تكفلها الشرعة الدولية لحقوق الإنسان". وبالرغم من الأهمية البالغة للتوصيات الواردة بالتقرير، تقول الجمعية إلا أن بعضها قد بدا متناقضا مع المرجعية الدولية التي اعتمدها التقرير في التأسيس لمقارنته، و كنموذج على ذلك ما يتعلق بالفئة الأكثر هشاشة و هم المهاجرون غير النظاميون، حيث دعا المجلس المقاولات إلى: "الامتناع عن تشغيل الأشخاص الموجودين في وضعية غير قانونية والعمل على تسوية وضع المستخدمين الموجودين في نفس الوضعية" وهذا ما إعتبرته جمعية الريف "دعوة إلى تشجيع المقاولات وأرباب العمل في المغرب على استدامة حرمان فئة من المهاجرين من مورد رزق يمكنها ويعينها على توفير حاجياتها الأساسية و الضرورية، والتمتع بحقوقها الأساسية دون تمييز من أي نوع، مثل التمييز بسبب الجنس، أو العنصر، أو اللون، أو اللغة، أو الدين أو المعتقد، أو الرأي السياسي أو غيره، أو الأصل القومي، أو العرقي، أو الاجتماعي، أو الجنسية، أو العمر، أو الوضع الاقتصادي، أو الملكية، أو الحالة الزوجية، أو المولد، أو أي حالة أخرى" يقول البيان.

وأكدت الجمعية على ان "في هذه الدعوة ما يخالف المقاربة الحقوقية التي تفرض إعمال الحقوق المتعلقة بالمهاجرين بغض النظر عن وضعهم الإداري و من ضمنها، الحق في شروط عادلة و موثية للعمل، و التي تنص عليها الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم، من خلال الحقوق المتصلة بظروف العمل و شروطه ( المادة 25) و الحق في الانضمام و الاشتراك في النقابات ( المادة 26) و الحق في الضمان الاجتماعي ( المادة 27)، إلى جانب مبدأ المساواة و عدم التمييز بموجب معاهدات الأمم المتحدة الأساسية لحقوق الإنسان".

وختمت جمعية الريف لحقوق الإنسان بينها بالتأكيد على أن "المهاجرين غير النظاميين المقيمين بالمغرب هم جزء لا يتجزأ من المجتمع المحلي، و يعانون كثيرا من جراء وضعهم كفئة هشّة، خاصة النساء و الأطفال، ما يستدعي العمل من أجل حماية حقوقهم و كرامتهم الإنسانية، بعيدا عن المقاربات الأمنية و الاستعمالات السياسية، خاصة تجاه القادمين من بلدان تعاني من النزاعات المسلحة أو من الأمراض الخطيرة، و التي يمكن أن تستخدم في الخطابات السياسية و الإعلامية للتخويف منهم، و كذا عبر الترويج بأن تدفقاتهم ستدفع سوق الشغل الوطني المحدود إلى الانهيار" و هي الأفكار الخاطئة يُصنّف بيان الجمعية "التي تساهم في تعزيز الصورة النمطية لدى العموم حول الهجرة، خاصة و أن المغاربة المقيمين بالخارج كانوا و مازالو يعانون في دول المهجر من ذات المعاملات و لو بدرجة أقل، و هذا ما يستدعي من جميع المتدخلين العمل من أجل صياغة و تنزيل سياسة وطنية للهجرة تنبني على أساس حقوق الإنسان كما هو متعارف عليها دوليا، بعيدا عن المقاربات الأمنية، و تأخذ بعين الاعتبار كافة حقوق المهاجرين بما فيهم من هم في وضعية غير نظامية".

الجزيرة ريف

## المغرب يقدم روايته للمقبرة الجماعية لصحراويين مفقودين ومنظمة العفو تطالب بتحقيق مستقل الفريق الطبي خلال التنقيب عن الجثث

ألف بوست - 16 سبتمبر، 2013

بدأ ملف المقبرة الجماعية التي جرى العثور عليها في الصحراء يسجل تطورات أبرزها توضيحات تقدم بها المجلس الوطني لحقوق الإنسان بيدي استعدادة لدراسة الملف، بينما تطالب منظمة العفو الدولية بتحقيق في حالات اختفاء الصحراويين إبان النزاع.

وكان فريق طبي إسباني قد كشف في يونيو الماضي مقبرة جماعية بها ثمانية جثث لصحراويين ومنهم قاصرين، وقدم النتائج الأسبوع الماضي ميرزا أن عملية القتل تعود الى سنة 1976 في منطقة امغالا بالقرب من اسمارة وراء الجدار الأمني.

وأقدم البوليساريو مباشرة على تدويل القضية متهما المغرب بإخفاء حقائق المفقودين بحكم أن بعض الذين جرى العثور عليهم سبق وأن أكد المغرب أنهم توفوا في ثكنة عسكرية في اسمارة.

وقدم المغرب روايته الرسمية اليوم الاثنين عبر المجلس الوطني لحقوق الإنسان، حيث أكد أنه قام بتحريرات حول الصحراويين الثمانية بطلب من أفراد عائلاتهم ومن جهات أخرى وكذلك بمبادرة ثائية من هيئة الإنصاف والمصالحة.

واعترف أنه لم يتمكن من تقديم توضيحات حول اختفاء الصحراويين الثمانية، وتبادل رسائل حولهم مع قسم الأمم المتحدة المكلف بالمفقودين ومع الصليب الأحمر. وأعرب عن استعداده للبحث في هذا الملف مع الشركاء الحقوقيين.

وتبقى المفارقة أن هيئة الإنصاف والمصالحة سبق وأن حسمت في أربع حالات ذكرت أن أصحابها توفوا في ثكنة عسكرية في اسمارة. ولم يقدم المجلس تفسيراً لهذا التناقض.

ويبدو أن هيئة الإنصاف والمصالحة انطلقت من فكرة أن جميع المفقودين الصحراويين تتحمل الدولة المغربية مسؤوليتهم، وقدموا توضيحات دون التأكيد منها كما هو الشأن حالياً.

وفي تطور لهذا الملف، طالبت منظمة العفو الدولية على ضوء العثور على مقبرة جماعية في بيان لها بضرورة فتح تحقيق مستقل في حالات الاختفاء التي شهدتها نزاع الصحراء.

ومن شأن العثور على هذه المقبرة وتناقض الرواية الرسمية المغربية أن يزيد من تدويل ملف الاختفاء القسري في نزاع الصحراء، لاسيما وأن البوليساريو مصمم على توظيفه سياسياً وحقوقياً.



اليزمي: تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول الهجرة يعكس "وعيا" بالتحويلات الجارية في العالم

شعب بريس: ومع

قال رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان، ادريس اليزمي، إن تقرير المجلس حول الهجرة يعكس "وعيا" بالتحويلات الجارية على الصعيد العالمي. وأوضح اليزمي في حديث نشرته أسبوعية "ماروك إبدو" اليوم الجمعة، أن "هذا التقرير يعكس، في نظري، وعيا بالتحويلات الجارية على الصعيد العالمي والتي تمس المغرب بشكل مباشر".

وتهم هذه التحويلات، حسب السيد اليزمي، "عمولة تدفقات الهجرة وارتفاع وتيرة الهجرة جنوب - جنوب (74 مليون)، لتحتل مرتبة وراء الهجرة جنوب-شمال (97 مليون)".

وتتضاف إلى ذلك، يقول السيد اليزمي، "الانعكاسات المترتبة عن السياسة المتشددة لمراقبة الحدود الخارجية لأوروبا"، وهذه "الأسباب جميعها جعلت من المغرب، خلال قرابة عقد من الزمن، أرضا للهجرة"، مشيدا ب"الالتزام الواضح" لصاحب الجلالة الملك محمد السادس من أجل توفير المغرب على "سياسة جديدة للهجرة إنسانية وشاملة".

وسلط رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان الضوء على الخطوط العريضة لرؤية جلالته الملك من أجل "معالجة إنسانية لمشاكل الهجرة" والمتمثلة في وضع وتنفيذ "سياسة عمومية لحماية الحقوق قائمة على أساس التعاون الدولي وإشراك المجتمع المدني"

وحسب اليزمي، فإن تنفيذ هذه السياسة "الملحة والتي تقطع مع الممارسات الحالية" يتطلب إشراك مجموع الفاعلين الوطنيين والشركاء الدوليين. وأكد أن "شركاء المغرب الدوليين، وخاصة الاتحاد الأوروبي، ينبغي، من وجهة نظرنا، أن يواكبوا الفاعلين الوطنيين المعنيين بوضع وتنفيذ السياسة الشاملة للهجرة".

كما ينبغي، يضيف اليزمي، أن تشمل هذه السياسة أربع مكونات كبرى تتمثل في "وضعية اللاجئين وطالبي اللجوء" و"الأجانب في وضعية غير قانونية" و"مكافحة الاتجار بالأشخاص" و"الأجانب في وضعية قانونية"

وبشأن الجانب الاجتماعي دعا اليزمي إلى "عملية استثنائية لتسوية وضعية" بعض الفئات من السكان غير الشرعيين المقيمين في المغرب، وفقا لمعايير تأخذ بعين الاعتبار مدة الإقامة، والحق في الحياة وسط أسرة وظروف الإدماج في المجتمع المغربي. وقال "إن على المجتمع قبول الآخر والتخلي بالكرم وروح الانفتاح".

## المجلس الوطني لحقوق الإنسان يوضح حقيقة رفات ثمانية أشخاص

الاثنين 16 سبتمبر 2013. 19:40 بوزي بريس . و م ع

على إثر إثارة عدد من المنابر الإعلامية، في الأيام الأخيرة، العثور على رفات ثمانية أشخاص قد يكون تم دفنهم جماعيا في الموقع المعروف ب "فدرت الكويع"

، يقدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان العناصر الإخبارية التالية : لقد قامت هيئة الإنصاف والمصالحة، خلال ولايتها (2004-2005)، بأبحاث حول الضحايا الثمانية المتحدث عنهم، وذلك عقب طلب تقدمت به أسرهم أو أقرباؤهم أو أطراف أخرى بالنسبة لخمسة منهم، أو بمبادرة ذاتية من الهيئة بالنسبة لثلاث حالات. وكانت هيئة الإنصاف والمصالحة قد أقرت، آنذاك عدة جلسات استماع وجمعت أو تسلمت مجموعة من الوثائق حول هذه الحالات، التي ما تزال مدرجة ضمن أرشيفها.

واعتبارا للسياق، وبالنظر لكون سنة 1976 تميزت بمواجهات مسلحة بين القوات المسلحة الملكية والجيش الجزائري و عناصر من البوليساريو، فإنه لم يتم التمكن من استيضاح الحالات الثمانية خلال ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، التي لم تتمكن من الولوج، إلى غاية اليوم، إلا إلى أرشيف السلطات المغربية. وليتم تكليف لجنة للمتابعة من قبل هيئة الإنصاف والمصالحة بهذه الحالات الثمانية من ضمن حالات أخرى لم يتم توضيح ملامساتها. وقد تم تنصيب اللجنة المذكورة في مارس 2006 من قبل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في نهاية ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، وكلفت بإنهاء مسلسل جبر الضرر والتحقيق، عند الاقتضاء، في حال ظهور عناصر جديدة.

وعلى غرار حالات أخرى لم يتم كشف ملامساتها، فإن الحالات الثمانية كانت موضوع مراسلات دائمة بين الحكومة المغربية ومجموعة العمل التابعة للأمم المتحدة حول الاختفاءات القسرية وغير الإرادية، وبين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، ثم المجلس الوطني لحقوق الإنسان واللجنة الدولية للصليب الأحمر، في إطار مجهوداتهما المشتركة للكشف عن الوقائع.

وفي هذا الإطار، قامت اللجنة الدولية للصليب الأحمر بثمانية زيارات للمغرب، تعود آخرها إلى شهر أبريل 2013. ويمكن هذا التعاون من الكشف بشكل نهائي على ملامسات العديد من الحالات، ومن المقرر أن تعقد جلسة العمل المقبلة في نوفمبر 2013.

وهمت التحقيقات التي قامت بها هيئة الإنصاف والمصالحة بجميع أنواع الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان (اختفاء قسري، اعتقال تعسفي، إعدامات جماعية، تعذيب، المس بالحق في الحياة بسبب الاستعمال المفرط للقوة، إبعاد قسري،، الخ).

وقد تم إنجاز هذه التحقيقات بناء على طلبات الضحايا السابقين أو ذوي حقوقهم، ولكن أيضا انطلاقا من جميع اللوائح المتوفرة للضحايا، التي أعدها منظمات حقوق الإنسان غير الحكومية، سواء الوطنية منها أو الدولية.

وقد قامت هيئة الإنصاف والمصالحة في العديد من الحالات، وضمنها حالات ذات صلة بالأقاليم الجنوبية، و بمبادرة ذاتية منها، بالتحقيق في حالات لم تطالب بها العائلات ولم تكن مدرجة في تلك اللوائح.

وإجمالا، فقد فاق عدد حالات الاختفاء القسري التي قامت هيئة الإنصاف والمصالحة بالتحقيق بشأنها، عدد الطلبات والأسماء الواردة في لوائح الجمعيات.

وخلال هذا العمل، مكنت أماكن الدفن التي تم تحديدها، من معاينة أن الضحايا قد تم دفنهم في قبور منفصلة.

وفي حالتين اثنتين، تم العثور على مقبرتين جماعيتين، الأولى في الدار البيضاء خلال ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، والثانية في الناظور بعد نهاية ولاية الهيئة. وقد تم الإعلان عن هذه الوقائع، وتم دفن الجثامين في مقابر فردية وفق تعاليم الديانة الإسلامية.

ويحرص المجلس الوطني لحقوق الإنسان على التأكيد عن استعداده لتلقي أي عنصر من شأنه المساهمة في التقدم في إقرار الحقيقة، كما سيتصل بعائلات الأشخاص الثمانية المتحدث عنهم، من أجل الحصول على أية معلومة جديدة، علما بأنه يمكن باستمرار اللجوء إلى العدالة المغربية، طبقا للقانون المغربي والقانون الدولي.

## منيب: المغرب لا يمكنه ان يقوم بدور الدركي لأوروبا في موضوع الهجرة

• 10:32 - 2013/09/14 آراء • بواسطة : وم ع - منارة •

قالت نبيلة منيب الأمينة العامة للحزب الاشتراكي الموحد اليوم الخميس إن المغرب لا يمكن له أن يقوم " بدور الدركي " بالنسبة لأوروبا في موضوع تدبير ملف الهجرة.

وأضافت منيب معلقة على التقرير الموضوعاتي حول وضعية المهاجرين واللاجئين بالمغرب الذي أعده المجلس الوطني لحقوق الإنسان، أن تدبير هذا الملف يتطلب تعاوناً دولياً في إطار الاحترام التام لحقوق وكرامة المهاجرين، مذكرة بالخروقات التي تحصل بين الفينة والأخرى في التعاطي مع ملف المهاجرين. وأشارت إلى أن "اعتماد أوروبا لسياسة ضد الهجرة والمهاجرين"، حول المغرب من بلد لعبور هؤلاء المهاجرين إلى بلد للاستقرار.

وشددت على أن الحاجة لتعاون دولي في موضوع الهجرة تنبع من كون المهاجرين الذين ينحدرون من دول إفريقيا جنوب الصحراء "ليسوا كلهم مهاجرون يبحثون عن فرص للشغل"، مشيرة إلى أن الوضع الذي تعرفه منطقة الساحل والصحراء يمكن أن يفتح المجال لتوافد "مهاجرين ينتمون لجماعات مسلحة مما يهدد وضع وأمن المغرب".

وأضافت أن المغرب وجد نفسه أمام مشكلة تتطلب معالجتها بالأساس الأخذ بعين الاعتبار الجوانب الحقوقية بالشكل الذي "يمكن من التقدم نحو تكريس مبدأ الحقوق سواء بالنسبة للمواطنين المغاربة أو المهاجرين واللاجئين".

وقالت في هذا الصدد إنه لا يمكن للمغرب ضرب عرض الحائط حقوق هؤلاء المهاجرين الذين يعتبرون ضحايا الازمة المالية الخانقة التي يعيشها الاتحاد الأوروبي. وأكدت أن المغرب مطالب ب"سن قوانين لصيانة كرامة المهاجرين وحقوقهم"، مؤكدة أن المغرب يعاني بدوره من أزمة اقتصادية ومن قلة فرص الشغل "مما يصعب استيعاب أعداد المهاجرين الذي يستقرون بالمغرب".

وأعربت منيب في نفس السياق عن رفضها لممارسات بعض المقاولين والتجار "الذين يشغلون هؤلاء المهاجرين في ظروف غير قانونية وغير إنسانية".

## "الوطني" يوضح ملابسات اكتشاف رفات "فدرت الكويج"

الرباط- وم عالينين, 16 أيلول/سبتمبر 2013 GMT 22:57

قدّم "المجلس الوطني لحقوق الإنسان" في المغرب، في بيان له، توضيحًا لوسائل الإعلام المختلفة بعد إثارة بعضها، في الأيام الأخيرة، قضية العثور على رفات ثمانية أشخاص قد يكون تم دفنهم جماعيًا في الموقع المعروف بـ"فدرت الكويج".

وأكد البيان، أن "هيئة الإنصاف والمصالحة، خلال ولايتها (2004-2005)، قامت بأبحاث عدة بشأن الضحايا الثمانية المتناحذين عنهم، وذلك عقب طلب تقدمت به أسرهم أو أقربائهم أو أطراف أخرى بالنسبة لخمسة منهم، أو بمبادرة ذاتية من الهيئة بالنسبة لثلاث حالات"، مشيرًا إلى أن "الهيئة أجرت، آنذاك عدة جلسات استماع وجمعت أو تسلمت مجموعة من الوثائق بشأن هذه الحالات، التي لا تزال مدرجة ضمن أرشيفها".

وأوضح البيان، أنه "اعتبارًا للسياق، وبالنظر إلى كون العام 1976، تميز بمواجهات مسلحة بين القوات المسلحة الملكية والجيش الجزائري وعناصر من البوليساريو، فإنه لم يتم التمكن من استيضاح الحالات الثمانية خلال ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، والتي لم تتمكن من الولوج، حتى اليوم، إلا إلى أرشيف السلطات المغربية، مطالبًا بـ"تكليف لجنة للمتابعة من قبل الهيئة بهذه الحالات الثمانية، وذلك ضمن حالات أخرى لم يتم توضيح ملابساتها".

وأضاف البيان، "وقد تم تصيب اللجنة المذكورة في آذار/مارس 2006 من قبل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في نهاية ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، وكلفت بأنهاء مسلسل جبر الضرر والتحقيق، عند الاقتضاء، في حال ظهور عناصر جديدة".

## أفارقة يحتجون أمام البرلمان للمطالبة بوقف الممارسات العنصرية

الإثنين 16 سبتمبر 2013 16:01:00

تحت شعار: «باركا من العنصرية.. احترموا حقوق المهاجرين»، نظم، عصر يوم السبت، عشرات المهاجرين المنحدرين من دول إفريقيا جنوب الصحراء وقفة احتجاجية أمام بناية البرلمان للمطالبة باحترام حقوقهم.

ورفع المتظاهرون شعارات تطالب بالحد من الممارسات العنصرية المتزايدة التي يتعرضون لها في المغرب، وهي ممارسات قال المتظاهرون إن لها أشكالا متعددا، من غارات القوات العمومية على أماكن تجمع المهاجرين وسط أحراش جبل «كوركوكو» بضواحي الناظور، والأحياء الهامشية في بعض المدن، والاعتداءات التي تصل أحيانا إلى الضرب، وتسجيل حالات عنف في حق المهاجرين أثناء الترحيل.

وسجل المتظاهرون أنه ما بين شهري يونيو وغشت الماضيين ارتكبت أربع جرائم للكراهية ضد رعايا دول جنوب الصحراء الكبرى في مدن الناظور وطنجة والرباط، داعين السلطات المغربية لإصدار أحكام قاسية في حق مرتكبي هذه الجرائم. وأبدى المتظاهرون استياءهم من تصاعد العنف العنصري والتعصب تجاه مواطني دول جنوب الصحراء، داعين إلى المزيد من التعبئة لوقف التعامل المهين للكرامة الإنسانية الذي تقوم به السلطات أثناء ترحيل المهاجرين باتجاه الحدود مع الجزائر.

وتساند مطالب المهاجرين الأفارقة جمعيات حقوقية مغربية، مثل الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، و«أطاك المغرب»، الجمعية الديمقراطية لنساء المغرب، جمعية الضوء على الهجرة غير الشرعية في المغرب العربي، ومركز المساعدة الدولية «مانيتوبا»، وقطاع العمال المهاجرين المنتمين إلى المنظمة الديمقراطية للشغل.

ويقدر عدد المهاجرين الأفارقة المقيمين بصفة غير قانونية في المملكة بـ 20 ألف مهاجر، وحسب معطيات أدلت بها المنظمة الديمقراطية للشغل، فإن عدد المهاجرين الأفارقة الذين فضلوا الاستقرار في المغرب وصل سنة 2012 إلى 20 ألف مواطن. وتأتي هذه الوقفة الاحتجاجية أمام مبنى البرلمان أياما بعد رفع المجلس الوطني لحقوق الإنسان تقريراً إلى الملك محمد السادس، الذي أبدى اقتناعه بضرورة التعاطي بإنسانية مع موضوع المهاجرين الوافدين إلى المغرب واحترام القوانين الدولية.

وقال شكيب الخياري، رئيس جمعية الريف لحقوق الإنسان، إن تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان المقدم إلى الملك جاء ناقصاً وأغفل العديد من النقاط، كحقوق المهاجرين في الشغل، وإن كانوا يقيمون في المغرب بطريقة غير شرعية. وقال الخياري إن المجلس الوطني لحقوق الإنسان دعا المقاولات إلى «الامتناع عن تشغيل الأشخاص الموجودين في وضعية غير قانونية والعمل على تسوية وضع المستخدمين الموجودين في الوضعية نفسها»، ما يعني الدعوة إلى تشجيع المقاولات وأرباب العمل في المغرب على استدامة حرمان فئة من المهاجرين من مورد رزق يمكنها ويعينها على توفير حاجياتها الأساسية والضرورية، والتمتع بحقوقها الأساسية دون تمييز من أي نوع. ودعا رئيس جمعية الريف لحقوق الإنسان، في اتصال هاتفي صباح أمس الأحد مع «أخبار اليوم»، إلى فتح نقاش حقوقي حول منح الجنسية المغربية، وإقرار إجراءات إدارية سهلة ومبسطة للجميع أسوة بباقي الدول الديمقراطية، معتبرا أن استمرار رفض المغرب منح الجنسية للأجانب المستوفين للشروط المطلقة يهدد بحدود مبرزة عنصرياً.

ويعتبر المغرب دولة عبور للمهاجرين الأفارقة نحو أوروبا، ومع ارتفاع الحراسة في مضيق جبل طارق وباقي السواحل الإسبانية، يمكن المهاجرين شهوراً وسنوات في المغرب في انتظار الانتقال إلى الضفة الأخرى على متن قوارب الهجرة السرية. وهذا المكوث يعرضهم لملاحقة أمنية، خاصة بعدما بدأت تظهر اقتحام أسوار سبتة ومليلية المحتلتين منذ سنة 2005.

## مشكلة المهاجرين الأفارقة تترك المسؤولين في المغرب

الرباط - رويترز - «إنهم يعاملوننا كحيوانات..» هكذا اختصر عبد الرحمن معاملة بعض المغاربة للمهاجرين الأفارقة من جنوب الصحراء المقيمين في البلاد بطريقة غير قانونية.

وقال عبد الرحمن (23 عاما) وهو سنغالي الجنسية وقد صف بضعة هواتف نقالة على علبة كرتونية لبيعها بجانب أحد أسواق العاصمة الشهيرة «نسمع جميع أنواع السباب والشتائم العنصرية من مغاربة. كما أننا معرضون للاعتداء من طرف مشردين.. ولا أحد يدافع عنا.»

وتابع «قدمت إلى المغرب من أجل البحث عن فرصة أفضل لكن في الواقع في بلدي كنت في أحسن حال وكل ما يوجد في المغرب يوجد في السنغال» مضيفا بانفعال أنه مصمم على العودة إلى بلده بعد أن جمع ثمن تذكرة الطائرة.

وتشاطرته مواطنته مريم نفس الرؤية عن واقع المهاجرين الأفارقة من جنوب الصحراء المقيمين بطريقة غير قانونية في المغرب. وتقول إنها لا تستطيع العودة حاليا لأنها لا تكاد تجني ما يكفي لسد الرمق ودفع الإيجار بالتعاون مع رقيقات لها يستأجرن منزلا بتمارة في ضواحي الرباط.

وتضيف وهي تفتش الأرض لبيع بضع إكسسوارات نسائية بجانب بعض مواطنيها في وسط الرباط إنها لا تشعر بالأمان «خاصة بعد مقتل مواطن سنغالي هنا.»

وقالت مريم إنها لم تأت من أجل التسلل في أقرب فرصة إلى أوروبا التي لا يفصلها عن المغرب سوى مضيق جبل طارق (14 كيلومترا) وأما «من أجل التجارة في المغرب والبحث عن حياة أفضل.»

ويقول المهاجرون الأفارقة أنهم يتعرضون لاعتداءات. وقتل سنغالي قبل أسابيع وهو يهيم بالسفر داخل المغرب في حافلة عندما تشاجر مع مغربية نعتته بألفاظ عنصرية فطعنه مغربي آخر.

وقالت تقارير حقوقية إن الجريمة ارتكبت بدوافع عنصرية.

ودعا العاهل المغربي الملك محمد السادس هذا الأسبوع إلى معاملة الأفارقة من جنوب الصحراء «معاملة إنسانية» وقانونية.

وجاء تدخله بعد أن رفع له المجلس الوطني لحقوق الإنسان تقريرا عن أوضاع المهاجرين غير الشرعيين خصوصا الأفارقة من جنوب الصحراء وصفها بالسيئة وقال إنهم يعيشون ظروفا صعبة.

وعقد العاهل المغربي جلسة عمل مع وزراء وكبار مسؤولي الدولة وجاء في بيان من القصر إنه سيتم تنفيذ «سياسة هجرة جديدة» بهدف «بلورة سياسة شاملة ومتعددة الأبعاد لقضايا الهجرة.»

وتنفيذ تقارير حقوقية بأن في المغرب نحو 20 ألف مهاجر إفريقي من جنوب الصحراء.

ورحلت السلطات المغربية آلاف المهاجرين غير الشرعيين في 2005-2006 بدعم من الاتحاد الأوروبي الذي حث المغرب على وقف محاولات تسلل المهاجرين الأفارقة إلى أوروبا من أراضيه.

وقالت تقارير حقوقية محلية ودولية إن المهاجرين الأفارقة في المغرب يتعرضون لسوء المعاملة والعنصرية ويعيشون في مناطق مهمشة وفي الغابات وعلى الحدود مع الجزائر وجنوبي سبتة ومليلية الإسبانيين.

وفي العام 2005 قتل أكثر من 11 مهاجرا إفريقيا عندما حاولوا تجاوز الحاجز السلبي الفاصل بين مدينة مليلية والأراضي المغربية عندما أطلق الحرس الإسباني النار عليهم.

ويقول متتبعون إن المغرب الذي كان دائما أرضا مصدرة ومستقبلة للهجرة شهد في السنوات العشر الأخيرة تدفق أعداد كبيرة من المهاجرين الأفارقة من جنوب الصحراء يحدوهم الأمل في العبور إلى أوروبا والبحث عن مستقبل أفضل.

لكن مع الأزمة الاقتصادية الأوروبية بدأت أعداد منهم تفضل الاستقرار في بلدان العبور كالمغرب.

وعرف المغرب أيضا نوعا جديدا من المهاجرين بعد الأزمة الأوروبية مع توافد إسبان وفرنسيين وبرتغاليين.

غير أن حقوقيين يرون أن المغرب يتعامل بازدواجية مع هذه المهجرات حيث أصدرت وزارة الداخلية مؤخرا بلاغا للفئة الثانية من المهاجرين تطالبهم بالتقدم إلى المصالح الأمنية لتسوية أوضاع إقامتهم في المغرب.

وتقول خديجة عناني نائبة رئيس الجمعية المغربية لحقوق الإنسان المستقلة «صدر بلاغ بخصوص الأوروبيين في حين ليست هناك أية التفاتة للأفارقة من جنوب الصحراء».

وتمثل قضية المهجرة بالنسبة للمغرب موضوعا بالغ الأهمية فيما يخص علاقاته مع جيرانه الأفارقة الذين يعول عليهم خصوصا في دعمه في قضية الصحراء الغربية المتنازع عليها بين المغرب وجبهة بوليساريو.

وفي الوقت نفسه يسعى المغرب إلى كسب ود الاتحاد الأوروبي الذي منحه وضع الشريك المتميز والذي يضغط على المغرب لوقف تسلل المهاجرين الأفارقة عبر أراضيه.

ويقول محمد بنحمو رئيس المركز المغربي للدراسات الإستراتيجية «أمام الحواجز تكسّر حلم العديد من المهاجرين غير الشرعيين في المهجرة إلى الشمال. بل بدأت تغد على المغرب أعداد أخرى من المهاجرين من أوروبا».

وقال في تصريح «كل هذه المهجرات هي في العمق اقتصادية.. نحن الآن أمام شريحة من المهاجرين غير الشرعيين غير متجانسة لا من حيث طبيعة تكوينها الجغرافي ولا من حيث جنسها حيث أغلبها رجالية (نحو 70 في المئة)» مضيفا أنه ينبغي وضع استراتيجية للحفاظ على حقوق هؤلاء المهاجرين «لأن أغلبهم لا يريدون سوى حياة أفضل».

وتقول السلطات إنها لا تتعامل بصرامة إلا مع أفراد شبكات الجريمة المنظمة والمتاجرين في البشر وتنفي نفيًا قاطعا سوء المعاملة.

وقال العاهل المغربي في جلسة العمل يوم الثلاثاء إن بعض التجاوزات تقع أحيانا لكنها «تبقى حالات معزولة وليس هناك أي عنف ممنهج من قبل القوات العمومية».

وأشار العاهل المغربي إلى أن عدد الوافدين على المغرب من جنوب الصحراء تضاعف أربع مرات.

وقال «نظرا لما يتطلبه استقبال المهاجرين من إمكانيات لتوفير الظروف الملائمة لإقامتهم وتمكين المقيمين منهم بطريقة غير شرعية من فرص الشغل وأسباب الاندماج الاقتصادي والاجتماعي.. فإن المغرب لا يمكنه استقبال جميع المهاجرين الوافدين عليه».

وقالت خديجة عناني «السلطات العمومية تقوم يوميا باعتقالات وترحيلات خارج إطار القانون».

«الواقع اليومي بعيد كل البعد عن احترام حقوقهم يعيشون في الغابات والمناطق المهمشة والأكثر يعيشون الخوف اليومي».

أما بخصوص معاملة بعض المغاربة لهم بطريقة عنصرية فتقول «هذا واقع تحصيل حاصل بسبب بعض التصريحات الرسمية التي تصورهم على أنهم مجرمون ويهددون أمن المغرب» كما تعزو ذلك أيضا إلى عدم «إشاعة ثقافة حقوق الإنسان في المغرب».

وقالت معلقة على تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان إن الدولة «لها ازدواجية الخطاب.. اقرار بالواقع من جهة وتعنيف المهاجرين من جهة أخرى» ويرى بعض المغاربة أن الواقع الاقتصادي والاجتماعي للمغرب هش ولا يسمح بتوفير العيش الكريم حتى لأبنائه.

لكن خديجة تقول «لا يجب أن نعلق الأزمة التي يعيشها المغرب بسبب اختياراته الاقتصادية والسياسية على الأفارقة... هذا نفس الخطاب العنصري الذي يواجه به المهاجرون المغاربة في أوروبا أيضا».

## بلاغ بخصوص تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول الهجرة و اللجوء

12:49:00 15/09/2013

طالعنا في جمعية الريف لحقوق الإنسان الخلاصات و التوصيات الصادرة في التقرير الموضوعاتي حول الهجرة و اللجوء الذي أنجزه المجلس الوطني لحقوق الإنسان تحت عنوان "الأجانب وحقوق الإنسان بالمغرب: من أجل سياسة جديدة في مجال اللجوء والهجرة"، و الذي جاء في مرحلة ارتفعت فيها مجددا وتيرة الحملات التمشيطية لإيقاف المهاجرين غير النظاميين المتحدرين من بلدان جنوب الصحراء، و التي تشهدها العديد من المدن و الغابات المحيطة بكل من سبتة و مليلية و وجدة، بما يرافق ذلك من خروقات سبق للجمعيات الحقوقية على المستوى الوطني و الدولي أن رصدتها عبر بلاغاتنا و تقاريرها، و كذا تسجيلها لاستمرار حالات الوفيات في صفوف هذه الفئة من المهاجرين، سواء غرقا في البحر إثر محاولات المرور إلى الضفة الجنوبية لأوروبا أو أثناء محاولات اجتياز السياج السلبي المحيط بكل من مدينتي سبتة و مليلية المحتلتان، إلى جانب وضعيتهم المعيشية التي تتعدم فيها الشروط الدنيا، في ظل مقارنة محض أمنية لا تراعي حقوق المهاجرين بغض النظر عن وضعهم و التي تكفلها الشرعة الدولية لحقوق الإنسان.

و بالرغم من الأهمية البالغة للتوصيات الواردة بالتقرير، و التي نثمنها، إلى أن بعضها قد بدا متناقضا مع المرجعية الدولية التي اعتمدها التقرير في التأسيس لمقارنته، و كنموذج على ذلك ما يتعلق بالفئة الأكثر هشاشة و هم المهاجرون غير النظاميون، حيث دعا المجلس المقاولات إلى: "الامتناع عن تشغيل الأشخاص الموجودين في وضعية غير قانونية والعمل على تسوية وضع المستخدمين الموجودين في نفس الوضعية"، مما يعني، الدعوة إلى تشجيع المقاولات و أرباب العمل في المغرب على استدامة حرمان فئة من المهاجرين من مورد رزق يمكنها ويعينها على توفير حاجياتها الأساسية و الضرورية، والتمتع بحقوقها الأساسية دون تمييز من أي نوع، مثل التمييز بسبب الجنس، أو العنصر، أو اللون، أو اللغة، أو الدين أو المعتقد، أو الرأي السياسي أو غيره، أو الأصل القومي، أو العرقي، أو الاجتماعي، أو الجنسية، أو العمر، أو الوضع الاقتصادي، أو الملكية، أو الحالة الزوجية، أو المولد، أو أي حالة أخرى.

إن في هذه الدعوة ما يخالف المقاربة الحقوقية التي تفرض إعمال الحقوق المتعلقة بالمهاجرين بغض النظر عن وضعهم الإداري و من ضمنها، الحق في شروط عادلة و موثية للعمل، و التي تنص عليها الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم، من خلال الحقوق المتصلة بظروف العمل و شروطه ( المادة 25) و الحق في الانضمام و الاشتراك في النقابات ( المادة 26) و الحق في الضمان الاجتماعي ( المادة 27)، إلى جانب مبدأ المساواة و عدم التمييز بموجب معاهدات الأمم المتحدة الأساسية لحقوق الإنسان.

إن المهاجرين غير النظاميين المقيمين بالمغرب هم جزء لا يتجزأ من المجتمع المحلي، و يعانون كثيرا من جراء وضعهم كفتة هشة، خاصة النساء و الأطفال، ما يستدعي العمل من أجل حماية حقوقهم و كرامتهم الإنسانية، بعيدا عن المقاربات الأمنية و الاستعمالات السياسية، خاصة تجاه القادمين من بلدان تعاني من النزاعات المسلحة أو من الأمراض الخطيرة، و التي يمكن أن تستخدم في الخطابات السياسية و الإعلامية للتخويف منهم، و كذا عبر الترويج بأن تدفقاتهم ستدفع سوق الشغل الوطني المحدود إلى الأختيار، و هي الأفكار الخاطئة التي تساهم في تعزيز الصورة النمطية لدى العموم حول الهجرة، خاصة و أن المغاربة المقيمين بالخارج كانوا و مازالوا يعانون في دول المهجر من ذات المعاملات و لو بجدة أقل، و هذا ما يستدعي من جميع المتدخلين العمل من أجل صياغة و تنزيل سياسة وطنية للهجرة تنبني على أساس حقوق الإنسان كما هو متعارف عليها دوليا، بعيدا عن المقاربات الأمنية، و تأخذ بعين الاعتبار كافة حقوق المهاجرين بما فيهم من هم في وضعية غير نظامي

## العاهل المغربي: إستراتيجية جديدة للتعاطي مع إشكالية الهجرة

[PM] 4:13:24 9/16/2013]

عمون - تنكب الحكومة المغربية حاليا على إعداد إستراتيجية وخطة عمل لتنفيذ توجيهات العاهل المغربي الملك محمد السادس للتعاطي مع إشكالية الهجرة واللجوء في المغرب على ضوء التوصيات التي رفعها المجلس الوطني لحقوق الإنسان في المغرب أخيرا إلى الملك محمد السادس في هذه الشأن. وأعطى العاهل المغربي محمد السادس في الأسبوع الماضي توجيهاته للحكومة من أجل الشروع في وضع وتنفيذ إستراتيجية وخطة عمل مناسبتين في أفق صياغة شاملة بشأن الهجرة التي أصبحت في صلب الأولويات والسياسات العمومية للمغرب تمشيا مع قيم المجتمع المغربي ومبادئ حقوق الإنسان والقانون الدولي الإنساني.

وتعكس التوجيهات الملكية لوضع إستراتيجية جديدة في مجال الهجرة انخراط العاهل المغربي الشخصي لفائدة حماية حقوق الإنسان طبقا للدستور المغربي الذي صادق عليه الشعب المغربي في 1 يوليوز 2011 والتزامات المغرب الدولية، كما تترجم التزام المملكة ببناء دولة الحق والقانون بعد إنساني يشكل التنوع فيه عنصرا يحظى بكامل الاهتمام.

وتأخذ هذه الإستراتيجية بعين الاعتبار التحولات الكبرى التي تعرفها ظاهرة الهجرة على الصعيدين الإقليمي والدولي والوقائع الوطنية الجديدة ذات الصلة بالمهاجرين واللاجئين حيث انتقل المغرب من بلد مصدر للهجرة أو بلد للعبور إلى بلد مستقبل للمهاجرين. كما تعزز رؤية العاهل المغربي لسياسة الهجرة السياسة الجديدة للمغرب تجاه إفريقيا التي تركز توجه المغرب كأرض استقبال وعلاقاته العريقة مع إفريقيا. وستتبلور سياسة المغرب الجديدة في مجال الهجرة في مخطط عمل يتمحور حول أربعة محاور رئيسية وردت في تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان: 1/ إطلاق مسلسل فوري لتأهيل الإطار القانوني والمؤسسي الوطني من أجل تمكين المملكة من نظام للتدبير يتطابق مع المعايير الدولية ويحترم التزاماته في مجال النهوض بحقوق الإنسان.

2/ مواصلة دراسة حالات الأشخاص المقيمين بشكل غير قانوني .

3/ دراسة توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان المتعلقة بالمهاجرين في وضعية قانونية بشكل معمق من قبل السلطات المختصة .

4/ مواصلة التصدي لشبكات تهريب المهاجرين والاتجار في البشر

ويذكر أن المغرب أصبح أرض استقبال للمهاجرين من إفريقيا جنوب الصحراء الذين تضاعف عددهم أربع مرات وشهد في الآونة الأخيرة، بسبب الأزمة الاقتصادية في بعض الدول الأوروبية، موجة جديدة من المهاجرين من بعض الدول الأوروبية.

وكان العاهل المغربي الملك محمد السادس ترأس يوم الثلاثاء الماضي جلسة عمل بحضور رئيس الحكومة وعدد من الوزراء وكبار المسؤولين، خصصت لتدارس مختلف الجوانب المرتبطة بإشكالية الهجرة في أفق بلورة سياسة شاملة لقضايا الهجرة في المغرب وذلك في أعقاب التقرير الذي رفعه إلى جلالته المجلس الوطني لحقوق الإنسان في المملكة المغربية حول " الأجنبي وحقوق الإنسان بالمغرب: من أجل سياسة جديدة في مجال اللجوء والهجرة" .

وأكد العاهل المغربي بهذه المناسبة أن المغرب أصبح أرضا لاستقبال المهاجرين، حيث تضاعف عدد المهاجرين من دول جنوب الصحراء أربع مرات.

كما بدأ المغرب يعرف مؤخرا نوعا جديدا من المهاجرين بسبب تداعيات الأزمة الاقتصادية العالمية، معظمهم من إسبانيا ثم فرنسا وبلدان أوروبية أخرى، مشددا على ضرورة تسوية وضعية هؤلاء المهاجرين من خلال قيام السلطات المعنية بالإجراءات المتعلقة بإقامتهم والمهن التي يزاولونها شأنهم في ذلك شأن المهاجرين الشرعيين من جنسيات أخرى بمن فيهم مهاجري جنوب الصحراء.

وأصدر العاهل المغربي تعليماته للسلطات المختصة بضرورة احترام حقوق المهاجرين والالتزام الصارم بتطبيق القانون في التعامل معهم وتقديم المساعدة للذين يريدون العودة إلى بلادهم ومعاملتهم كجميع المغاربة دون تمييز.

كما شدد على ضرورة مواصلة التصدي الحازم لشبكات التهريب والاتجار في البشر وأصدر توجيهاته للحكومة للإسراع بوضع وتفعيل إستراتيجية ومخطط عمل ملائمين والتنسيق في هذا الشأن مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومختلف الفاعلين المعنيين بهدف بلورة سياسة شاملة ومتعددة الأبعاد لقضايا الهجرة في المغرب توفر له قوة اقتراحية حقيقية في هذا المجال ويمكنه من القيام بدور ريادي وفعال على الصعيدين الجهوي والدولي.



وفي هذا السياق عقد يوم الثلاثاء الماضي اجتماع ضم وزير الشؤون الخارجية والتعاون ووزير العدل والحريات والوزير المنتدب في الداخلية لبحث الجوانب المختلفة لإشكالية الهجرة في المغرب تمحضت عنه خطة عمل من أربعة محاور سيتم تنفيذها بشراكة مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان وبالتشاور مع مختلف الفاعلين المعنيين بقضايا الهجرة.

## Découverte de dépouilles de huit personnes à Fadret Eguiaa

# Le CNDH apporte des éclaircissements

Lire en page 4

Découverte de dépouilles de huit personnes à Fadret Eguiaa

## Le CNDH apporte des éclaircissements

4-17146.

**S**uite à l'évocation ces derniers jours par plusieurs supports de la découverte des dépouilles de huit personnes, qui auraient été enterrées en groupe au lieu-dit Fadret Elguiaa, le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) apporte les éléments d'information suivants :

L'Instance équité et réconciliation (IER) a mené durant son mandat (2004-2005) des investigations sur les huit victimes évoquées, suite à une saisine par leurs familles, leurs proches ou des tiers (pour cinq d'entre eux), ou à sa propre initiative par auto-saisine (dans 3 cas).

L'IER avait procédé alors à de nombreuses auditions et rassemblement ou reçu une documentation sur ces cas, qui sont par ailleurs, toujours consignés dans ses archives.

Considérant le contexte, l'année 1976, caractérisée par des affrontements armés entre les Forces Armées Royales, l'armée algérienne et des éléments du Polisario, les huit cas évoqués n'avaient pu être élucidés durant le mandat de l'IER, qui n'a pu accéder à ce jour qu'aux seules archives des autorités marocaines. Ces cas ont été confiés parmi d'autres cas non élucidés par l'IER à un comité de suivi.

Ledit comité de suivi a été mis en place en mars 2006 par le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) à la fin du mandat de l'IER et a

été chargé de clôturer le processus de réparation et d'investigation éventuelle, en cas d'apparition de nouveaux éléments.

Comme dans d'autres cas non élucidés, les huit cas évoqués ont fait l'objet d'échanges permanents entre le gouvernement marocain et le Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées et involontaires (GTDFI) et entre le CCDH puis le CNDH et le Comité international de la Croix rouge (CICR), dans le cadre de leurs efforts conjoints d'établissement des faits. Dans ce cadre, le CICR a effectué huit voyages au Maroc dont le dernier en date remonte au mois d'avril 2013. Cette collaboration a permis de clarifier définitivement de nombreux cas et la prochaine séance de travail est programmée pour novembre 2013.

Les investigations menées par l'IER ont porté sur toutes sortes de violations graves des droits de l'Homme (disparition forcée, détention arbitraire, exécutions sommaires, torture, atteinte au droit à la vie suite à l'usage disproportionné de la force, exil forcé, etc.)

Le travail d'investigation a été mené à partir des requêtes des anciennes victimes ou des ayants droit mais aussi à partir de toutes les listes, disponibles alors de victimes, établies par les ONG des droits de l'Homme tant nationales qu'internationales. Dans

plusieurs cas, y compris dans les Provinces du sud, l'IER a procédé par auto-saisine et a enquêté sur des cas qui n'ont pas été soumis par les familles et ne figuraient pas dans ces listes. Au total, le nombre de cas de disparition forcée sur lesquelles l'IER a enquêté est supérieur au nombre de requêtes et de noms figurant sur les listes des associations.

Durant ce travail, les lieux de sépulture, qui ont été déterminés, ont permis de constater que les victimes avaient été enterrées dans des tombes séparées.

Dans deux cas, des fosses collectives ont été trouvées, l'une à Casablanca durant le mandat de l'IER et l'autre à Nador après la fin du mandat de l'IER. Ces faits ont été rendus publics. Les dépouilles ont été enterrées dans des tombes individuelles, conformément aux préceptes de la religion musulmane.

Le CNDH tient à souligner sa disponibilité pour recevoir en bonne et due forme tout élément permettant d'avancer dans l'établissement de la vérité. De même, il prendra contact avec les familles des huit personnes évoquées pour recueillir tout élément d'information nouveau, étant entendu que la justice marocaine peut être en permanence saisie, conformément au droit marocain et au droit international.



# Le Maroc, terre d'immigration !!!

853/11-2

**C'**est un grand pas qui vient d'être accompli avec la présentation au Roi du rapport du CNDH sur la situation des migrants dans notre pays. Un pas d'autant plus positif que le Souverain a donné ses instructions au gouvernement au sortir même de l'audience accordée aux responsables du CNDH venus présenter leur copie.

Désormais, plus question de tergiverser, de jouer avec les mots, et pire encore, les situations. Le phénomène migratoire, clandestin essentiellement, a pris une ampleur certaine ces dernières années. Il est reconnu à présent comme une question essentielle pour le Maroc et ses autorités, alors que, malheureusement, on perçoit des signes de rejet, d'intolérance, de racisme, de plus en plus manifestes au sein de certaines couches de la population marocaine.

> 02



# Le Maroc, terre d'immigration !!!

**C'**est un grand pas qui vient d'être accompli avec la présentation au Roi du rapport du CNDH sur la situation des migrants dans notre pays. Un pas d'autant plus positif que le Souverain a donné ses instructions au gouvernement au sortir même de l'audience accordée aux responsables du CNDH venus présenter leur copie. Désormais, plus question de tergiverser, de jouer avec les mots, et pire encore, les situations. Le phénomène migratoire, clandestin essentiellement, a pris une ampleur certaine ces

dernières années. Il est reconnu à présent comme une question essentielle pour le Maroc et ses autorités, alors que, malheureusement, on perçoit des signes de rejet, d'intolérance, de racisme, de plus en plus manifestes au sein de certaines couches de la population marocaine. Celle-ci que l'on dit accueillante, fait parfois preuve d'un racisme primaire, abrupt, inacceptable, et la presse nationale s'est fait l'écho à plusieurs reprises d'actes inadmissibles comme le rejet de locataires africains, les insultes proférées à l'encontre de nos frères sub-sahariens, lorsqu'on n'a pas à déplorer et s'indigner de l'assassinat d'un jeune Sénégalais pour une simple question de place assise dans un autobus ! Que dire encore des témoignages, filmés et largement diffusés sur Youtube, des conditions de vie scandaleuses, de la misère physique et morale, des bastonnades féroces, de la détresse de ces «candidats à l'Eldorado», ces harragas venus de tous les coins d'Afrique et qui, cachés dans les

forêts qui surplombent Sebta ou Méllilla, attendent le moment opportun pour monter à l'assaut des barbelés qui entourent ces enclaves espagnoles. Mais la question migratoire, aujourd'hui au-devant de la scène grâce à l'engagement personnel du Roi Mohammed VI, n'est pas uniquement d'essence africaine. Le Maroc, qui malgré tout connaît une croissance économique que lui envient désormais bien de nos voisins européens, est un pays attractif pour les jeunes et moins jeunes qui, en France ou en Espagne notamment, désespèrent de trouver du travail. Ils viennent chez nous, travailler «au noir» et cela fait l'affaire de bien des entreprises qui violent ainsi la législation du travail, comme le font d'ailleurs ces ménages aisés qui emploient une domesticité venue du Sud du Sahara, d'Indonésie, de Malaisie ou des Philippines. Le Royaume vit ainsi un paradoxe nouveau, celui d'être, à la fois, exportateur et importateur de main d'oeuvre. Une

situation qui mérite un examen attentif, des mesures judiciaires, dans le respect, avant toute chose, de la dignité des migrants, victimes des réseaux mafieux de passeurs dont les principaux animateurs se trouvent bien souvent en Algérie, plaque tournante grâce à son vaste territoire, des filières clandestines ... Certes, le Maroc, pour pasticher la formule célèbre de Michel Rocard, «ne saurait accueillir toute la misère du monde», alors que nos voisins du Nord tentent d'ériger la vieille et déclinante Europe en forteresse impenable. Une politique bien définie, respectueuse des droits de l'Homme, aussi généreuse que le permettent nos maigres moyens, doit être définie et implémentée pour trouver les meilleures solutions à la problématique migratoire. Car à présent, volens, nolens, le Maroc, jusque-là terre de h'rig clandestin, de transit et de passage, est devenu terre d'accueil et d'installation durable.





## H'rig: Le CNDH place enfin au devant de la scène la question des migrants 853/14

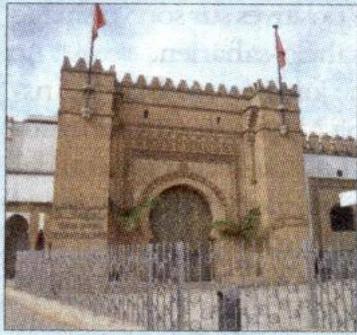
**L**e Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) a préconisé, en matière de migration, la mise en œuvre d'une véritable politique publique protectrice des droits, basée sur la coopération internationale et associant la société civile. Dans un rapport thématique

relatif à la situation des migrants et des réfugiés au Maroc, soumis à la haute appréciation du Roi Mohammed VI, le CNDH appelle les pouvoirs publics, l'ensemble des acteurs sociaux et les pays partenaires du Maroc à prendre acte des nouvelles réalités ayant trait à cette question et à agir en commun pour l'élaboration et la mise en œuvre de cette politique publique. Le CNDH recommande, à cet effet, que cette politique intègre quatre grandes composantes concernant la situation des réfugiés et des demandeurs d'asile, les étrangers en situation administrative irrégulière, la lutte contre la traite des personnes et les étrangers en situation régulière.

S'agissant de la situation des réfugiés et des demandeurs d'asile, le Conseil invite le gouvernement marocain à reconnaître effectivement, en attendant la mise en place d'un dispositif législatif et institutionnel national de l'asile, le statut de réfugié délivré par le HCR, en délivrant aux réfugiés statutaires un titre de séjour. Il lui recommande aussi de mettre en place une politique d'insertion desdits réfugiés et de leurs familles, en matière de logement, de santé, de scolarisation des enfants, de formation et d'emploi et de permettre aux réfugiés statutaires marié-e-s, mais parvenus seuls sur le territoire national, de procéder légalement au regroupement familial.

Le CNDH demande également au gouvernement de garantir le respect du principe de non-refoulement en tant que pierre angulaire du droit des réfugiés, en permettant notamment aux demandeurs d'asile potentiels de formuler, à leur arrivée sur le territoire marocain, une demande d'asile et de mettre en place un dispositif juridique et institutionnel national de l'asile, qui se fonde d'une part sur les principes énoncés dans le préambule de la Constitution marocaine de 2011, et qui organise d'autre part le statut du réfugié au Maroc et les conditions de l'exercice du droit d'asile reconnu dans l'article 30 de la constitution. **LNT**





CAS DES DÉPOUILLES DE FADRET ELGUIAA

*Les éclaircissements  
du Conseil national  
des droits de l'Homme*

15/12/11-2

P. 2

**Dépouilles de huit personnes à Fadret Elguiaa**  
**Les éclaircissements du Conseil national  
des droits de l'Homme**

À la suite de l'évocation ces derniers jours par plusieurs supports de la découverte des dépouilles de huit personnes, qui auraient été enterrées en groupe au lieu-dit Fadret Elguiaa, le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) apporte les éléments d'information suivants : L'Instance équité et réconciliation (IER) a mené durant son mandat (2004-2005) des investigations sur les huit victimes évoquées, suite à une saisine par leurs familles, leurs proches ou des tiers (pour cinq d'entre eux), ou à sa propre initiative par auto-saisine (dans 3 cas). L'IER avait procédé alors à de nombreuses auditions et rassemblement ou reçu une documentation sur ces cas, qui sont par ailleurs, toujours consignés dans ses archives. Considérant le contexte, l'année 1976, caractérisée par des affrontements armés entre les Forces armées royales, l'armée algérienne et des éléments du «polisario», les huit cas évoqués n'avaient pu être élucidés durant le mandat de l'IER, qui n'a pu accéder à ce jour qu'aux seules archives des autorités marocaines. Ces cas ont été confiés parmi d'autres cas non élucidés par l'IER à un comité de suivi. Ledit comité de suivi a été mis en place en mars 2006 par le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) à la fin du mandat

de l'IER et a été chargé de clôturer le processus de réparation et d'investigation éventuelle, en cas d'apparition de nouveaux éléments. Comme dans d'autres cas non élucidés, les huit cas évoqués ont fait l'objet d'échanges permanents entre le gouvernement marocain et le Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées et involontaires (GTDFI) et entre le CCDH puis le CNDH et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), dans le cadre de leurs efforts conjoints pour l'établissement des faits. Dans ce cadre, le CICR a effectué huit voyages au Maroc, dont le dernier en date remonte au mois d'avril 2013. Cette collaboration a permis de clarifier définitivement de nombreux cas et la prochaine séance de travail est programmée pour novembre 2013. Les investigations menées par l'IER ont porté sur toutes sortes de violations graves des droits de l'Homme (disparition forcée, détention arbitraire, exécutions sommaires, torture, atteinte au droit à la vie, suite à l'usage disproportionné de la force, exil forcé, etc.). Le travail d'investigation a été mené à partir des requêtes des anciennes victimes ou des ayants droit, mais aussi à partir de toutes les listes, disponibles alors, de victimes, établies par les ONG des droits de

l'Homme tant nationales qu'internationales. Dans plusieurs cas, y compris dans les provinces du Sud, l'IER a procédé par auto-saisine et a enquêté sur des cas qui n'ont pas été soumis par les familles et ne figuraient pas dans ces listes. Au total, le nombre de cas de disparition forcée sur lesquelles l'IER a enquêté est supérieur au nombre de requêtes et de noms figurant sur les listes des associations. Durant ce travail, les lieux de sépulture, qui ont été déterminés, ont permis de constater que les victimes avaient été enterrées dans des tombes séparées. Dans deux cas, des fosses collectives ont été trouvées, l'une à Casablanca durant le mandat de l'IER et l'autre à Nador après la fin du mandat de l'IER. Ces faits ont été rendus publics. Les dépouilles ont été enterrées dans des tombes individuelles, conformément aux préceptes de la religion musulmane. Le CNDH tient à souligner sa disponibilité pour recevoir en bonne et due forme tout élément permettant d'avancer dans l'établissement de la vérité. De même, il prendra contact avec les familles des huit personnes évoquées pour recueillir tout élément d'information nouveau, étant entendu que la justice marocaine peut être en permanence saisie, conformément au droit marocain et au droit international. ■

MAP

## Rencontre à Marrakech sur "Les droits de l'homme et des jeunes dans la nouvelle constitution"

Marrakech, 15 sept. 2013 (MAP) - "Les droits de l'Homme et des jeunes dans la nouvelle constitution" est le thème d'un séminaire qui se tiendra vendredi prochain à l'Université privée de Marrakech (UPM) avec la participation de magistrats, universitaires et chercheurs ainsi que de représentants du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH).

Initiée par la "Revue de la jurisprudence", l'Amicale Hassania des magistrats, le master de droit immobilier et notarial de la Faculté de droit de Marrakech et l'Association "Maroc Jeunes", cette journée d'étude s'inscrit dans le cadre de la mobilisation pour la mise en œuvre du discours royal prononcé à l'occasion du 60ème anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, qui coïncide avec le 2ème anniversaire de l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution, indique un communiqué des organisateurs.

La nouvelle constitution s'avère être le couronnement de la volonté irréversible du Royaume pour fonder l'Etat de droit et des institutions à travers un itinéraire particulier qui prend en considération les choix stratégiques et les spécificités de la société marocaine et qui reflète la maturité ainsi que la conscience des Marocains de leurs droits et obligations envers leur pays, ajoute la même source.

Et de poursuivre que ces choix dénotent de la volonté des Marocains d'avoir une institution constitutionnelle adaptant des mécanismes de gestion participative et des outils de la bonne gouvernance pour un futur meilleur du point de vue des droits de l'Homme dans leur universalité.

Lors de cette rencontre, les intervenants débattront de thèmes se rapportant à "la valeur de la famille dans la nouvelle constitution", "la Jeunesse et le CNDH", "les garanties d'un procès équitable à travers la nouvelle constitution" et "les droits constitutionnels à travers la jurisprudence de la Cour de cassation". (MAP).

## Sahara/"Disparitions forcées": un organisme marocain "disponible" pour enquêter

RABAT, 16 sept 2013 (AFP) - Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), un organisme institutionnel au Maroc, a exprimé lundi sa "disponibilité" pour étudier le cas de huit "disparitions forcées" au Sahara occidental, en réponse à une requête d'Amnesty International.

En fin de semaine dernière, l'ONG basée à Londres a réclamé l'ouverture de nouvelles enquêtes "indépendantes, impartiales et approfondies" sur "les centaines de cas de disparitions forcées" au Sahara, après la découverte des corps de 8 personnes qui auraient été exécutées en 1976.

Citant les récents travaux d'experts espagnols, AI a affirmé que ces huit Sahraouis avaient été "arrêtés par une patrouille militaire marocaine", puis "exécutés sur place par arme à feu" avant d'être "enterrés dans deux tombes de faible profondeur".

Leurs corps ont été retrouvés au printemps par un berger dans une zone sous contrôle des indépendantistes du Front Polisario.

Selon AI, seuls quatre de ces cas ont fait l'objet de recherches du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), dans le cadre des travaux de l'Instance équité et réconciliation (IER), mise en place en 2004 au Maroc pour faire la lumière sur les violations de droits de l'Homme au cours des décennies précédentes.

L'IER a mené "des investigations sur les huit victimes évoquées", a toutefois rétorqué lundi dans un communiqué le CNDH, émanation du CCDH, d'après qui ces cas n'avaient "pu être élucidés" en raison du conflit faisant rage à l'époque.

Ces dossiers restent entre les mains d'"un comité de suivi", et le CNDH exprime sa "disponibilité" "pour recevoir en bonne et due forme tout élément permettant d'avancer dans l'établissement de la vérité", selon le texte.

Le CNDH va lui-même "entrer en contact avec les familles des huit personnes évoquées pour recueillir tout élément nouveau", est-il précisé.

Dans son rapport, AI a pour sa part suggéré de recourir aux "mécanismes existants des Nations unies", dont la Minurso --la mission chargée de surveiller le cessez-le-feu depuis 1991--, "pour aider à résoudre ces affaires de disparitions forcées".

Ex-colonie espagnole, le Sahara occidental est contrôlé par le Maroc, qui propose un plan d'autonomie sous sa souveraineté. Mais il est rejeté par le Polisario, qui réclame un référendum d'autodétermination.

## La Belgique se félicite de la nouvelle politique d'asile et d'immigration du Maroc (Vice-Premier ministre)

Bruxelles, 16 sept. 2013 (MAP) - La Belgique se félicite de la nouvelle politique d'asile et d'immigration que le Maroc compte mettre en place, a affirmé le vice-Premier ministre belge et ministre des affaires étrangères, Didier Reynders.

"La Belgique se réjouit que le Royaume du Maroc, par sa plus grande autorité, ait décidé d'inscrire son action dans une approche globale, humaine et dans un esprit de responsabilités partagées pour faire face aux nombreux défis liés au phénomène migratoire", a souligné lundi le chef de la diplomatie belge dans un communiqué.

Le Royaume de Belgique, qui partage cette même approche du Maroc, a toujours porté une attention particulière à la protection des migrants conformément au droit international, a ajouté M. Ryenders.

Le Vice-Premier ministre belge a également salué le rapport du Conseil national des droits de l'homme (CNDH) sur l'accueil des migrants subsahariens au Maroc, qui a reçu le plein soutien de SM le Roi Mohammed VI, notant que les recommandations contenues dans ce rapport sont en phase avec les objectifs du "Partenariat de Mobilité" signé en juin dernier entre le Maroc et l'UE.

Le rapport du CNDH souligne la longue tradition d'immigration et d'accueil du Maroc, explique le cadre juridique national et international qui régit les étrangers au Maroc et présente enfin des recommandations, après avoir analysé les mutations en cours relatives aux migrants et aux réfugiés.(MAP)MO/RK---BI.BR.  
MAP 161743 GMT sep 2013

## Les Etats Unis "saluent" l'initiative royale en matière de migration

Washington, 16 sept 2013 (MAP) - Les Etats Unis "saluent" l'initiative de SM le Roi Mohammed VI visant la réforme du système d'immigration et d'octroi de l'asile "sur la base d'une approche plus juste et plus efficace", a indiqué à la MAP un responsable au Département d'Etat.

"L'initiative annoncée par le Roi Mohammed VI, le 10 septembre courant, visant la réforme du système d'immigration et d'octroi de l'asile, sur la base d'une approche plus juste et plus efficace, en droite ligne des recommandations du CNDH, est à saluer", a souligné vendredi ce responsable, ajoutant que "les Etats Unis s'attendent à une application rapide par le gouvernement de cette nouvelle politique".

SM le Roi avait, rappelle-t-on, donné Ses Hautes instructions au gouvernement afin de procéder, sans délai, à l'élaboration et la mise en place d'une stratégie et d'un plan d'action dans la perspective de formuler une politique globale en matière d'immigration.

"Les Etats Unis, poursuit-on, se félicitent aussi du rapport élaboré par le Conseil National des Droits de l'Homme qui vise à améliorer le cadre juridique dans quatre domaines relatifs aux réfugiés et demandeurs d'asile, aux résidents sans statut légal d'immigré, au trafic des êtres humains et aux immigrés légaux".

Le responsable américain a réitéré, en outre, que les Etats Unis et la communauté internationale attachent une grande importance aux droits de l'Homme et demeurent préoccupés par la question des migrants, des réfugiés, des demandeurs d'asile et du trafic des êtres humains à travers le monde.

Et de souligner que le CNDH avait rappelé que le Maroc est partie à plusieurs conventions internationales dans ce domaine, dont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention contre la torture, la Convention sur les droits de l'enfant, la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes, la Convention internationale pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles et la Convention de 1951 relative aux réfugiés.

Le rapport du CNDH souligne, en effet, la longue tradition d'immigration et d'accueil du Maroc, explique le cadre juridique national et international qui régit les étrangers au Maroc et présente enfin des recommandations après avoir analysé les mutations en cours relatives aux migrants et aux réfugiés, rappelle-t-on.

La réaction du Département d'Etat s'inscrit en droite ligne de celles exprimées par les prescripteurs d'opinion à Washington, comme en témoigne la déclaration à la MAP de Peter Pham, Directeur de l'Africa Center au sein du think tank Atlantic Council, pour qui les Hautes orientations de SM le Roi Mohammed VI au gouvernement "distinguent encore une fois le Maroc dans son environnement régional et dénote un leadership avant-gardiste imprégné de valeurs d'humanisme et de générosité".

"Depuis l'accession au trône de SM le Roi Mohammed VI, nous avons vu se traduire sur le terrain des réformes hautement significatives ayant touché les quatre coins du Royaume ainsi que les différentes composantes de la société marocaine", a indiqué Pham, en faisant observer que les Hautes orientations du Souverain se veulent l'expression d'une tradition millénaire d'hospitalité et de tolérance.

Les Hautes orientations royales constituent aussi "un modèle à suivre" par les pays de la région, juge, de son côté, le quotidien américain à grand tirage, le Huffington Post, en soulignant que le Maroc "est bien le seul pays de cette partie du monde à reconnaître ce phénomène et à mettre des mesures concrètes afin de mieux l'appréhender".

"Le Roi Mohammed VI avait pris connaissance du rapport thématique relatif à la situation des migrants et des réfugiés au Maroc", rappelle la publication, dans une analyse intitulée: "Une injustice grave dans le monde arabe, et une démarche sans précédent pour y remédier", en faisant observer que l'initiative royale est somme toute la suite logique des réformes avant-gardistes mises en oeuvre par le Souverain depuis Son accession au trône, dans le but de consolider les institutions démocratiques et d'élargir les espaces de liberté.

SM le Roi Mohammed VI avait présidé mardi dernier une séance de travail consacrée à l'examen des divers volets relatifs à la problématique de l'immigration au Maroc au cours de laquelle le Souverain a donné Ses Hautes Orientations au gouvernement afin de procéder, sans délais, à l'élaboration et la mise en place d'une stratégie et d'un plan d'action appropriés, en coordination avec le CNDH et les différents acteurs concernés, dans la perspective de formuler une politique globale en matière d'immigration.(MAP).FF---BI.BR.

## La Belgique se félicite de la nouvelle politique d'asile et d'immigration du Maroc (Vice-Premier ministre)

Bruxelles, 16 sept. 2013 (MAP) - La Belgique se félicite de la nouvelle politique d'asile et d'immigration que le Maroc compte mettre en place, a affirmé le vice-Premier ministre belge et ministre des affaires étrangères, Didier Reynders.

"La Belgique se réjouit que le Royaume du Maroc, par sa plus grande autorité, ait décidé d'inscrire son action dans une approche globale, humaine et dans un esprit de responsabilités partagées pour faire face aux nombreux défis liés au phénomène migratoire", a souligné lundi le chef de la diplomatie belge dans un communiqué.

Le Royaume de Belgique, qui partage cette même approche du Maroc, a toujours porté une attention particulière à la protection des migrants conformément au droit international, a ajouté M. Ryenders.

Le Vice-Premier ministre belge a également salué le rapport du Conseil national des droits de l'homme (CNDH) sur l'accueil des migrants subsahariens au Maroc, qui a reçu le plein soutien de SM le Roi Mohammed VI, notant que les recommandations contenues dans ce rapport sont en phase avec les objectifs du "Partenariat de Mobilité" signé en juin dernier entre le Maroc et l'UE.

Le rapport du CNDH souligne la longue tradition d'immigration et d'accueil du Maroc, explique le cadre juridique national et international qui régit les étrangers au Maroc et présente enfin des recommandations, après avoir analysé les mutations en cours relatives aux migrants et aux réfugiés.(MAP)MO/RK---BI.BR.  
MAP 161743 GMT sep 2013

## La nouvelle politique migratoire du Maroc, "un pas important dans la bonne direction" (eurodéputé)

Bruxelles, 16 sept 2013 (MAP) La nouvelle politique migratoire et d'asile annoncée par le Maroc constitue "un pas important dans la bonne direction", a affirmé l'eurodéputé allemand Michael Gahler, président de la délégation pour les relations avec le Parlement panafricain. La décision du Maroc de mettre en œuvre une politique migratoire humaniste et rénovée est une "initiative louable et un pas important" qui ont été bien accueillis par la communauté européenne, a indiqué l'eurodéputé membre du groupe du Parti populaire européen (PPE) dans une déclaration à la MAP. Cette nouvelle politique, qui fait suite à un diagnostic précis et à une analyse approfondie et lucide de la problématique de la migration, propose un ensemble de mesures qui protègent les droits des étrangers sur le sol marocain, a souligné le parlementaire européen, citant en particulier la régularisation de la situation des migrants illégaux et la lutte contre la traite humaine. Il a également indiqué que les eurodéputés sont conscients des difficultés que pose le problème des migrants pour le Maroc et expriment de ce fait leur disposition à engager des discussions avec les autorités marocaines afin de réfléchir ensemble aux moyens à mettre en œuvre pour soutenir le Royaume dans son action.

"Au Parlement européen, nous sommes ouverts au dialogue et au partage des expériences en vue de renforcer les compétences des autorités marocaines en charge de la migration", a-t-il dit, faisant état d'un énorme potentiel de coopération qui mérite d'être mis à contribution par les deux parties.

SM le Roi Mohammed VI avait présidé, mardi dernier, une séance de travail consacrée à l'examen des divers volets relatifs à la problématique de l'immigration au Maroc au cours de laquelle il a donné Ses Hautes Orientations au Gouvernement afin de procéder, sans délais, à l'élaboration et la mise en place d'une stratégie et d'un plan d'action appropriés, en coordination avec le CNDH et les différents acteurs concernés, dans la perspective de formuler une politique globale en matière d'immigration. (MAP)RK/MO---  
[BI.TR.](#)

MAP 161858 GMT sep 2013

## ندوة بمراكش حول موضوع "حقوق الإنسان والشباب في ظل الدستور الجديد" يوم 20 شتنبر الجاري

مراكش 15 شتنبر 2013/ ومع/ يشكل موضوع "حقوق الإنسان والشباب في ظل الدستور الجديد" محور ندوة ستتنظم يوم الجمعة المقبل بمراكش، بمشاركة ثلثة من القضاة وممثلين عن المجلس الوطني لحقوق الإنسان وأساتذة جامعيين وباحثين مختصين.

وتنظم هذه الندوة، التي ستحتضنها الجامعة الخاصة بمراكش، بتعاون مع مجلة سلسلة الاجتهاد القضائي والودادية الحسنية للقضاة وماستر التوثيق والعقار بكلية الحقوق التابعة لجامعة القاضي عياض وجمعية مغرب-شباب.

وينعقد هذا اللقاء العلمي، حسب المنظمين، تفعيلا للخطاب الملكي السامي بمناسبة الذكرى الستين لثورة الملك والشعب الذي يتزامن مع الذكرى الثانية للمصادقة على الدستور الجديد الذي يعتبر تتويجا لإرادة المغرب الجادة في بناء دولة المؤسسات والقانون، عبر مسار خاص ومتميز وبوتيرة تأخذ بعين الاعتبار الثوابت والاختيارات الإستراتيجية وخصوصيات المجتمع المغربي.

كما تعكس هذه الوتيرة، يضيف المنظمون، نضج المغاربة ووعيهم بحقوقهم وواجباتهم تجاه وطنهم وتطلعهم إلى مؤسسات دستورية تعتمد آليات المقاربة التشاركية وأدوات الحكامة الجيدة لاستشراف غد أفضل من حيث احترام حقوق الإنسان في كونيتها، والرقى بها من التنظير إلى الممارسة، وربط المسؤولية بالحاسبة، وتحديد المنظور الشامل للديمقراطية الذي يضمن مشاركة الأحزاب السياسية والنقابات المهنية وكافة مكونات المجتمع المدني.

ويتضمن برنامج هذه الندوة العلمية مناقشة عدد من المواضيع تم بالخصوص "مكانة الأسرة في الدستور الجديد" و"الشباب والمجلس الوطني لحقوق الإنسان"، و"ضمانات المحاكمة العادلة من خلال الدستور الجديد"، و"الحقوق الدستورية من خلال قضاء محكمة النقض". ج/در/ل م

## المجلس الوطني لحقوق الإنسان يقدم توضيحاته بشأن "اكتشاف رفات ثمانية أشخاص ب "فدرت الكويج"

الرباط/ 16 شتنبر 2013 /ومع/ على إثر إثارة عدد من المنابر الإعلامية، في الأيام الأخيرة، العثور على رفات ثمانية أشخاص قد يكون تم دفنهم جماعيا في الموقع المعروف ب "فدرت الكويج"، يقدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان العناصر الإخبارية التالية :

لقد قامت هيئة الإنصاف والمصالحة، خلال ولايتها (2004-2005)، بأبحاث حول الضحايا الثمانية المتحدث عنهم، وذلك عقب طلب تقدمت به أسرهم أو أقربائهم أو أطراف أخرى بالنسبة لخمسة منهم، أو بمبادرة ذاتية من الهيئة بالنسبة لثلاث حالات. وكانت هيئة الإنصاف والمصالحة قد أجزت، آنذاك لعدة جلسات استماع وجمعت أو تسلمت مجموعة من الوثائق حول هذه الحالات، التي ما تزال مدرجة ضمن أرشيفها.

واعتبارا للسياق، وبالنظر لكون سنة 1976 تميزت بمواجهات مسلحة بين القوات المسلحة الملكية والجيش الجزائري و عناصر من البوليساريو، فإنه لم يتم التمكن من استيضاح الحالات الثمانية خلال ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، التي لم تتمكن من الولوج، إلى غاية اليوم، إلا إلى أرشيف السلطات المغربية. ولتيم تكليف لجنة للمتابعة من قبل هيئة الإنصاف والمصالحة بمجدة الحالات الثمانية من ضمن حالات أخرى لم يتم توضيح ملامستها.

وقد تم تنصيب اللجنة المذكورة في مارس 2006 من قبل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في نهاية ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، وكلفت بإنهاء مسلسل جبر الضرر والتحقيق، عند الاقتضاء، في حال ظهور عناصر جديدة.

وعلى غرار حالات أخرى لم يتم كشف ملامستها، فإن الحالات الثمانية كانت موضوع مراسلات دائمة بين الحكومة المغربية ومجموعة العمل التابعة للأمم المتحدة حول الاختفاءات القسرية وغير الإرادية، وبين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، ثم المجلس الوطني لحقوق الإنسان واللجنة الدولية للصليب الأحمر، في إطار مجهوداتهما المشتركة للكشف عن الوقائع.

وفي هذا الإطار، قامت اللجنة الدولية للصليب الأحمر بثمانين زيارت للمغرب، تعود آخرها إلى شهر أبريل 2013. ويمكن هذا التعاون من الكشف بشكل نهائي على ملامسات العديد من الحالات، ومن المقرر أن تعقد جلسة العمل المقبلة في نوفمبر 2013.

وهمت التحقيقات التي قامت بها هيئة الإنصاف والمصالحة جميع أنواع الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان (اختفاء قسري، اعتقال تعسفي، إعدامات جماعية، تعذيب، المس بالحق في الحياة بسبب الاستعمال المفرط للقوة، إبعاد قسري،، الخ).

وقد تم إنجاز هذه التحقيقات بناء على طلبات الضحايا السابقين أو ذوي حقوقهم، ولكن أيضا انطلاقا من جميع اللوائح المتوفرة للضحايا، التي أعدتها منظمات حقوق الإنسان غير الحكومية، سواء الوطنية منها أو الدولية.

وقد قامت هيئة الإنصاف والمصالحة في العديد من الحالات، وضمنها حالات ذات صلة بالأقاليم الجنوبية، و بمبادرة ذاتية منها، بالتحقيق في حالات لم تطالب بها العائلات ولم تكن مدرجة في تلك اللوائح.

وإجمالا، فقد فاق عدد حالات الاختفاء القسري التي قامت هيئة الإنصاف والمصالحة بالتحقيق بشأنها، عدد الطلبات والأسماء الواردة في لوائح الجمعيات. وخلال هذا العمل، مكنت أماكن الدفن التي تم تحديدها، من معاينة أن الضحايا قد تم دفنهم في قبور منفصلة.

وفي حالتين اثنتين، تم العثور على مقبرتين جماعيتين، الأولى في الدار البيضاء خلال ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، والثانية في الناظور بعد نهاية ولاية الهيئة. وقد تم الإعلان عن هذه الوقائع، وتم دفن الجثامين في مقابر فردية وفق تعاليم الديانة الإسلامية.

ويحرص المجلس الوطني لحقوق الإنسان على التأكيد عن استعداده لتلقي أي عنصر من شأنه المساهمة في التقدم في إقرار الحقيقة، كما سيتصل بعائلات الأشخاص الثمانية المتحدث عنهم، من أجل الحصول على أية معلومة جديدة، علما بأنهم يمكن باستمرار اللجوء إلى العدالة المغربية، طبقا للقانون المغربي والقانون الدولي.

ب/ ف ت

## الولايات المتحدة تشيد بالمبادرة الملكية في مجال الهجرة (مسؤول أمريكي

(صيغة مخيئة) واشنطن 16 شتنبر 2013 /ومع/ أكد مسؤول الخارجية الأمريكية لوكالة المغرب العربي للأنباء، أن الولايات المتحدة "تشيد" بمبادرة صاحب الجلالة الملك محمد السادس الرامية إلى إصلاح منظومة الهجرة ومنح اللجوء "بناء على مقارنة أكثر عدالة ونجاعة".

وأكد المسؤول الأمريكي أن "المبادرة التي أعلن عنها جلالته الملك محمد السادس، في العاشر من شتنبر الجاري، والرامية إلى إصلاح منظومة الهجرة ومنح اللجوء، بناء على مقارنة أكثر عدالة ونجاعة، والتي تتماشى مع توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان، تستحق كل الإشادة"، مضيفاً أن "الولايات المتحدة تنتظر تنفيذاً سريعاً لهذه السياسة الجديدة من قبل الحكومة".

وكان جلالته الملك قد أعطى تعليماته السامية للحكومة من أجل الشروع، دون تأخير، في بلورة وتنفيذ استراتيجية ومخطط عمل بغية صياغة سياسة شاملة في مجال الهجرة.

وأضاف المصدر ذاته أن "الولايات المتحدة تشيد أيضاً بالتقرير الذي أعده المجلس الوطني لحقوق الإنسان، والذي يهدف إلى تحسين الإطار القانوني في أربعة مجالات تتعلق باللاجئين وطالبي اللجوء والمقيمين دون وضع قانوني للهجرة، والاتجار في البشر والمهاجرين الشرعيين".

وجدد المسؤول التأكيد على أن الولايات المتحدة والمجموعة الدولية توليان أهمية كبرى لحقوق الإنسان، وتطلان منشغلتان بشأن قضية المهاجرين واللاجئين وطالبي اللجوء والاتجار في البشر في جميع أنحاء العالم.

وكان المجلس الوطني لحقوق الإنسان قد ذكر بأن المغرب يعد طرفاً في العديد من الاتفاقيات الدولية في هذا المجال، لا سيما العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، والعهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، واتفاقية مناهضة التعذيب، واتفاقية حقوق الطفل، واتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، والاتفاقية الدولية لحماية العمال المهاجرين و أفراد أسرهم، واتفاقية عام 1951 المتعلقة باللاجئين.

يذكر أن تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان عمل على إبراز التقليد العريق للهجرة والاستقبال في المغرب، وتوضيح الإطار القانوني الوطني والدولي الذي ينظم وضع الأجانب في المملكة، كما قدم في الأخير توصيات بعد استعراض التغييرات الجارية المتعلقة بالمهاجرين واللاجئين.

وينسجم موقف الخارجية الأمريكية مع العديد من ردود الأفعال التي صدرت عن صناعات الرأي بواشنطن، حيث أكد بيتر فام، مدير مركز ميكائيل الأنصاري، التابع لمجموعة التفكير أطلانتيك كاونسيل، في تصريح لوكالة المغرب العربي للأنباء، أن "التعليمات السامية التي وجهها صاحب الجلالة الملك محمد السادس للحكومة من أجل إعداد وتنفيذ استراتيجية تم سياسة شاملة في مجال الهجرة تأتي "التعزز تفرد المغرب في محيطه الإقليمي، وتدل على أنها نابعة عن قيادة رائدة متشعبة بقيم الإنسانية والكرام".

وأبرز بيتر فام أنه "منذ اعتلاء صاحب الجلالة الملك محمد السادس عرش البلاد، شهدنا إصلاحات هامة تتبلور على أرض الواقع، وتشمل جميع أرجاء المملكة، وكذا مختلف مكونات المجتمع المغربي"، مبرزا أن هذه التوجيهات السامية، التي تندرج في إطار مقارنة ملكية، نابعة من تقاليد عريقة لكرم الضيافة والتسامح.

ومن جهتها، كتبت يومية (هوفينغتون بوست) الأمريكية، الواسعة الانتشار، أن التعليمات السامية التي وجهها صاحب الجلالة الملك محمد السادس إلى الحكومة قصد إعداد وتنفيذ استراتيجية تم سياسة شاملة في مجال الهجرة تشكل "نموذجاً يحتذى" بالنسبة لبلدان المنطقة، مؤكداً أن المغرب "يعد البلد الوحيد بهذا الجزء من العالم الذي اعترف بهذه الظاهرة، واتخذ إجراءات ملموسة لفهمها بشكل أفضل".

وذكرت الصحيفة، في مقال تحليلي، بعنوان (إجحاف خطير في العالم العربي، ومقارنة غير مسبوقه لمعالجته)، بأن "صاحب الجلالة اطلع الاثنان الماضي على التقرير الموضوعاتي المتعلق بوضعية المهاجرين واللاجئين بالمغرب"، مشيرة إلى أن هذه المبادرة الملكية تندرج في سياق الاصلاحات المتقدمة التي أطلقها جلالته الملك منذ اعتلائه عرش البلاد، بهدف دعم المؤسسات الديمقراطية وتوسيع مجال الحريات.

وكان صاحب الجلالة الملك محمد السادس قد ترأس الثلاثاء الماضي جلسة عمل خصصت لدراسة مختلف المحاور المتعلقة بقضية الهجرة في المغرب، حيث أعطى جلالته توجيهاته السامية للحكومة للمضي قدماً، دون تأخير، من أجل بلورة وتنفيذ استراتيجية ومخطط عمل مناسبة بالتنسيق مع المجلس الوطني لحقوق الإنسان ومختلف الفاعلين المعنيين، بغية صياغة سياسة شاملة بشأن الهجرة.

## بلجيكا تشيد بالسياسة الجديدة للهجرة واللجوء في المغرب (مسؤول بلجيكي)

بروكسيل 16 شتنبر 2013 / ومع / أكد نائب الوزير الأول البلجيكي ووزير الشؤون الخارجية، ديدبي ريندرز، أن بروكسيل أشادت بالسياسة الجديدة للهجرة واللجوء التي يعتمزمها المغرب تطبيقها.

وأعرب رئيس الديبلوماسية البلجيكية، في بلاغ اليوم الإثنين، عن ارتياح بلاده لكون "المملكة المغربية، ومن خلال أعلى سلطة فيها، قررت أن تسجل عملها في إطار مقارنة شمولية، وإنسانية وفي إطار روح المسؤوليات المشتركة لمواجهة التحديات العديدة المرتبطة بظاهرة الهجرة".

وأضاف السيد ريندرز أن المملكة البلجيكية، التي تشاطر المقاربة ذاتها للمغرب، أولت دائما اهتماما خاصا لحماية المهاجرين طبقا للقانون الدولي.

كما أشاد نائب الوزير الأول البلجيكي بتقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول استقبال المهاجرين المنحدرين من إفريقيا جنوب الصحراء في المغرب، والذي حظي بالدعم الكامل من قبل صاحب الجلالة الملك محمد السادس، مشيرا إلى أن التوصيات المتضمنة في هذا التقرير تتطابق مع أهداف "شراكة الحركة" التي وقعت في يونيو المنصرم بين المغرب والاتحاد الأوروبي.

ويؤكد تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان التقليد العريق للهجرة والاستقبال في المغرب، ويوضح الإطار القانوني الوطني والدولي الذي ينظم شؤون الأجانب في المغرب، ويقدم في الأخير توصيات، بعد أن قام بتحليل التحولات الجارية المتعلقة بالمهاجرين واللاجئين.

ت / س ر / ف ت

## تقرير المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول المهاجرين .. استثناء عربي وإفريقي (إعلامي لبناني)

بيروت/ 16 شتنبر 2013/ومع/ وصفت جريدة (المستقبل)، في مقال للإعلامي اللبناني خير الله خير الله تحت عنوان "الاستثناء المغربي يبلغ اللجوء والمهجرة"، نشرته اليوم الاثنين، التقرير الموضوعاتي للمجلس الوطني لحقوق الإنسان حول وضعية المهاجرين واللاجئين بالمغرب ب"الاستثنائي العربي والإفريقي".

وقال خير الله في هذا المقال، الذي سبق وأن نشره بجريدة العرب اللندنية في 11 شتنبر الحالي، إن هذا التقرير "الذي يطرحه المجلس الوطني لحقوق الإنسان في المغرب يتلاءم مع طموحات المملكة التي استطاعت بالفعل أن تكون استثناء عربيا وإفريقيا وأن تعد نفسها لمواجهة تحديات القرن الـ21 من دون عقد".

وبعد أن ذكر بمقتطفات من بلاغ الديوان الملكي المتعلق بهذا الموضوع (يوم 10 شتنبر)، أبرز الإعلامي أن جلالة الملك محمد السادس "وفر الإطار العام الذي يفترض أن يحدد أي سياسة جديدة تخص المهجرة والمهاجرين"، مضيفا أن جلالته "ما لبث أن اطلع على التقرير معطيا بذلك إشارة الانطلاق لمباشرة اعتماد سياسة جديدة تليق بالإنسان المغربي وتليق أيضا بالذين يأتون إلى المغرب كلاجئين معدومي الحال أحيانا أو كعمال مهرة أو كمتقاعدين من هذا البلد الأوروبي أو ذاك".

وسجل أن المطلع على التقرير وتعليمات صاحب الجلالة الملك محمد السادس "يفاجأ أول ما يفاجأ بأن الإصلاحات في المغرب لم تعد تقتصر على الداخل. ما يفاجئ في التقرير أن الإصلاحات، التي باشر العاهل المغربي في تطبيقها والتي توجت بدستور جديد وانتخابات عامة على أساس هذا الدستور، ثم تشكيل حكومة برئاسة زعيم الحزب الذي لديه أكبر عدد من المقاعد في مجلس النواب الجديد، تستهدف أيضا حماية كل مقيم على أرض المغرب... حتى من كان في وضع غير قانوني".

واعتبر أن هذا التقرير يشهد بأن "هناك قرارا في المغرب بالانتماء إلى العصر وليس العيش على هامشه ... فالتقرير ذي المواضيع المتعددة الذي وضعه المجلس الوطني لحقوق الإنسان جزء لا يتجزأ من هذا القرار الجريء الذي لا يتخذه إلا أولئك الحكام الذين ينظرون إلى المستقبل البعيد ويرفضون البقاء في أسر الماضي".

د/ع أ/

## المجلس الوطني لحقوق الإنسان يقدم توضيحاته بشأن "اكتشاف رفات ثمانية أشخاص ب "فدرت الكويج"

الرباط/ 16 شتنبر 2013 /ومع/ على إثر إثارة عدد من المنابر الإعلامية، في الأيام الأخيرة، العثور على رفات ثمانية أشخاص قد يكون تم دفنهم جماعيا في الموقع المعروف ب "فدرت الكويج"، يقدم المجلس الوطني لحقوق الإنسان العناصر الإخبارية التالية :

لقد قامت هيئة الإنصاف والمصالحة، خلال ولايتها (2004-2005)، بأبحاث حول الضحايا الثمانية المتحدث عنهم، وذلك عقب طلب تقدمت به أسرهم أو أقرباؤهم أو أطراف أخرى بالنسبة لخمسة منهم، أو بمبادرة ذاتية من الهيئة بالنسبة لثلاث حالات. وكانت هيئة الإنصاف والمصالحة قد أجرت، آنذاك عدة جلسات استماع وجمعت أو تسلمت مجموعة من الوثائق حول هذه الحالات، التي ما تزال مدرجة ضمن أرشيفها.

واعتبارا للسياق، وبالنظر لكون سنة 1976 تميزت بمواجهات مسلحة بين القوات المسلحة الملكية والجيش الجزائري و عناصر من البوليساريو، فإنه لم يتم التمكن من استيضاح الحالات الثمانية خلال ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، التي لم تتمكن من الولوج، إلى غاية اليوم، إلا إلى أرشيف السلطات المغربية. ولتيم تكليف لجنة للمتابعة من قبل هيئة الإنصاف والمصالحة بهذه الحالات الثمانية من ضمن حالات أخرى لم يتم توضيح ملامساتها.

وقد تم تنصيب اللجنة المذكورة في مارس 2006 من قبل المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان في نهاية ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، وكلفت بإنهاء مسلسل جبر الضرر والتحقيق، عند الاقتضاء، في حال ظهور عناصر جديدة.

وعلى غرار حالات أخرى لم يتم كشف ملامساتها، فإن الحالات الثمانية كانت موضوع مراسلات دائمة بين الحكومة المغربية ومجموعة العمل التابعة للأمم المتحدة حول الاختفاءات القسرية وغير الإرادية، وبين المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان، ثم المجلس الوطني لحقوق الإنسان واللجنة الدولية للصليب الأحمر، في إطار مجهوداتهما المشتركة للكشف عن الوقائع.

وفي هذا الإطار، قامت اللجنة الدولية للصليب الأحمر بثمان زيارات للمغرب، تعود آخرها إلى شهر أبريل 2013. ويمكن هذا التعاون من الكشف بشكل نهائي على ملامسات العديد من الحالات، ومن المقرر أن تعقد جلسة العمل المقبلة في نوفمبر 2013.

وهمت التحقيقات التي قامت بها هيئة الإنصاف والمصالحة بجميع أنواع الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان (اختفاء قسري، اعتقال تعسفي، إعدامات جماعية، تعذيب، المس بالحق في الحياة بسبب الاستعمال المفرط للقوة، إبعاد قسري، الخ).

وقد تم إنجاز هذه التحقيقات بناء على طلبات الضحايا السابقين أو ذوي حقوقهم، ولكن أيضا انطلاقا من جميع اللوائح المتوفرة للضحايا، التي أعدتها منظمات حقوق الإنسان غير الحكومية، سواء الوطنية منها أو الدولية.

وقد قامت هيئة الإنصاف والمصالحة في العديد من الحالات، وضمنها حالات ذات صلة بالأقاليم الجنوبية، و بمبادرة ذاتية منها، بالتحقيق في حالات لم تطالب بها العائلات ولم تكن مدرجة في تلك اللوائح.

وإجمالا، فقد فاق عدد حالات الاختفاء القسري التي قامت هيئة الإنصاف والمصالحة بالتحقيق بشأنها، عدد الطلبات والأسماء الواردة في لوائح الجمعيات. وخلال هذا العمل، مكنت أماكن الدفن التي تم تحديدها، من معاينة أن الضحايا قد تم دفنهم في قبور منفصلة.

وفي حالتين اثنتين، تم العثور على مقبرتين جماعيتين، الأولى في الدار البيضاء خلال ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، والثانية في الناظور بعد نهاية ولاية الهيئة. وقد تم الإعلان عن هذه الوقائع، وتم دفن الجثامين في مقابر فردية وفق تعاليم الديانة الإسلامية.

وبحرص المجلس الوطني لحقوق الإنسان على التأكيد عن استعداده لتلقي أي عنصر من شأنه المساهمة في التقدم في إقرار الحقيقة، كما سيتصل بعائلات الأشخاص الثمانية المتحدث عنهم، من أجل الحصول على أية معلومة جديدة، علما بأنهم يمكن باستمرار اللجوء إلى العدالة المغربية، طبقا للقانون المغربي والقانون الدولي.

## Le CNDH apporte des éclaircissements sur la découverte des dépouilles de huit personnes à Fadret Eguiaa

Rabat, 16 sept 2013 (MAP) - Suite à l'évocation ces derniers jours par plusieurs supports de la découverte des dépouilles de huit personnes, qui auraient été enterrées en groupe au lieu-dit Fadret Elguiaa, le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) apporte les éléments d'information suivants:

L'Instance équité et réconciliation (IER) a mené durant son mandat (2004-2005) des investigations sur les huit victimes évoquées, suite à une saisine par leurs familles, leurs proches ou des tiers (pour cinq d'entre eux), ou à sa propre initiative par auto-saisine (dans 3 cas).

L'IER avait procédé alors à de nombreuses auditions et rassemblé ou reçu une documentation sur ces cas, qui sont par ailleurs, toujours consignées dans ses archives.

Considérant le contexte, l'année 1976, caractérisée par des affrontements armés entre les Forces Armées Royales, l'armée algérienne et des éléments du Polisario, les huit cas évoqués n'avaient pu être élucidés durant le mandat de l'IER, qui n'a pu accéder à ce jour qu'aux seules archives des autorités marocaines. Ces cas ont été confiés parmi d'autres cas non élucidés par l'IER à un comité de suivi.

Ledit comité de suivi a été mis en place en mars 2006 par le Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) à la fin du mandat de l'IER et a été chargé de clôturer le processus de réparation et d'investigation éventuelle, en cas d'apparition de nouveaux éléments.

Comme dans d'autres cas non élucidés, les huit cas évoqués ont fait l'objet d'échanges permanents entre le gouvernement marocain et le Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées et involontaires (GTDFI) et entre le CCDH puis le CNDH et le Comité international de la Croix rouge (CICR), dans le cadre de leurs efforts conjoints d'établissement des faits. Dans ce cadre, le CICR a effectué huit voyages au Maroc dont le dernier en date remonte au mois d'avril 2013. Cette collaboration a permis de clarifier définitivement de nombreux cas et la prochaine séance de travail est programmée pour novembre 2013.

Les investigations menées par l'IER ont porté sur toutes sortes de violations graves des droits de l'Homme (disparition forcée, détention arbitraire, exécutions sommaires, torture, atteinte au droit à la vie suite à l'usage disproportionné de la force, exil forcé, etc.)

Le travail d'investigation a été mené à partir des requêtes des anciennes victimes ou des ayants droit mais aussi à partir de toutes les listes, disponibles alors de victimes, établies par les ONG des droits de l'Homme tant nationales qu'internationales. Dans plusieurs cas, y compris dans les Provinces du sud, l'IER a procédé par auto-saisine et a enquêté sur des cas qui n'ont pas été soumis par les familles et ne figuraient pas dans ces listes. Au total, le nombre de cas de disparition forcée sur lesquelles l'IER a enquêté est supérieur au nombre de requêtes et de noms figurant sur les listes des associations. Durant ce travail, les lieux de sépulture, qui ont été déterminés, ont permis de constater que les victimes avaient été enterrées dans des tombes séparées.

Dans deux cas, des fosses collectives ont été trouvées, l'une à Casablanca durant le mandat de l'IER et l'autre à Nador après la fin du mandat de l'IER. Ces faits ont été rendus publics. Les dépouilles ont été enterrées dans des tombes individuelles, conformément aux préceptes de la religion musulmane.

Le CNDH tient à souligner sa disponibilité pour recevoir en bonne et due forme tout élément permettant d'avancer dans l'établissement de la vérité. De même, il prendra contact avec les familles des huit personnes évoquées pour recueillir tout élément d'information nouveau, étant entendu que la justice marocaine peut être en permanence saisie, conformément au droit marocain et au droit international.(MAP)BR.

## Dépouilles de huit personnes près de Smara :Le CNDH “disponible” pour enquêter

Dernière mise à jour : 16/09/2013 à 17:00

**Citant les récents travaux d'experts espagnols,Amnesty International a affirmé que les huit Sahraouis avaient été “arrêtés par une patrouille militaire marocaine”, “exécutés sur place”, avant d’être “enterrés dans deux tombes de faible profondeur”. /DR**

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a exprimé lundi sa “disponibilité” pour étudier le cas de huit “disparitions forcées” au Sahara, en réponse à une requête d'Amnesty International.

En fin de semaine dernière, l'ONG basée à Londres a réclamé l'ouverture de nouvelles enquêtes “indépendantes, impartiales et approfondies” sur “les centaines de cas de disparitions forcées” au Sahara, après la découverte des corps de 8 personnes qui auraient été exécutées en 1976.

Citant les récents travaux d'experts espagnols,Amnesty International a affirmé que ces huit Sahraouis avaient été “arrêtés par une patrouille militaire marocaine” puis “exécutés sur place par arme à feu”, avant d’être “enterrés dans deux tombes de faible profondeur”.

Leurs corps ont été retrouvés au printemps par un berger dans une zone sous contrôle des indépendantistes du Front Polisario.

Selon l'ONG, seuls quatre de ces cas ont fait l'objet de recherches du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), dans le cadre des travaux de l'Instance équité et réconciliation (IER) mise en place en 2004 pour faire la lumière sur les violations de droits de l'Homme au cours des décennies précédentes.

L'IER a mené “des investigations sur les huit victimes évoquées”, a toutefois rétorqué lundi dans un communiqué le CNDH, émanation du CCDH, d'après qui ces cas n'avaient “pu être élucidés” en raison du conflit faisant rage à l'époque.

Ces dossiers restent entre les mains d’“un comité de suivi”, et le CNDH exprime sa “disponibilité pour recevoir en bonne et due forme tout élément permettant d'avancer dans l'établissement de la vérité”, selon le texte.

Le CNDH va lui-même “entrer en contact avec les familles des huit personnes évoquées pour recueillir tout élément nouveau”, est-il précisé.

Dans son rapport,Amnesty International a pour sa part suggéré de recourir aux “mécanismes existants des Nations unies”, dont la Minurso, la mission chargée de surveiller le cessez-le-feu depuis 1991, “pour aider à résoudre ces affaires de disparitions forcées”.

## Les cimetières de Rabat frôlent désormais la saturation: le Conseil municipal retrouse les manches

MAP - Samir Hilal - publié le Mardi 17 Septembre 2013 à 10:49

Rabat - Décidemment les cimetières figurent désormais en pole position des espaces publics qui s'adjugent une dimension humanitaire primordiale, dans la mesure où ils incarnent sans conteste le respect à l'égard du mort et la préservation de sa dignité et de ses droits, d'autant qu'ils constituent un lieu auquel doit être conféré toute l'attention en vue de lui permettre de contribuer à l'embellissement et à la joliesse aussi bien des villes que des campagnes.

A proximité

Rabat et Berlin se félicitent de la qualité "exceptionnelle" de leurs relations bilatérales

"The Independent" met avant les atouts touristiques de la ville de Rabat

Rabat : Arrestation du présumé assassin du pèlerin sénégalais Ismael Faye

Rabat : Des personnalités mondiales de hauts rang au 4ème CGLU

Le Roi inaugure à Rabat le système de dépollution de la rive gauche du Bouregreg et du littoral atlantique

En raison du rythme démesuré, voire effréné, de l'urbanisation et de l'extension de l'espace urbain que connaissent les villes marocaines, les cimetières commencent à poser plusieurs problématiques inhérentes, entre autres, à leur mode de gestion et à leur préservation.

Si l'état de délabrement actuel auquel est assujettie la majorité de ces espaces funéraires dans les villes et les campagnes, la cité de Rabat, souffre, quant-à-elle, d'une insuffisance des superficies qui leur sont réservées et dont la capacité d'accueil sera saturée et pourrait atteindre ses limites dans un ou deux ans au plus tard. Certains d'entre sont d'ores et déjà fermés à cause de leur incapacité d'accueillir davantage de dépouilles mortelles, comme c'est le cas du cimetière de Yaâkoub El Mansour. D'autres pourraient subir le même sort, y compris celui d'Achouhada, dont le conservateur a déclaré à la MAP que ce lieu de repos éternel des rappelés au Dieu sera pratiquement, dans l'espace d'une année, dans l'incapacité de faire face aux flux massifs, précisant qu'il reçoit quotidiennement quinze dépouilles mortelles.

Une telle situation requiert du Conseil municipal et des autorités locales, en particulier, de tout mettre en œuvre en vue de trouver des solutions urgentes à même de satisfaire la demande croissante des lieux d'inhumation dans la capitale.

"Tout le monde est conscient de la problématique de la capacité d'accueil des cimetières à laquelle est confrontée la ville de Rabat", a confié à la MAP, de son côté, le vice-président du Conseil municipal de Rabat, Boujemaâ Dara'i, estimant que "le problème réside, en fait, dans la rareté des espaces réservés à l'inhumation des morts musulmans".

Le Conseil municipal et la Wilaya de Rabat-Salé-Zemmour-Zaër œuvrent d'arrache-pied dans le but de chercher de nouveaux cimetières et de procéder à l'extension d'autres, a-t-il fait savoir.

A cet égard, il a souligné que le Conseil municipal prévoit de rattacher 15 hectares limitrophes du cimetière "Asseddiq" qui relèvent du domaine du ministère des Habous et des Affaires islamiques (1/3) et nombre d'héritiers (2/3), notant que le Conseil a entamé des discussions avec ces derniers et pourrait avoir recours, le cas échéant, à la procédure d'expropriation devant permettre d'élargir l'espace de ce cimetière.

D'autre part, il a fait remarquer que le Conseil municipal de Rabat a déjà examiné avec le haut-Commissariat aux Eaux, aux Forêts et à la Lutte contre la désertification la possibilité de procéder à l'extension du cimetière de Hay Ryad, située en face de l'ancien parc zoologique, estimant que ceci ne relève plus désormais que de quelques procédures juridiques et administratives.

Il a, en outre, révélé que l'un des bienfaiteurs de la commune d'Oum Aâzza a fait don d'un lot de terrain, dont la superficie est de 26 hectares, en vue de le transformer en cimetière, estimant toutefois que le problème qui entrave son exploitation relève de son éloignement de la ville de Rabat (20 km), en plus du fait qu'il s'agit d'une parcelle non-équipée.

Une autre proposition avancée par le président de la circonscription d'Agdal-Ryad, Réda Ben Khaldoun, consistant en la possibilité d'exploiter la ceinture-verte qui sépare les villes de Rabat et de Témara, notant que l'obstacle majeur pour faire face à l'exiguïté des cimetières à Rabat est le déficit de l'assiette immobilière qui entrave l'extension et l'aménagement de nouveaux cimetières.

"L'ensemble des cimetières a atteint sa capacité d'accueil, à l'exception du cimetière Achouhada qui dispose encore de peu d'espaces réservés à l'inhumation", a-t-il signalé, ajoutant que la circonscription Agdal-Ryad a sollicité une Fatwa du Conseil supérieur des Oulémas relative à l'adoption d'une nouvelle méthode d'inhumation (tombe superposées) en tant que moyen de nature à faire face au déficit des espaces réservés aux cimetières dans la capitale.

En mars 2011, le Conseil supérieur des Oulémas a proclamé une Fatwa dans laquelle il avait préconisé l'adoption d'une approche non-hâtive et de patienter avant de trancher sur la légalité de cette forme d'inhumation, et que la méthode d'inhumer doit demeurer inchangée et telle que reconnue par la Charia et les coutumes.

Dans l'attente de glaner des solutions efficaces et susceptibles de satisfaire la demande grandissante sur les tombes, la problématique des cimetières à Rabat et au Maroc en général, exige une approche globale qui portera sur leur extension, la création d'autres, leur gestion moderne et l'embellissement de ces endroits funèbres qui font incontestablement partie de l'espace public.

Selon une étude du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), rendue publique en 2012, il s'avère "tout à fait inadmissible" de considérer les cimetières en tant d'espace "mort" juste parce qu'ils accueillent des morts, mais plutôt un espace "vivant" dans le paysage général des villes et des campagnes, conformément à une stratégie bien ficelée et complémentaire d'aménagement du territoire et de l'espace.

## مجلس الزمي يوضح موقفه في قضية رفات الجثث الصحراوية

Le360-16/09/2013 على الساعة 16:39 ( تحديث : 16/09/2013 | على الساعة : 18:18 )

© حقوق النشر : DR أصدر المجلس الوطني لحقوق الإنسان بلاغا يوضح فيه العديد من الأمور تخص قضية العثور على رفات ثمانية أشخاص قد يكون تم دفنهم جماعيا في الموقع المعروف بـ "فدرت الكويح" في الاقاليم الجنوبية للمملكة. وأوضح البلاغ أن هيئة الإنصاف والمصالحة قامت خلال ولايتها (2004-2005)، بأبحاث حول الضحايا الثمانية المتحدث عنهم، وذلك عقب طلب تقدمت به أسرهم أو أقرباؤهم أو أطراف أخرى بالنسبة لخمسة منهم، أو بمبادرة ذاتية من الهيئة بالنسبة لثلاث حالات.

ويضيف البلاغ ذاته، أن "هيئة الإنصاف والمصالحة أجرت، آنذاك عدة جلسات استماع وجمعت أو تسلمت مجموعة من الوثائق حول هذه الحالات، التي ما تزال مدرجة ضمن أرشيفها".

وبخصوص السياق الذي سقطت فيه تلك الأرواح، أوضح بلغا المجلس أنه "وبالنظر لكون سنة 1976 تميزت بمواجهات مسلحة بين القوات المسلحة الملكية والجيش الجزائري و عناصر من البوليساريو، فإنه لم يتم التمكن من استيضاح الحالات الثمانية خلال ولاية هيئة الإنصاف والمصالحة، التي لم تتمكن من الولوج، إلى غاية اليوم، إلى أرشيف السلطات المغربية. وليتم تكليف لجنة للمتابعة من قبل هيئة الإنصاف والمصالحة بهذه الحالات الثمانية من ضمن حالات أخرى لم يتم توضيح ملبساتها".

وخلص بلاغ المجلس إلى أنه إجمالا، "فاق عدد حالات الاختفاء القسري التي قامت هيئة الإنصاف والمصالحة بالتحقيق بشأنها، عدد الطلبات والأسماء الواردة في لوائح الجمعيات. وخلال هذا العمل، مكنت أماكن الدفن التي تم تحديدها، من معاينة أن الضحايا قد تم دفنهم في قبور منفصلة".

وأكد المجلس الوطني لحقوق الإنسان عن استعداده لتلقي أي عنصر من شأنه المساهمة في التقدم في إقرار الحقيقة، كما سيتصل بعائلات الأشخاص الثمانية المتحدث عنهم، من أجل الحصول على أية معلومة جديدة، علما بأنهم يمكن باستمرار اللجوء إلى العدالة المغربية، طبقا للقانون المغربي والقانون الدولي.